UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Développement et dynamiques culturelles dans la ville de Bujumbura : De l'époque coloniale à nos jours

NTAROHA, Janvier; Sous la direction de : Professeur Emile MWOROHA

2008
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1161

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



DÉVELOPPEMENT ET DYNAMIQUES CULTURELLES DANS LA VILLE DE BUJUMBURA: DE L'ÉPOQUE COLONIALE À NOS JOURS

Par

NTAROHA Janvier

Sous la direction de :

Professeur Emile MWOROHA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option : Enseignement & Recherche

Bujumbura, juin 2008

DEDICACE

A mes chers parents qui m'ont montré le chemin de l'école,

A vous chers frères et soeurs pour votre soutien.

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, c'est pour nous une excellente occasion pour exprimer nos vifs sentiments de gratitude et de reconnaissance à toutes les personnes physiques et morales qui ont contribué à sa réalisation.

Notre profonde gratitude s'adresse plus particulièrement au Professeur Emile MWOROHA, pour avoir accepté spontanément la direction de ce mémoire. Ses conseils et ses critiques, soutenus par une rigueur scientifique, ont fait de ce travail ce qu'il est aujourd'hui. Qu'il sache que nous partageons avec lui le fruit des efforts fournis.

Nous tenons ensuite à remercier tous ceux qui ont participé au façonnement de notre esprit, sans lequel nous n'aurions certainement pas fait ce travail. Nous pensons à notre famille, à la famille Sévérin SINDAYE, à tous les enseignants (du primaire au supérieur), à tous les camarades et amis, ainsi qu'à tous ceux que nous avons côtoyés.

A nos frères et amis, à toutes les personnes qui, d'une façon ou d'une autre ont aidé à l'aboutissement de ce mémoire, nous disons merci.

SIGLES ET ABREVIATIONS

C.A.S. : Centre d'Action Social
C.C.F. : Centre culturel Français
C.E.C. : Centres Extra-coutumiers
C.E.R.N. : Centre Européen de Recherche Nucléaire
C.P.H. : Centre pour Personnes Handicapées
C.S.E. : Centre Socio-Educatif
ECOJO : Ecole des Journalistes.
E.N.S. : Ecole Normale Supérieure
F.L.S.H. : Faculté des Lettres et sciences Humaines
I.N.S.P : Institut National de la Santé Publique
I.N.S.S. : Institut National de la Sécurité Sociale
I.S.A. : Institut Supérieur d'Agronomie
L.A.ME.BU. :Laboratoire d'Analyses Médicales de Bujumbura
O.C.A.F. : Office des Cités Africaines
R.D.C : République Démocratique du Congo
SOCAR : Société Commerciale d'Assurance et de Réassurance
U.B. : Université du Burundi
UNESCO : United Nations for Education, Science and culture Organisation

LISTE DES TABLEAUX

Page

Tableau n° 1: Population autochtone totale par rapport à la population urbaine du Ruanda-Urundi (1954).....9
Tableau n° 2: Représentation de l'évolution démographique par centre, de 1947 à 1960.....10
Tableau n°3: Etat de l'enseignement jusqu'en 1946 41
Tableau n°4: Etat de l'enseignement pré-primaire et primaire en 1973 (Effectif des écoles qui étaient déjà fonctionnelles et leurs classes respectives). 44
Tableau n°5: Salles et effectifs d'élèves dans l'enseignement privé.....46
Tableau n°6: Salles et effectifs d'élèves dans l'enseignement public.....46
Tableau n°7: Nombre d'écoles et d'élèves dans l'enseignement primaire 47

CARTES

Page

Carte n°1 : Plan de Bujumbura (1907-1914).. 8
Carte n°2 : Evolution spatiale des C.E.C. d'Usumbura 13
Carte n°3 : Bujumbura à la période belge 14
Carte n°4 : Plan du périmètre urbain.....19

TABLE DES MATIERES

Page
DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
SIGLES ET ABREVIATIONS iii
LISTE DES TABLEAUX iv
LISTE DES CARTES iv
TABLE DES MATIERES v

0 .INTRODUCTION GENERALE 1

1 .Motivation et intérêt du sujet 1
2 .Problématique 2
3 .Délimitation du sujet 2
4 .Articulation du sujet 3

CHAPITRE I: CROISSANCE ECONOMIQUE ET ACCES A LA MODERNITE DE LA VILLE DE BUJUMBURA 4

A .Evolution et développement de la capitale du Ruanda-Urundi 4
1 .Un site datant de la colonisation allemande 4
a .La rive occidentale du lac Tanganyika 4
b .Du poste de Kajaga en 1896 à l'établissement sur le plateau d'Usumbura en 1897 4
2 .Les difficiles débuts du peuplement de Bujumbura:1897-1916 5
a .La période précoloniale 5
b .La période coloniale 6

B .Evolution démographique et spatiale de la cité sous l'administration belge 8
1 .Evolution démographique 9
2 .Evolution spatiale et la congolisation d'Usumbura 11
3 .Exode rural et extension urbaine de Bujumbura dans le Burundi indépendant 14
a .L'Exode rural 15
b .Extension urbaine de 1962 à 1980 15
c .Extension urbaine de 1980 à 2000 17

C .Emergence d'un développement industriel et artisanal 19
1 .Situation de l'industrie avant l'indépendance 20
2 .Situation de l'industrie après l'indépendance 21
a .Secteur tertiaire 21
1°. Fonctionnaires 21
2°.L'univers commercial 22

a . Artisanat 24
1° .L'alimentation 24
2° .L'habillement 24
3° .Le commerce ambulant 25
4° .La construction 26
5° .Transporteurs 26
6° .Les aides chauffeurs 26
7° .Les laveurs de véhicules 27
8° .Les réparateurs et les mécaniciens 27
b .Une population urbaine s'intéressant au secteur primaire 27
1°. Activités agricoles dans et aux environs de la ville 27
2° .Existence d'un élevage périurbain 28
3° .Importance des activités halieutiques 28

D .Changements de modes de vie liés à la modernité 29
1 .De l'habitat traditionnel à l'adaptation de maisons en briques 29
2 .Passage de l'habit en ficus au vêtement moderne en cotonnade 30
a .L'ancien mode d'habillement au Burundi 30
b .Introduction des habits en cotonnades 31
c .Une lente généralisation des vêtements européens au Burundi 32
1°.Une diffusion tardive des vêtements en cotonnades à l'époque allemande 32
2°. Généralisation de l'habit en cotonnades à l'époque coloniale belge 33
3 .Transformation des habitudes alimentaires 34
a .Comment se nourrissaient les anciens Barundi 34
b .L'empreinte congolaise dans le nouveau mode alimentaire de Bujumbura à l'époque coloniale 36

CHAP.II: INFRASTRUCTURES, LIEUX ET FACTEURS DE DIFFUSION CULTURELLE A BUJUMBURA 39

A .Infrastructures socioculturelles 39
1 .L'école:lieu privilégié de la promotion culturelle 39
2 .Des orientations générales de l'école 39
3 .La Mission et l'école 40
4 .L'Etat et l'école 41
5 .L'Islam et l'école 41
6 .Evolution de l'enseignement dans la ville de Bujumbura 43
a .Etat de l'enseignement l'année 1973 44
b .Etat de l'enseignement en 2006 45
1°.Statistiques de l'enseignement pré-primaire 46
2°.Statistiques de l'enseignement primaire 47
3°.Enseignement Secondaire 47
4°.Enseignement supérieur 47

c .Jeunesse désorientée et phénomène de déscolarisation 48
7 .Centres socio-éducatifs et centres d'actions sociales 49
a .Des « Ouvroirs » pour l'alphabétisation de la femme 49
b .Contribution au développement socio-culturel 50
c .La formation dispensée dans les CSE 51
1°.L'alphabétisation fonctionnelle 52
2°.L'éducation socio-sanitaire 52
3°.L'apprentissage des métiers 52

B.Centres culturels dans la ville de Bujumbura 53
1 .Des infrastructures participant à la diffusion culturelle 53
2 .Une place de choix occupée par le CCF 53
a .Objectifs des CCF 53
b .Le C.C.F. de Bujumbura et son impact sur le public de la ville 54

C .Musée et Palais des arts 56
1 .Le Musée Vivant de Bujumbura 56
a .Le concept de Musée 56
b .La mission du Musée Vivant de Bujumbura 57
2 .Palais des arts 58

D .Loisirs, modes de vie et culture sportive 58
1 .Loisirs 58
a .Les loisirs dans la ville de Bujumbura 59
1°.Des salons aux cabarets 59
2°.Danse et cabarets 60
3°.Les promenades 62
2 .Clubs sportifs et infrastructures 62
a .Le sport 62
b .Les clubs sportifs 63
1° .Clubs organisés par le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture 63
2° .Clubs fréquentés par des personnes d'un certain âge et qui comptent plus d'étrangers 63
3° .Clubs qui rassemblent toutes les catégories confondues 64

E .Médias et Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) 64
1 .Anciens médias 65
a .La radiodiffusion 65
b .La télévision 67
c .La cinématographie 69
d .La presse écrite et son impact sur le public burundais 70
1°.Type de Communication à l'époque allemande 70

2° .La presse sous la colonisation belge 71
3° .La situation actuelle de la presse écrite 73
2 .Nouveaux médias 74
a .Situation du téléphone au Burundi 75
1°.Le téléphone dans la ville de Bujumbura 75
2°.Le téléphone international au Burundi 76
3°.Le téléphone et le public 76
4°. Impact économique et social 76
b.Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) 77
c.L'exploitation du filon culturel comme conséquence de l'expansion médiatique 80

CHAP III. EVOLUTION DES MENTALITES, CROYANCES RELIGIEUSES ET DYNAMISMES CULTURELS 82

A .Evolution des mentalités en rapport avec l'implantation des nouvelles religions 83
1 .La pénétration de la civilisation chrétienne et « l'évaporation » du culte de Kiranga 83
a .Missions catholiques 83
b .Le protestantisme 84
c .Implantation de la culture islamique sur les bords du lac Tanganyika 85
2 .L'éradication en ville des pratiques de « Kubandwa » 86
3 .Prestige social et polygamie en milieu islamisé 87

B .Transformations des « sociabilités » et évolution des moeurs 89
1. Entre solidarité et individualisme 89
a. Inflexion des « sociabilités » en milieu rural et urbain 89
b. Profondes transformations des pratiques matrimoniales 90
2. Révolution de la condition féminine en matière d'activités sociales 92
a. Vers une fin de discrimination de travail fondée sur le sexe 92
b. De la dépendance à l'émancipation féminine 93
3. Prostitution et recherche de libération des moeurs 94

C. Entre phénomène d'acculturation et enracinement des pratiques culturelles rurales dans la société urbaine 95
1. Le concept d'acculturation 95
2. Le primat de la médecine moderne sur l'art de guérisseur traditionnel 96
3. L'appauvrissement du Kirundi parlé à Bujumbura 97
4. La pénétration de la culture traditionnelle des collines dans la cité cosmopolite de Bujumbura 98
a. Une cité ouverte aux influences extérieures 98
b. Chants traditionnels burundais popularisés en milieu urbain 99

1°.Fonctions de chants traditionnels burundais 99
c. Moderniser et rythmer les chansons traditionnelles 103
d. L'art de la percussion en ville 104
e. La part de l'école et de la famille dans la diffusion des valeurs traditionnelles 105
f. Célébration des cérémonies sociales 107
g. Faire de Bujumbura un pôle de compétence culturelle au rayonnement national 107

CONCLUSION GENERALE 109

BIBLIOGRAPHIE 111

0. INTRODUCTION GENERALE

En dépit de nombreuses études dont Bujumbura a déjà été l'objet, bien des aspects de cette ville restent assez mal connus. Par notre travail que nous avons intitulé «Développement et dynamiques culturelles dans la ville de Bujumbura: de l'époque coloniale à nos jours», nous voulons franchir une étape nouvelle dans la connaissance des réalités culturelles caractéristiques de cette dernière depuis sa création.

Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, envahie par les allemands, la ville de Bujumbura constituait un pôle d'échanges de toutes sortes, et une zone située au bord du lac desservie par des pistes qui menaient vers la frontière du Congo. Son prestige était raffermi par la présence du marché sur lequel étaient vendues les denrées en provenance de l'Uzige. Bien qu'excentrique par rapport au territoire national comme le souligne Richard MANIRAKIZA:

> *«La ville de Bujumbura occupe une situation de carrefour régional qui fait de cette ville la fenêtre ouverte sur l'extérieur d'une vaste région comprenant le Rwanda, l'est du Zaïre et les pays riverains du lac Tanganyika, mais le point de transit obligé de tout ce qui de l'extérieur était destiné à ces pays».*[1]

1. Motivation et intérêt du sujet

Le type d'habillement, le déplacement des habitants de la campagne vers la ville de Bujumbura, types de loisirs diversifiés, changements de mentalités, bref, mode de vie en pleine mutation, suscitent plus d'une interrogation et peuvent être étudiés sous plusieurs aspects. Les géographes peuvent considérer ces faits comme une occupation de l'espace sur le plan humain; les économistes s'en emparent avec leur théorie de l'offre et de la demande; les historiens s'y intéressent comme une évolution culturelle caractéristique de toute ville. Bujumbura plonge donc ses racines dans cette fin du XIX^{ème} siècle où on assiste l'arrivée de l'homme blanc.

Le choix de notre sujet n'est donc pas un fruit du hasard. La ville de Bujumbura étant une ville cosmopolite, nous a intéressée en ce sens que l'apport extérieur des pratiques et dynamiques culturelles est plus ressenti dans ce milieu qu'à l'intérieur du pays. Nous allons alors pénétrer dans le fin fond des

---

[1] MANIRAKIZA, R., *Expansion territoriale, démographique et développement économique de la ville de Bujumbura: de 1979 à nos jours*, Mémoire U.B., Bujumbura, 1995, p.7

différents rites et pratiques familiaux burundais car, comme le dit Lévi-Straus:

> *«Sauvegarder son passé est une responsabilité de chaque peuple, non seulement vis-à-vis de lui-même, mais également envers l'humanité toute entière. Aucun donc ne doit le laisser périr avant d'avoir pris pleinement conscience de son originalité et de sa valeur, et avant d'en avoir fixé la mémoire».*[2]

C'est ainsi donc que nous serons tenus à rappeler ceux qui oublient souvent les composantes de notre culture et à informer ceux qui les ignorent totalement. La culture burundaise doit être connue pour être revalorisée et promue en ce qu'elle a de bon; car une meilleure connaissance de l'histoire d'un peuple comme le nôtre, dont les transformations furent profondes suite aux contacts avec la colonisation, nécessite une étude de tous les aspects de la vie socioculturelle.

2. Problématique

L'évolution des pratiques et dynamiques culturelles d'un pays peut attirer l'attention de tout chercheur. Cette dernière peut aider à comprendre l'évolution de la société dans tous les secteurs. Cela nous a poussé à orienter notre étude sur le fait que la culture occupe une place de choix dans la société burundaise. Dans ce contexte, une question se pose: serait-ce la culture burundaise qui a influencé la culture étrangère ou vice-versa?

Comme ce travail se fixe un objectif aussi ambitieux et s'inscrit dans le cadre de la recherche sur l'histoire urbaine du Burundi, notre préoccupation consiste à analyser l'impact de l'apport extérieur sur la culture burundaise dans la ville de Bujumbura, de comparer le mode de vie d' il y a plus d'un siècle à celui d'aujourd'hui et d'essayer d'inventorier les infrastructures qui auraient été mises en place pour la diffusion de la culture en provenance de l'extérieur d'un côté et ou de sauvegarder cette dernière de l'autre.

3. Délimitation du sujet

Délimitation temporelle

La période que couvre notre sujet est longue de plus de cent ans. Elle va de la pénétration allemande à nos jours.

---

[2] LEVI-STRAUSS (Cl.), Anthropologie structurale, Deux, Paris, Plon, 1978, p.68.

La limite inférieure de notre étude s'explique par l'arrivée des allemands sur le sol burundais. Lors de la Conférence de Berlin (1884-1885), l'Allemagne obtenait une zone d'influence en Afrique orientale qui incluait le territoire du Burundi.

Quant à la borne supérieure, elle va jusqu' aujourd'hui où on assiste à la multiplication des diverses pratiques socioculturelles qui se mêlent aux anciennes avec une diffusion rapide grâce aux médias et aux voyageurs nationaux et étrangers.

Délimitation spatiale

La ville de Bujumbura qui est sujet de notre étude se situe au nord-est du lac Tanganyika. A l'est se situent les contreforts de Mirwa, au sud se trouve la prolongation de la plaine de l'Imbo et au nord, elle est frontalière de la province de Bubanza. Nous allons nous intéresser à un espace réduit mais regroupant les lieux des manifestations de toutes sortes de comportements.

4. Articulation du sujet

Le présent travail que nous avons intitulé «Développement et dynamiques culturelles dans la ville de Bujumbura: de l'époque coloniale à nos jours» comprendra trois chapitres.

Le premier chapitre tentera de représenter la ville qui est l'objet de notre travail, et enfin, établira une vision rétrospective des pratiques et dynamiques culturelles burundaises avant l'invasion européenne.

Le second chapitre portera sur les moyens utilisés pour influencer ou favoriser le choc des cultures. Là, il s'agira d'inventorier les infrastructures socioculturelles implantées dans la ville, favorables au métissage culturel.

Quant au dernier chapitre, il évoquera des changements de mentalités et l'impact de choc des cultures observables dans la métropole burundaise.

CHAPITRE I: CROISSANCE ECONOMIQUE ET ACCES A LA MODERNITE DE LA VILLE DE BUJUMBURA

Dans le présent chapitre que nous intitulons « Croissance économique et accès à la modernité de la ville de Bujumbura », la question qui se pose est de savoir comment les conditions de vie, l'évolution démographique et économique, les modes de vie ont évolué dans la cité urbaine de Bujumbura.

A. Evolution et développement de la capitale du Ruanda-Urundi

1. Un site datant de la colonisation allemande

a. La rive occidentale du lac Tanganyika

Bujumbura, la capitale du Burundi est une ville créée par les Allemands en 1897. Elle est située au nord-est du lac Tanganyika. Cette circonscription de la plaine de l' Imbo fut connue sous les noms de l'Uzige, Mukaza et Usumbura pendant la colonisation, avant de prendre le nom actuel de Bujumbura après l'indépendance.

Après la conférence de Berlin de 1885 relative au partage de l'Afrique entre différentes puissances étrangères, le Rwanda et le Burundi tombèrent dans la zone d'influence allemande. Les colonisateurs ne tardèrent pas à se rendre sur les lieux, découvrant ainsi la région de l'Uzige qui constituait un important point d'échanges à l'époque arabe. Arabes et Indiens venant de l'est de l'Afrique, importaient des tissus, du sel, des perles et des coquillages qu'ils échangeaient contre le bétail, les peaux et autres produits locaux.

b. Du poste de Kajaga en 1896 à l'établissement sur le plateau d'Usumbura en 1897

C'est en 1896, que le lieutenant-colonel Von Trotha, premier représentant de l'empire allemand s'installe à Bujumbura. Au mois de novembre de cette même année, deux prêtres de la congrégation des Pères Blancs du Cardinal Lavigerie, Van Der BURGT et Van Der BIESSEN implantent leur habitation sur le plateau surplombant le lac Tanganyika à côté du grand marché de Mukaza sur proposition du capitaine Ramsay.

Le 10 août1897, les prêtres ont acheté un terrain de 100 hectares au chef local WAKANA où ils ont implanté la mission (Saint-Antoine de l'Uzige) tandis que le capitaine Ramsay déplace le poste militaire des environs du delta de la Rusizi vers une zone plus proche de la mission catholique. Ce poste

militaire allemand qui était créé à Kajaga, était chargé d'assurer l'ordre et le contrôle de la frontière avec la colonie belge du congo. Ce poste fut déplacé pour deux raisons selon MANIRAKIZA (R).:

> *«Situé près du lac et entouré de marais insalubres, le poste de Kajaga pourrait être facilement inondable; Positionné sur un terrain plat, il était difficile à défendre contre les attaques menées par les rebelles Batétéla en 1899.»*[3]

Très vite, le poste allemand fut doté du Boma (forteresse militaire), du mess des officiers, de la résidence du commandant de la station, d'un hôpital auquel jouxte l'habitation du médecin, de même que le campement des soldats africains askaris. C'est ainsi qu'est apparu Usumbura rebaptisé Bujumbura après l'indépendance. Ce noyau était situé dans la zone comprise entre le boulevard du premier novembre au sud et de l'hôtel méridien au nord (actuel hôtel Source du Nil).

2. Les difficiles débuts du peuplement de Bujumbura:1897-1916

a. La période précoloniale

Bujumbura est donc une ville de création allemande d'abord, qui devient ensuite la capitale administrative du Ruanda-Urundi au moment de la colonisation belge. Néanmoins, le peuplement de la région n'est pas un fait colonial comme le confirme DICKERMAN Carol Wilson:

> *« Africans have lived there before the europeans' arrival and their presence and activities continued to be important in shaping the growing settlement. »*[4]

En effet, la région qu'occupe la ville de Bujumbura était peuplée bien avant l'occupation européenne. Ainsi aux années 1850, un commerce timide amorcé le long du lac Tanganyika existait bel et bien.

> *«Les Zanzibarites introduisirent leurs marchandises et s'installèrent dès 1858 à Nyanza, Kigwena, Magara et Uzige. »*[5]

Ces échanges portaient sur l'huile de palme, le sel, le manioc, les poissons, les cotonnades,etc. Ce trafic devient de plus en plus florissant lorsque le centre

---

[3] MANIRAKIZA, (R.), op.cit p.9

[4] DICKERMAN (C.W.), *Economic and Social Change in an African city:Bujumbura*, Burundi, 1900-1962, Ph.D., University of Visconsia-Madison, 1984, p.24.

[5] SAHABO (A.), *Quelques considérations sur l'histoire de l'habillement au Burundi (fin 19è siècle-1960)*, U.B., F.L.S.H., Bujumbura, p.49.

d'Ujiji fut transformé en un important établissement commercial d'esclaves après 1850. Ce commerce se faisait par colportage et les transporteurs vendaient aussi bien chez eux qu'à Uzige des produits variés.

La région était habitée en fait par des gens actifs dans bon nombre d'activités économiques. Les petits marchés se sont développés entretenus par des « Swahili » (terme utilisé pour désigner des gens qui sont venus de l'est et qui parlaient le Kiswahili) ou des Congolais. Ces derniers avaient installé leurs villages à Uzige; ce qui justifiait l'existence de petits noyaux de peuplement permanent.

b. La période coloniale

Les premières tentatives de pénétration européenne par les Pères Blancs en 1884 et en 1891 se sont soldées par un échec à cause de l'armée du chef Rusavya qui contrôlait la région. Il a fallu attendre novembre 1896 pour voir l'installation des Révérends-Pères Van Der BURGT et Van Der BIESSEN sous l'oeil protecteur du capitaine Von RAMSAY. Beaucoup de gens furent alors attirés lorsque ces Pères fondèrent une mission sur une propriété achetée au chef local WAKANA (comme déjà évoqué), fils et successeur de RUSAVYA.

La station militaire allemande

Depuis la fin du 19è siècle, Bujumbura constituait, à cause de son marché un pôle d'échange attractif et une zone située au bord du lac, desservie par des pistes qui menaient vers la frontière du Congo.

En 1896, les Allemands fondaient le poste de Kajaga, point de départ de la conquête du Ruanda et de l'Urundi. Ils déplacèrent le poste à cause de l'insalubrité du lieu, à la place occupée aujourd'hui par l'Agence de la Banque commerciale du Burundi (ancienne Banque Belgo-Africaine du Burundi : B.B.A.B.). Ils avaient une cinquantaine de soldats (Askari) d'origines diverses (Banyamwezi, Barundi, Banyarwanda, Babembe,...) qui étaient venus avec leurs familles respectives.

Signalons qu'à cette période, Bujumbura était un petit centre administratif et militaire, doté d'une fonction commerciale. C'était en fait une petite station de l'Afrique orientale allemande.

La population africaine

Pendant la période coloniale allemande, la population africaine dans la ville de Bujumbura était à majorité congolaise. En effet, lorsque l'administration

allemande a appelé les maçons et les menuisiers plus ou moins qualifiés, ils sont venus accompagnés de leurs familles respectives d'une part; et d'autre part, il faisait peur pour les Barundi d'aller s'installer à Usumbura, car, selon Julien NIMUBONA:

> *« Le caractère militaire de l'administration allemande de 1896 à 1906 laissa planer des doutes et des méfiances de la part des populations qui voulaient aller à Usumbura. »*[6]

Néanmoins, les populations de toutes les provinces, les hommes d'affaires commencèrent véritablement à fréquenter Bujumbura en 1907 lorsque cette dernière passa du statut de station militaire à celui de résidence de l'Urundi. En plus des manoeuvres et des menuisiers venus d'Ujiji auxquels le gouvernement avait fait appel dès 1897, il faut ajouter fonctionnaires et hommes de métiers qui commençaient à s'installer, malgré leur effectif peu important.

Un autre petit courant eut par cause la maladie du sommeil qui faisait rage dans toute la plaine de l'Imbo. Cela nécessita des travaux de défrichage de marais, procurant ainsi du travail aux gens des montagnes environnantes comme NTIRWIMURA le précise:

> *« Du temps des Allemands, les gens de Buhonga devraient descendre défricher les longs du lac Tanganyika. On devrait par ces corvées combattre la maladie du sommeil. »*[7]

Le recrutement était cependant forcé et cette tâche concernait toutes les chefferies environnantes de Bujumbura. La station commença à être sérieusement fréquentée suite à l'implantation missionnaire et la présence administrative allemande avec toutes ses exigences liées au contrôle du territoire. Cela s'accompagna progressivement d'un certain développement démographique et de la construction de plusieurs maisons de commerce.

---

[6] NIMUBONA (J.), *Le peuplement séparé de la ville d'Usumbura et ses implications socio-économiques (1940-1960)*, Bujumbura, U.B.; F.L.S.H., p.15.

[7] NTIRWIMURA (A.), *Evolution démographique et économique d'une colline du Burundi, cas de Buhonga (Début XXè siècle-1960)*, U.B., F.L.S.H., Bujumbura, 1984, p.59.

Figure 1. PLAN DE LA VILLE BUJUMBURA EN 1907

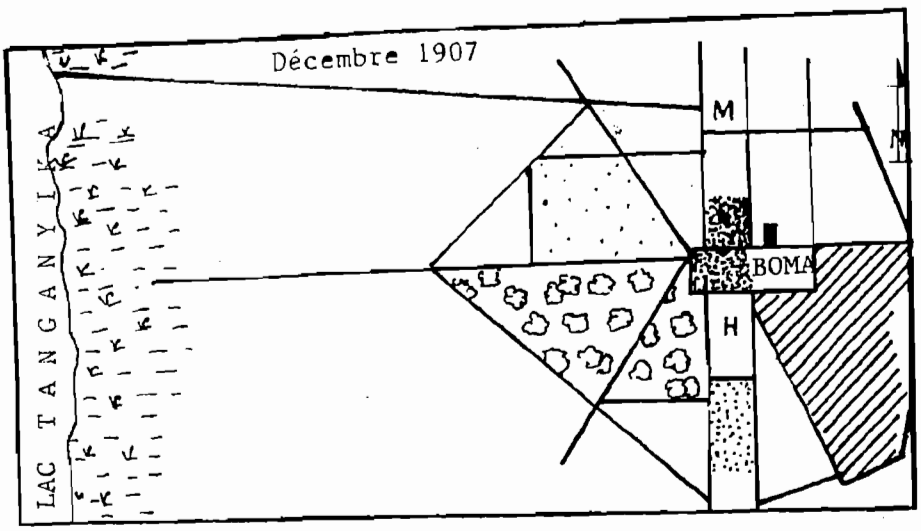
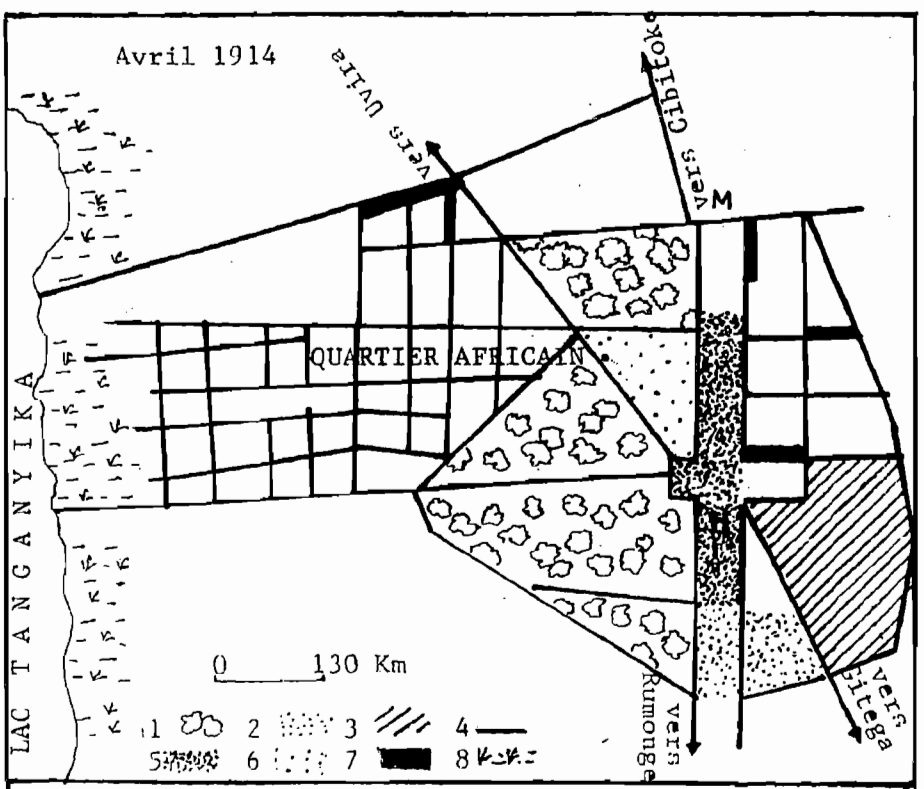


Figure 2.PLAN DE BUJUMBURA EN 1914



1.Plantation de caféiers 2.Potager européen
3. Pacage pour bovin de la garnison militaire
4.Rue ou sentier 5.Quartier administratif
6.Village des askari (soldats africains)
7. Boutiques des commerçants 8.Marécages H.Hôpital
M. Marché

SOURCE:D'après les archives allemandes à Bruxelles, dossier 5537 et 5538.

B. Evolution démographique et spatiale de la cité sous l'administration belge

Dès 1916, le Burundi passe sous contrôle belge. Après le Traité de Versailles de 1919, naîtra le Ruanda-Urundi comme protectorat belge. Plus tard sera créée l'Union Douanière du Ruanda-Urundi et du Congo, et les Belges feront appel à des commerçants et à un personnel européen, une main d'oeuvre importante pour développer Bujumbura.

1. Evolution démographique

Les Belges voulaient faire de Bujumbura une porte de leur empire vers l'océan indien. L'administration belge y établit alors la capitale du Ruanda-Urundi. Ainsi, la nécessité d'équiper et de développer la cité pour en faire un pôle important devint une priorité. Capitale économique et politique, Bujumbura vit petit à petit l'afflux des capitaux des marchands et de main d'oeuvre comme le souligne BIDOU J.E.:

> *« L'attrait de Bujumbura, malgré sa situation excentrée et son climat relativement chaud, s'explique comme toutes les villes du monde par ses activités. C'est la raison fondamentale des migrations vers la capitale. »*[8]

L'extension de la ville par la création de nouveaux quartiers pour loger les nouveaux arrivants s'imposait. Cependant, le coefficient d'urbanisation[9] resta faible jusqu'aux années 1950; contrairement aux autres villes du Congo-Belge.

Tableau n° 1: Population autochtone totale par rapport à la population urbaine du Ruanda-Urundi (1954)[10]

Pays	Population totale	Population extra-coutumière	Coefficient d'urbanisation en pourcentage
Ruanda	2.251.800	20.932	0.93%
Urundi	1.934.737	54.464	2.81%
Ruanda-Urundi	4.186.537	75.396	1.80%

[8] BIDOU (J.E.) et alii, *Géographie du Burundi*, Paris, Hâtier, Octobre, 1991, p.42.
[9] Coefficient d'urbanisation: Rapport de la population urbaine à la population totale.
[10] BAECK (L.), *Etude socio-économique du Centre Extra Coutumier d'Usumbura*, Bruxelles, Académie Royale des Sciences Coloniales, 1957, p.10.

En dépit de la faiblesse du coefficient d'urbanisation de la ville de Bujumbura, le Burundi prenait à lui seul plus de 72% de la population extra-coutumière du Ruanda-Urundi. Cela était lié à l'importance que prenait Bujumbura en tant que capitale politique et économique de tout le territoire.

Avec la mise en marche du plan décennal 1951-1960, l'on observe une forte augmentation de la population comme le montre le tableau suivant:

Tableau n° 2: Représentation de l'évolution démographique par centre, de 1947 à 1960[11]

Année	Belge	Buyenzi	Total	Indice
1947	5570	6376	12146	100
1948	7262	6989	14251	118
1949	7637	7903	14740	121
1950	10758	6880	17638	146
1951	12487	7390	19892	163
1952	16131	9324	25455	209
1953	19002	10955	29957	243
1954	21311	12703	34014	280
1955	24528	13125	37643	309
1956	28379	13779	42155	347
1957	30379	14450	44685	367
1958	___	___	___	___
1959	25190	11771	36961	300
1960	21312	10590	31908	206

Interprétation du tableau n°2

Avant 1947, les chiffres relatifs à la population d'Usumbura ne sont pas disponibles. Les recensements n'étaient pas effectués suite au manque de personnel qualifié et à la mauvaise tenue des fiches. Dès 1954, le service chargé de la population fut mieux organisé et le recensement amélioré. De plus, à cette même époque, la collaboration entre les chefs de quartiers et les agents recenseurs permit de produire des données plus fiables.

[11] *Compilation des Rapports d'Administration du Centre Extra-Coutumier d' Usumbura* (1947-1960) par Julien NIMUBONA.

Aussi, en 1948, une ordonnance (n°21/26 du 5 mars 1948) avait été prise par le gouvernement du Ruanda-Urundi qui portait sur la déclaration des naissances et des décès pour les chefferies et les Centres Extra-Coutumiers[12]. Cela a également facilité la tâche des recenseurs qui s'étaient heurtés aux abstentions, aux réticences et aux fuites même des populations face aux enquêtes démographiques. Une chute brusque des effectifs de la population à partir de l'année 1959 s'explique par des éventuelles perturbations liées à la préparation de l'accession à l'indépendance.

2. Evolution spatiale et la congolisation d'Usumbura

Les congolais constituaient la majorité de la population africaine du Centre Extra-Coutumier d'Usumbura. A ce sujet, BAECK nous dit que:

> *« La présence d'une majorité congolaise à Usumbura s'explique d'un côté par leur supériorité au travail manuel, et de l'autre par leur degré d'instruction plus élevé... »*[13]

De ce fait, ils étaient favorisés parce qu'ils étaient considérés par le pouvoir colonial comme plus habiles que les autres indigènes dans les travaux manuels dont les indigènes avaient tant besoin. J. DENIS nous en dit ceci:

> *« Les Congolais se sont installés à Bujumbura, car l'administration belge a amené avec elle lors de son installation dans le pays, un cadre formé de Congolais. Les Congolais se montrent d'un autre côté supérieurs dans l'exercice des métiers manuels. »*[14]

Néanmoins, il s'est posé un problème de logement suite à l'augmentation de la population africaine dans la ville. Les autorités mirent au point un plan d'aménagement urbain dont le souci majeur était de diviser la ville en zone fonctionnelle d'une part, et de veiller au maintien d'une séparation entre les quartiers noirs et la zone blanche d'autre part.

En effet, à l'époque allemande, la communauté noire se trouvait mêlée à la communauté asiatique aux portes de la ville européenne. Ainsi selon SEBITITAWEHO (M.), le plan de la ville fut conçu et exécuté de façon suivante:

> *« Au centre, le noyau constitué par le centre d'affaires groupant banques, assurances, agences de voyage, magasins, marchés, le quartier administratif et divers services publics;*

---

[12] Bulletin officiel du Ruanda-Urundi, 1948, p.350.
[13] BAECK, (L.), *Op cit.* p.18.
[14] DENIS (J.), Le phénomène urbain en Afrique centrale, cité par GATALI (J.B.) in *Culture et société*, p.44.

A l'est de ce centre jusqu'aux contreforts, s'étendait le quartier résidentiel européen.
A l'ouest, entre le lac et le centre, un quartier commercial et résidentiel asiatique d' où sont chassés les africains pour le village de Kabondo (qui sera détruit en 1940) réservé aux arabes et hindous et à quelques «africains évolués».
Plus au nord, séparé de la zone blanche par un no man's land broussailleux, s'étendait la zone indigène, destinée à une main d'oeuvre noire au service des européens. »[15]

C'est dans cette optique même qu'à partir de 1938, la zone indigène commence à être sérieusement fréquentée comme nous le dit NDAYISHIMIYE (J.P.):

« C'est ainsi qu'en 1938, le quartier de Buyenzi a été aménagé pour abriter la population swahili. Par la suite, en 1941, le « Camp Belge A»actuellement Bwiza est construit, tandis que « le Fonds d'avance » aujourd'hui Nyakabiga est érigé. »[16]

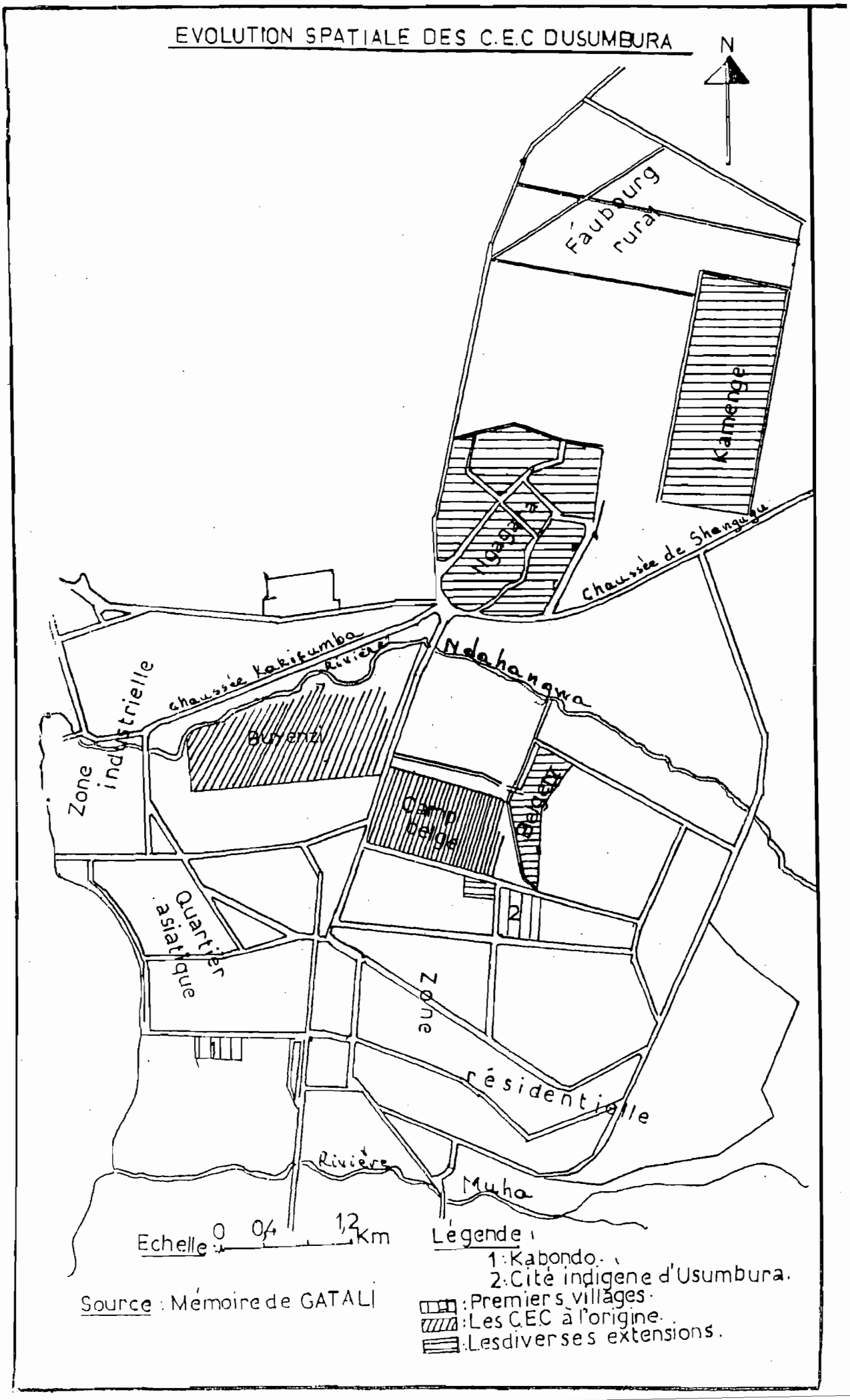
Au lendemain de la deuxième guerre mondiale se construiront les quartiers se situant au sud de la rivière Ntahangwa, extension du centre commercial et les immeubles à usage administratif depuis le boulevard de la liberté jusqu'au stade Prince Louis Rwagasore, de même que le quartier résidentiel européen au même niveau de l'avenue Pierre Ngendandumwe sur les premières pentes.

En 1950, de nouveaux quartiers ont été édifiés au nord de la rivière Ntahangwa pour abriter la main d'oeuvre, et l'extension du quartier industriel par la construction de quelques entreprises de transformation de produits industriels et de substitution. Il fut ensuite construit les quartiers de Kinama et de Kamenge la même année.

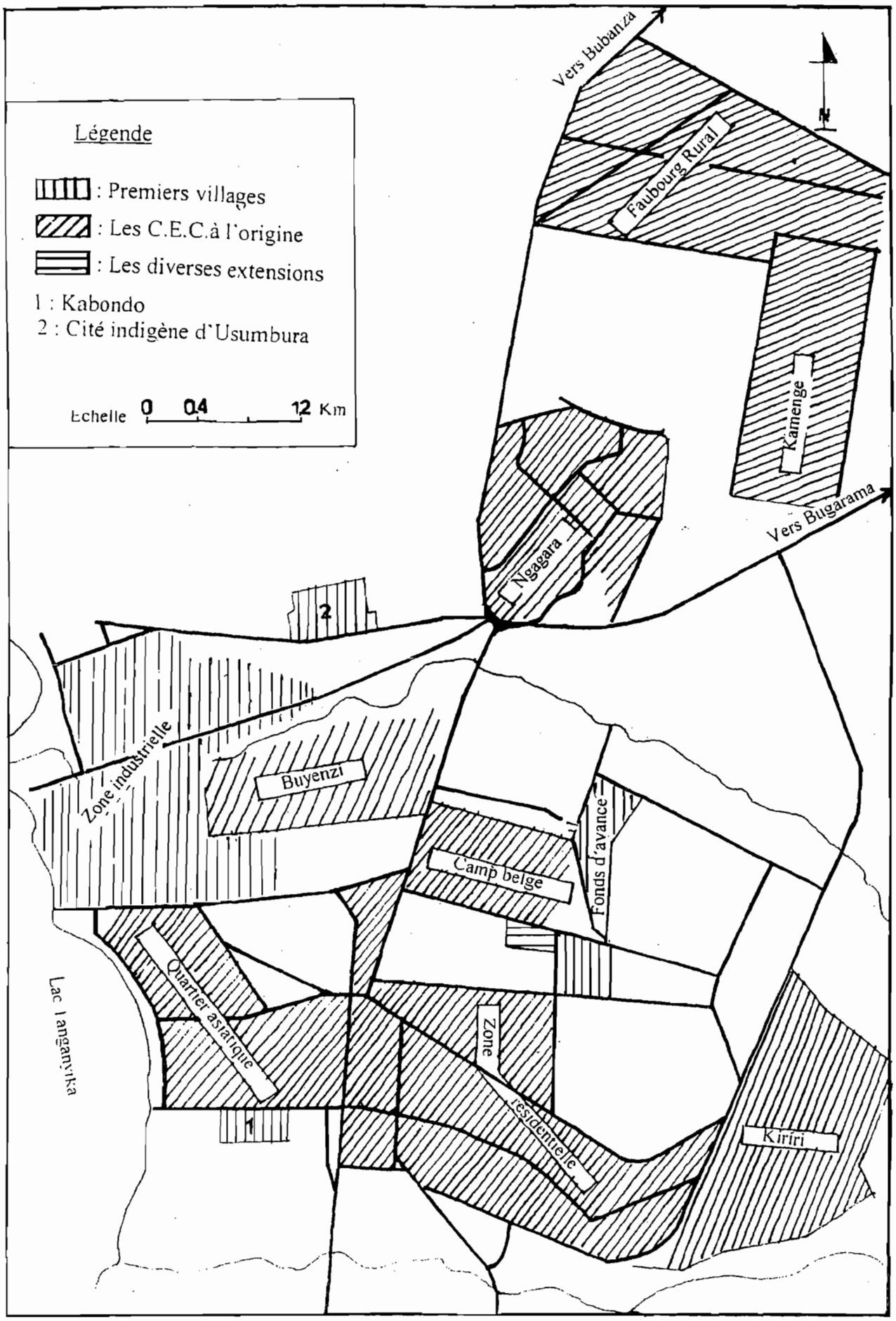
De 1952 à 1956, le quartier actuel de Ngagara (alors Cité-jardin) fut édifié sous le nom d'OCAF (Office des Cités Africaines) pour abriter les employés noirs de l'administration. La construction de 2441 maisons à Ngagara fait transition entre les quartiers résidentiels de haut niveau et les quartiers de petit niveau. En 1958, la dernière extension de la ville durant l'époque coloniale belge a été marquée par l'agrandissement du Camp belge vers Nyakabiga I, appelé à l'époque Camp belge IV.

---

[15] SEBITITAWEHO, (M.), *L'urbanisation à Bujumbura/ Etude de deux quartiers types Rohero II et Cibitoke*, U.B., F.L.S.H., 1983, p.5.
[16] NDAYISHIMIYE (J.P.), *Bujumbura: Capitale du Burundi* (1987-1997), Bujumbura, 1997, p.25.


EVOLUTION SPATIALE DES C.E.C DUSUMBURA
N
Faubourg rural
Kamenge
Kagasa
Chaussée de Shangugu
Chaussée Kakikumba
Rivière
Ndahangwa
Buyenzi
Zone industrielle
Camp belge
Quartier asiatique
Zone résidentielle
Rivière Muha
Echelle 0 0,4 1,2 Km
Légende :
1 : Kabondo
2 : Cité indigène d'Usumbura.
: Premiers villages
: Les C.E.C à l'origine
: Les diverses extensions.
Source : Mémoire de GATALI

BUJUMBURA A LA PERIODE BELGE



Source : Mémoire de GATALI

3. Exode rural et extension urbaine de Bujumbura dans le Burundi indépendant

a. L'Exode rural

Le départ des Blancs qui a procuré du travail aux nationaux évolués et l'absence du caractère militaire de l'administration coloniale ont permis aux populations rurales de pouvoir s'installer dans la ville de Bujumbura pour y vaquer à certaines activités. L'existence des activités économiques et administratives y attirait aussi une population de travailleurs aussi bien burundaise qu'étrangère. L'immigration a ainsi été pendant longtemps le facteur essentiel de la population urbaine de cette ville.

D'après une enquête démographique réalisée entre 1970 et 1971, la majorité des habitants de Bujumbura sont nés en dehors de la ville et les proportions étaient différentes selon les tranches d'âge jusqu'à 30 ans pour les femmes et jusqu'à 50 ans pour les hommes.[17]

L'installation des réfugiés rwandais dans les provinces de Muyinga, Ruyigi et Cankuzo suite à la guerre civile qui avait ensanglanté leur pays en 1959, n'a pas empêché qu'une partie non négligeable de ces derniers regagne Bujumbura à la recherche du travail. En plus, comme le signale Jean MVUYEKURE:

> *« L'effectif des réfugiés rwandais est grossi considérablement en 1973 à la suite des événements qui secouèrent à nouveau le pays cette année-là. »*[18]

Le peuplement de la ville ne s'est pas uniquement fait par les rwandais et les burundais, mais il y a aussi une part non négligeable d'hommes d'affaires ou politiques venus à Bujumbura représenter leurs pays respectifs.

b. Extension urbaine de 1962 à 1980

L'indépendance du Congo, du Burundi et du Rwanda s'est accompagnée de la burundisation d'activités portuaires et celles des entreprises de Bujumbura, conséquence de la fixation des frontières et l'établissement des droits de douane. Ce phénomène s'est traduit par le recul du développement de la ville.

Au moment de l'indépendance, les espaces non lotis à l'intérieur de la commune urbaine étaient très vastes et permettaient la création de nouveaux

---

[17] Source: Enquête démographique de 1970-1971, T1, résultats définitifs, Paris, p.379.
[18] MVUYEKURE (J.), *L'Exode rural: le cas de Bujumbura*, Ministère de l'information, Bujumbura, 1983, p.9

quartiers sur des terrains dont les anciens occupants avaient été indemnisés par le colonisateur. En effet, comme nous le dit J. Pierre NDAYISHIMIYE:

> *« C'est en 1963 qu'apparaît le quartier de Cibitoke qui a accueilli les populations de la côte du lac Tanganyika chassée par l'augmentation du niveau des eaux, tandis que le no man's land qui séparait le quartier résidentiel de Rohero I de Bwiza a été construit entre 1962 et 1978, devenant Rohero II.»*[19]

A partir de 1968, le quartier INSS (Institut National de la Sécurité Publique) avait commencé à être construit grâce à l'investissement du dit institut. Il constituait une centaine de villas.

A la suite de la création de ces nouveaux quartiers, le gouverneur de province de Bujumbura, par décision n° 272/0902 du 07 mai 1969 « burundise » les noms de certains quartiers comme suit:

> *« Il est porté à la connaissance du public qu'en date du 06 mai 1969, une décision de changement des dénominations des zones et des quartiers a été prise comme suit: La zone Belge A s'appelle actuellement Mubwiza, le centre urbain: Rohero, la zone Belge IV ou Fonds d'avance:Nyakabiga et la zone faubourg s'appelle Kinama. Les quartiers du faubourg comme celui de Nyanza, Kigali et Astrida sont respectivement dénommés Ruyigi, Bubanza et Muramvya. »*[20]

Avec l'exode rural, l'habitat spontané se multipliait au contact des limites urbaines (Gasenyi, Mutimbuzi, Mutakura et Musaga), alors qu'à l'intérieur de la ville, un petit bidonville se créait: Kinogono détruit fin 1978 début 1980.

Le développement de la ville ne s'est pas arrêté même si les limites de la commune urbaine telles qu'elles étaient fixées au temps de la colonisation belge, englobant l'aéroport au nord et le camp militaire au sud, n'ont pas changé jusqu'en 1980.[21] Néanmoins, le développement s'est accompagné de l'édification des bâtiments publics tels que le siège de la Radio, les campus de l'Université du Burundi de même que des bâtiments administratifs.

---

[19] NDAYISHIMIYE (J.P.),Op. cit. p.15.

[20] SIRVEN (P.), *La sous urbanisation et les villes du Rwanda-Burundi*, Bordeaux, Université de Bordeaux III, 1984, p.p.516-517.

[21] Le décret-loi n°1/22 du 2/8/1980 a rattaché à la commune de Bujumbura la zone administrative de Musaga qui faisait partie de la commune limitrophe de Kanyosha, et les collines à l'est de la ville qui forment la zone administrative de Gisagara de la zone Kanyosha.

c. Extension urbaine de 1980 à 2000

A partir des années 80, la croissance spatiale était si lente que la ville paraissait figée. Pourtant, certains signes annonçaient déjà les transformations certaines: les bidonvilles des bords de la Ntahangwa qui concernaient quelques centaines de personnes et le quartier sub-urbain de Musaga qui s'était développé à l'intérieur de la commune urbaine au sud de la rivière Muha, montraient l'urgence de la création des nouveaux lotissements.

La pression démographique dans les quartiers et la volonté de l'Etat de satisfaire les fonctionnaires dans leur besoin de logement ont fait qu'il y ait apparition sur la rive gauche de la rivière Ntahangwa le quartier Jabe, un habitat social à location-vente pour une clientèle à bas revenu. Le projet Mutanga a aussi procédé par la construction de l'habitat administré qui concerne les constructions individuelles et l'habitat planifié portant sur les opérations programmées. Il s'agissait de l'habitat structuré et destiné uniquement à une clientèle assurée de hauts revenus. Le quartier de Mutanga s'est prolongé vers la rive droite de Ntahangwa. Vers le sud se trouve actuellement le quartier actuel de Kigobe.

Par conséquent, les limites actuelles de la ville se sont déplacées vers le sud car elles ont intégré les quartiers de Musaga, de Kanyosha et de Kibenga qui ont été récemment remaniés. De même vers le nord, disant MANIRAKIZA (R.):

> *« Les limites de la ville ont été reculées à la suite de la construction de 1000 logements à l'est du quartier Kamenge et dans les quartiers de Mutimbuzi et Buterere. »*[22]

Tandis que le quartier industriel se développe progressivement à proximité de Ngagara, ce dernier reste toujours en extension passa de 6 quartiers dans les années 80 jusqu'aux 9 quartiers actuellement.

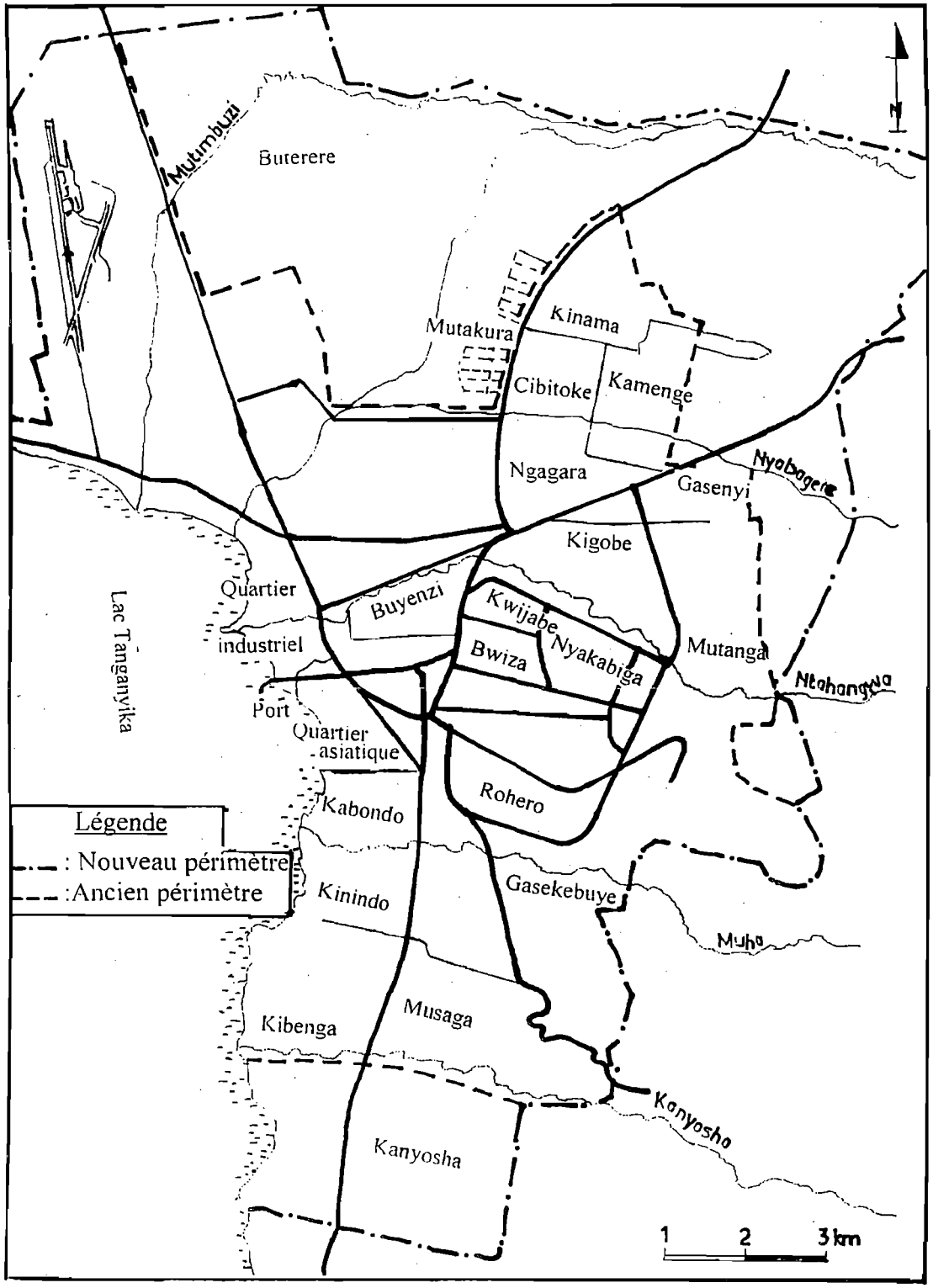
> *« A partir de 1988, ajoute* J.P. NDAYISHIMIYE, *la ville de Bujumbura occupait une superficie de 106 km^2 équivalent à 74% de plus par rapport à l'espace qu'elle couvrait antérieurement. Toujours en extension, la limite méridionale (au sud) est actuellement la rivière Kizingwe; au nord elle s'arrête au nord de la rivière Gikoma qui se déverse dans la Mutimbuzi et à l'est; l'expansion de cette ville s'arrête dès lors qu'elle atteint les pentes abruptes de la crête Congo-Nil. »*[23]

---

[22] MANIAKIZA (R.), *Op. cit.* p.18.
[23] NDAYISHIMIYE (J.P.), *Op. cit.* , p.18.

L'on signalera la naissance d'un nouveau quartier fait de gigantesques édifices sur une colline en face du lycée Clarté Notre Dame de Vugizo surnommé «quartier Arusha» du simple fait que la plupart des bénéficiaires de ces parcelles sont ceux qui représentaient le gouvernement burundais dans les négociations d'Arusha.

PLAN DU PERIMETRE URBAIN



Source : U.B., 2005

C. Emergence d'un développement industriel et artisanal

Après l'indépendance, le développement de la ville de Bujumbura n'a pas connu une évolution rapide par rapport à ses pays limitrophes. Cela est expliqué par la persistance du secteur primaire et la faiblesse des secteurs secondaire et tertiaire.

1. Situation de l'industrie avant l'indépendance

Il n'y avait pas en fait d'industries propres au Burundi car le Rwanda et le Burundi formaient un seul pays. Avant toute considération, le retard et la faiblesse qu'accuse le Burundi comme bien d'autres pays du tiers-monde en matière d'industrialisation devraient être analysés dans le cadre général de la politique coloniale en ce domaine. Yves Lacoste dit à ce propos que:

> *« Le développement des territoires africains n'était conçu dans l'optique, qu'en tant que satellites de l'économie métropolitaine. Ce mode de développement privilégiait l'exportation des produits bruts et l'importation des produits élaborés pour l'approvisionnement du marché et le meilleur fonctionnement des industries de la métropole».*[24]

Le fameux pacte colonial interdisait qu'on produise dans la colonie ce que la métropole pouvait fournir et imposait à la colonie d'acheter ses propres produits et en exigeant de commercer qu'avec elle. Une telle politique ne pouvait que constituer une barrière au développement industriel des pays colonisés.

Par contre, la pauvreté présumée du sous-sol du Ruanda-Urundi en richesses minières fut un bon prétexte pour qu'on n'en néglige la prospection. L'exploitation minière au Burundi date des années 1930 sur quelques gisements de cassitérite et d'or, mais n'a jamais donné naissance à une véritable exploitation industrielle.

Le développement caféicole semble avoir été favorisé par rapport aux autres activités génératrices de revenus qui furent développées à l'intérieur du pays. Parallèlement à l'implantation des usines à café, furent créées des usines de traitement du coton et de thé.

En définitive, la politique industrielle coloniale était dominée par les orientations économiques des métropoles avec un mépris total des intérêts socio-économiques des pays colonisés.

---

[24] LACOSTE(Y.), *Géographie du sous-développement,* Paris , P.U.F, 1965, p21.

2. Situation de l'industrie après l'indépendance

Après l'indépendance du Burundi en 1962, le secteur industriel évolue dans des conditions difficiles résultant de la perte des débouchés du Ruanda et de l'est du Zaïre (actuelle R.D.C.). Ces pays ayant accédé à l'indépendance presque à la même période mettent fin à leurs liens traditionnels de partage d'industries. Le Ruanda en particulier qui était beaucoup moins pourvu en industries et le Zaïre vont chercher à créer sur leur propre sol leurs industries similaires à celles existantes au Burundi et vont par la suite les protéger en fermant leurs frontières respectives aux produits de l'industrie burundaise. Cette orientation a eu pour conséquence de freiner la production dans la plupart des usines de Bujumbura dont les capacités de production avaient été prévues pour satisfaire un marché trois fois plus grand que celui que représentait le Burundi à l'époque.

En résumé, il convient de savoir que le secteur industriel connaîtra une longue stagnation et même une régression dans certaines branches. Pareille situation décourage et empêche toute initiative de création de nouvelles unités de production parce que celles présentes produisent très en dessous de leur capacité.

a. Secteur tertiaire

Les activités relevant du secteur tertiaire sont très diversifiées et occupent une part assez importante des actifs. A cet effet, la ville de Bujumbura abrite 62% des fonctionnaires du Burundi et 90% des étrangers non africains[25]. Il faut ajouter à cela un personnel domestique de cuisiniers, gardiennes d'enfants, gardiens de nuit et jardiniers employé par les ménages.

La nature des activités tertiaires recensées dans la ville de Bujumbura est caractéristique de l'économie urbaine des pays où l'industrie est encore peu développée. En effet, le secteur tertiaire des villes des pays à économie pré-industrielle comme le Burundi diffère nettement de celui des villes des pays industrialisés. Si dans les pays industrialisés on trouve beaucoup de cadres supérieurs oeuvrant dans le secteur tertiaire, dans les pays sous-développés, ce secteur est plutôt une zone de refuge avec de nombreux sous-employés et sous-salariés, voire des chômeurs déguisés.

1°. Fonctionnaires

Force est de constater que la fonction de la capitale a non seulement multiplié les services administratifs, mais aussi tous les services sociaux et

[25] BIDOU et al, Op cit, p25.

scolaires en raison de la masse de population rassemblée et du niveau de vie plus élevé qu'ailleurs.

Domaine sanitaire

C'est à Bujumbura que l'on trouve les plus grands hôpitaux du pays notamment le Centre Hospitalo-Universitaire de Kamenge, la Clinique Prince Louis Rwagasore, l'Hôpital Prince Régent Charles, l'Hôpital Militaire, le Centre Neuro- Psychiatrique de Kamenge, le Centre de Transfusion sanguine, le laboratoire FOREAMI, celui d' Analyses Médicales de Bujumbura (LAMEBU), la Polyclinique Centrale de Bujumbura, le Centre Medico-Chururgical de Kinindo, etc; ainsi que d'autres médecins privés qui complètent l'ensemble hospitalier.

Domaine éducatif

Bujumbura est aussi le siège de l'Université officielle de Bujumbura et ses différentes facultés et instituts (excepté l'Institut Supérieur d'Agriculture qui se trouve à Gitega) installés sur les campus Mutanga, celui de Kamenge, de Rohero et de Kiriri, ainsi que d'autres petites universités telles l'Université Lumière de Bujumbura, l'Université du Lac Tanganyika, l'Université de l'Espoir, l'Université Martin Luther King qui sont les plus importantes.

D'autres universités continuent à voir le jour. A la même allure, le nombre des établissements scolaires augmentent avec la croissance démographique.

Bujumbura est non seulement le siège du gouvernement mais aussi celui des plus hautes instances militaires, politiques, diplomatiques, syndicales et religieuses. Bien plus, tous les organismes bancaires de crédit et d'épargne ont leur siège social à Bujumbura ce qui est particulièrement rassurant pour le développement des activités commerciales.

2° L'univers commercial

Le commerce dans la ville de Bujumbura date de la période précoloniale. Ce sont les arabes surtout les zanzibarites qui introduisaient notamment les cotonnades, le sel en échanges des peaux du gros bétail. Pendant la colonisation, le commerce du tissu continue à prospérer grâce aux commerçants européens et asiatiques. Par après, les activités commerciales se sont développées grâce à la circulation de l'argent provenant des salaires des fonctionnaires et du secteur privé. Par sa position stratégique portuaire et possession du seul aéroport dont dispose le pays jusqu'aujourd'hui, la ville de Bujumbura constitue une zone

privilégiée par laquelle passent beaucoup de produits importés avant qu'ils ne soient répartis sur les autres centres urbains des provinces du Burundi.

En outre, au sein des quartiers, force est de constater que ceux qui, hier étaient les moins bien pourvus en boutiques notamment les quartiers résidentiels aisés et les quartiers périphériques, attachent aujourd'hui un intérêt évident à l'activité commerciale soit avec l'ouverture de boutiques, soit avec l'installation des containers, cela, à cause de la pauvreté causée par la crise que connaît notre pays qui n'épargne personne. En effet, en 1979, à Bujumbura il y avait d'après les registres de la direction commerciale, 2750 commerçants, alors que pour tout le Burundi, le total n'était que de 3930[26]. Aujourd'hui, l'aspect foisonnant et multiforme du commerce dans la capitale est renforcé par une multiplication des points de vente temporaires partout où se constitue une clientèle potentielle, devant les magasins, aux stations d'arrêt- bus,...

Ainsi pendant la matinée, l'activité commerciale est très vive dans le centre ville ou à côté des magasins et du marché central qui dès le lever du jour constitue un pôle d'attraction non seulement pour les habitants des différents quartiers de la ville, mais aussi pour des zones avoisinantes. A côté des boutiques, les buvettes vendent généralement les produits des brasseries de Bujumbura et de Gitega telles les bières Primus, Amstel et une gamme de limonades. D'autres vendent cependant de marques de bière importées telles Tembo, Simba, Heineken, Guiness, Mützig, Saint-Pauli,West-End, Stelle et toute une série de liqueurs (Porto, Whisky, Cognac, Campari,etc.)

Il existe d'autres sortes de boissons commercialisées particulièrement dans les quartiers populaires, spécialement le vin de banane « Urugombo » et « Agasigisi ». On découvre également des buvettes clandestines où l'on produit un alcool prohibé par l'administration (Kanyanga) parce que distillé dans de très mauvaises conditions hygiéniques.

Le commerce de gros demeure en grande partie l'apanage des étrangers tels les Pakistanais, les Indiens, les Arabes, les Grecs, les Belges, etc. Il en est de même pour les demi-grossistes. Le micro-détail est de plus en plus un secteur contrôlé par les Burundais.

Entre fourmillement d'une culture d'activités artisanales et naissance des services

Au fil des années, la ville de Bujumbura, en plus de l'artisanat, a regroupé de diverses branches d'activités du secteur secondaire. Il s'agit principalement

[26] Ministère du commerce et d'industrie, Registre de commerce, année 1980.

des industries de transformation des produits agricoles comme le café, le thé et le coton; des industries manufacturières (industries alimentaires, industries de confection, textiles et cuir); les industries du bois et du papier, les industries chimiques de matériaux de construction; les industries mécaniques et les garages, les industries de production énergétique et minière.

Il faut également noter la lente évolution de ce secteur voire un recul de celui-ci certaines années. Le taux annuel de croissance de l'industrie au Burundi serait par exemple, selon le rapport sur le développement dans le monde en 1988 de la Banque Mondiale, de 7.8% pendant la période 1965-1980 mais seulement de 4.9% pendant la période 1980-1986. Il est évident que les crises sociopolitiques qu'a connues le pays ont eu un impact négatif sur le développement de ce secteur.

a. Artisanat

A la différence des entreprises travaillant pour un marché national et international, l'artisanat est une activité dont la production est destinée en quasi totalité aux habitants de Bujumbura. La majeure partie des artisans pratique des activités issues de l'urbanisation et des conditions nouvelles de la vie quotidienne. Leurs activités ne sont pas déclarées lorsqu' il s'agit de travailleurs isolés n'utilisant aucune main d'oeuvre. Les économistes les rangent dans le secteur informel qui regroupe tous les acteurs du commerce au micro-détail et les petits services dont les services domestiques.

1°. L'alimentation

Le développement de la ville de Bujumbura s'est accompagné de la consommation du pain et de la prolifération des boulangeries (on y reviendra).Celles-ci sont modernes au centre ville où se ravitaillent les couches sociales favorisées, tandis que dans les quartiers populaires, les jeunes artisans utilisent un matériel rudimentaire.

On peut ajouter dans la même catégorie, la fabrication des beignets, des types de bière de banane «Urugombo» et «Insongo», de même celle des boissons très alcoolisés prohibés par l'administration locale telles «Rutuku» ou «Kanyanga». Cette activité s'accompagne d'une multiplication de moulins à farine de tout genre, répandus surtout dans des quartiers populaires tels Buyenzi, Bwiza, Cibitoke, Kamenge, Kinama et Musaga.

2° L'habillement

Bujumbura compte beaucoup de tailleurs et de couturiers. L'habillement de même que la cordonnerie occupent une place importante en ville; La plupart des artisans dans ce domaine se trouvent dans les quartiers commerciaux et sur les marchés. Il faut noter cependant que la production de ces tailleurs et cordonniers est concurrencée par le commerce de friperie sur les places des différents marchés.

3° Le commerce ambulant

Alimenté par les jeunes et les enfants de la rue essentiellement, il est constitué par des marchands qui circulent dans les rues de tous les quartiers, ou qui se déplacent de porte à porte en proposant des produits artisanaux, de souliers, habits ou ustensiles usagés ou encore des produits de consommation courante tels que les beignets, les fruits, le manioc, les arachides, les oeufs,...Un de ceux-là nous évoque cette activité:

> *« Benshi tudandariza abandi. Baduha ibintu dutembereza bakatubwira ayo tuza kubazanira bakaduhemba kuvy'ijana. kugira dushobore kubaho, duca tuza turarenzako amahera make make, kuko ntitworonka ayo turya n'ayo turiha inzu.»*[27]

Littéralement:

> *« La plupart parmi nous, nous travaillons pour les autres. On nous donne les produits à faire circuler, nous exigeant la somme à apporter sur les produits vendus. Nous sommes payés en pourcentage. Pour pouvoir survivre, nous essayons de vendre nos produits un peu chers afin de trouver la ration et le loyer sinon la rémunération ne suffirait pas. »*

Il importe de souligner ici que ces commerçants ambulants ne bénéficient qu'à leurs patrons dans la mesure où ceux-là ne payent pas de taxes. Cependant, ceux qui ne disposent pas assez de moyens pour aborder les prix du magasin ou du marché profitent de ces produits qui ont l'avantage d'être moins chers.

[27] NYANDWI (M.), Entretien du 28 mai 2007.

4°. La construction

La présence d'une main d'oeuvre abondante évoluant presque exclusivement dans les métiers de la construction du bâtiment s'avère importante à signaler. Il s'agit des maçons, des menuisiers, des fabricants de briques et de blocs-ciment, de plombiers et d'électriciens.

5° Transporteurs

On relève les transporteurs par tête (Abakarani), par vélo, moto ou brouette en bois. Ces manœuvres se tiennent à la disposition de tous ceux qui peuvent avoir besoin de leurs services, tout près des dépôts des matériaux de construction ou de magasins de gros, aux arrêts-bus, aux carrefours, aux marchés, etc. Pour les petits bagages, ce métier est exercé par de petits enfants souvent non accompagnés qui ont besoin d'une ration journalière.

6° Les aides chauffeurs

Ils sont de deux catégories. D' abord ceux qui se déplacent avec les véhicules de transport, soit pour faire payer les clients, soit pour épauler le chauffeur. Ensuite, ceux qui attirent la clientèle vers un véhicule ou mieux forçant les passagers à entrer dans un véhicule donné. Ils se trouvent surtout aux marchés et aux arrêts-bus. Un groupe d'aides chauffeurs explique:

> *« Twebwe « abakokayi », hariho abafise aba « patrons » n'abatabafise. Ababafise ni barya ubona bajana n'imiduga. Abatabafise ni barya baguma ku ma « Parking ».Kubera twebwe tutabafise twaragize ishirahamwe.Abakorera kuri parking iyariyo yose barazwi;turafise abadutwara n'impuzu z'akazi. Nta mushahara dufise amafaranga dutahana avana n'ingene umusi wagenze ».*[28]
>
> Nous les « Bakokayi », il y a ceux qui ont des « patrons » et ceux qui n'en ont pas. Ceux qui en ont sont ceux-là qui se déplacent avec les bus. ceux qui n'en n'ont pas sont ceux-là qui restent sur les « Parking ». Nous qui restons sur les « Parking », nous avons une association; chaque parking a ses propres « Bakokayi » bien connus; nous avons même des uniformes. Nous n'avons pas de salaire fixe, la rémunération dépend de la situation du moment.

[28] MUTWA (B.), Entretien du 28 mars 2007.

7° Les laveurs de véhicules

Ils nettoient les véhicules des particuliers à côté des stations du carburant, le long des rivières qui traversent la ville ou au bord du lac Tanganyika. Ce travail reste précaire même s'il est régulier. C'est surtout les jeunes sans emplois contractuels qui s'adonnent à cette activité. Il faut ajouter qu'il existe à chaque station du carburant, des individus qui sont là pour la réparation d'éventuels pneus crevés ou le travail qui ne nécessite pas directement l'intervention d' un mécanicien. Le travail de qualité n'est pas toujours assuré, mais il est rémunérateur.

8° Les réparateurs et les mécaniciens

Des réparateurs comme les tailleurs ou les cordonniers sont installés soit sur les barzas des maisons ou dans les rues des quartiers commerciaux ou dans les marchés de la ville, soit chez eux devant leurs logements. Leur nombre est toujours croissant en raison de l'augmentation des objets en ville. Par importance des emplois ainsi créés, il y a dans l'ordre les réparateurs des appareils téléphoniques, des machines à coudre, de postes téléviseurs et postes de radio, de bicyclettes,...

De même, les mécaniciens voient leur profession se développer avec l'augmentation du nombre de véhicules. En dehors du centre ville, on les retrouve en grand nombre à Buyenzi, Bwiza et à Kamenge.

On constate que cette activité est dominée par les congolais, fortement présents aussi parmi les réparateurs. Ces mécaniciens offrent l'avantage d'avoir des tarifs bas par rapport aux maisons spécialisées.

b. Une population urbaine s'intéressant au secteur primaire

1°. Activités agricoles dans et aux environs de la ville

La capitale du Burundi conserve dans une proportion plus ou moins grande un important secteur agricole. Cette situation s'explique notamment par une administration qui n'offre guère de possibilités d'emplois et distribue des salaires dérisoires, le commerce n'est pas non plus florissant tandis que l'industrie est en état embryonnaire et l'effet de la crise sociopolitique de 1993 qui a occasionné les déplacements des populations paysannes vers la ville. C'est en fait la raison pour laquelle l'on trouve jusqu'aujourd'hui des cultures à l'intérieur de certains quartiers dans des parcelles non encore construites. On observe aussi des cultures aux bords de certaines routes et avenues qui traversent certains quartiers populaires.

2° Existence d'un élevage périurbain

Quant à l'élevage, on remarque la présence de quelques petits ruminants surtout dans les quartiers périphériques et la volaille prospère dans plusieurs cours des dits quartiers. En plus du petit bétail, le déclenchement de la crise de 1993 a entraîné la naissance d'un phénomène nouveau. C'est l'entretien du gros bétail dans la circonscription urbaine. Il s'agit spécialement des éleveurs qui ont fui l'insécurité, la plupart étant de la plaine de l'Imbo et d'autres fuyant le vol du gros bétail commis par la rébellion armée. Il importe néanmoins de signaler que tout élevage est désormais prohibé dans la ville en raison de l'insalubrité qu'il occasionne dans l'agglomération de Bujumbura et même au niveau du lac Tanganyika.

3° Importance des activités halieutiques

C'est une activité qui a été toujours caractérisée par une faible production. Les raisons en sont multiples: Bujumbura n'a jamais eu ni de quartiers de pêcheurs comme on en trouve ailleurs, ni de pêcheurs spécialisés et formés à ce métier. En plus, les burundais, excepté ceux de la côte du lac, ne consommaient pas traditionnellement du poisson. La tradition interdisait au Mwami, roi du Burundi de voir le lac Tanganyika sous peine de mourir. L'exploitation du poisson était l'affaire des congolais qui peuplaient la côte du lac. Avec la colonisation, la pêche connaîtra un premier démarrage.

Aujourd'hui, les pêcheurs se répartissent en deux grandes catégories: Celle des artisans qui accomplissent leurs tâches avec des moyens réduits d'une part, et d'autre part, les salariés de la pêche industrielle. Les premiers sont munis des moyens traditionnels qui ne leur permettent pas de s'aventurer très loin dans le lac, et par conséquent, leurs revenus demeurent modestes, tandis que les seconds possèdent des bateaux adaptés à la pêche moderne. A ce sujet, Albert Lopez[29]a inventorié dans les années 70, une flottille de pêche de 14 unités, utilisant chacune environs 35 individus, ce qui pourrait porter le total de cette main-d' oeuvre à 450 voire à 500 personnes pour un salaire global de 600000Fbu.

Dans les années 90, la pêche domine le secteur primaire du point de vue de l'importance économique. En effet, on dénombre 7 entreprises industrielles ayant leurs sièges à Bujumbura, appartenant à des Grecs, qui pêchent en moyenne 3000 tonnes de poissons, annuellement vendus au marché central de la capitale, participant ainsi à son approvisionnement. Ainsi, le nombre de pêcheur s'avère négligeable, mais le plus important est celui de ceux qui participent au

[29] LOPEZ, (A.), Economie de pêche au Burundi, Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie, p.253.

circuit de la commercialisation du poisson. Malgré l'exiguïté des eaux territoriales du Burundi, les activités halieutiques se présentent comme un secteur de pourvoyeur de protéines animales au sein de la population urbaine principalement.

D. Changements de modes de vie liés à la modernité

Dans la ville de Bujumbura comme partout dans d'autres villes africaines, les modes de vie sont autant différentes que les couches sociales se diversifient. Cela va de pair avec le niveau de vie qui prévaut dans un pays donné. A ce sujet, les économistes entendent généralement par notion du niveau de vie «les conditions d'existence réelles d'une population ». Trois domaines de transformation marquent profondément le mode de vie de la population autant au niveau du pays que dans la ville de Bujumbura. Il s'agit du secteur de l'habitat, du mode vestimentaire et des habitudes alimentaires.

1. De l'habitat traditionnel à l'adaptation de maisons en briques

Avant l'arrivée des blancs, la région de Bujumbura était dotée d'un habitat traditionnel, comme d'ailleurs partout au Burundi. Ce dernier comme nous le décrit Docteur NSAVYIMANA Déo :

> *« Est une hutte moins vaste ayant la forme d'une demi sphère renversée, disposant d'une seule porte, et à l'intérieur de cette hutte, on fait le feu chaque soir et l'on s'enferme [...] elle est construite avec des branchages d'arbustes, de la paille, elle n'a pas de fenêtres et à l'intérieur presque pas de mobilier, on s'asseoit sur une literie, une natte tissée avec des herbes bien fines, mais une natte quand même ».*[30]

Avec le contact d'une nouvelle culture européenne, les habitants de la région de Bujumbura auront l'intention d'améliorer leur logement. Le toit en paille a été remplacé par des tôles ondulées ou des tuiles, les murs en torchis ont été remplacés par des briques adobes ou cuites, et de temps en temps le pavement était cimenté. D'après NTIRWIMURA citant la tradition orale :

> *« Les maisons construites en semi-durables et couvertes de tôles ont commencé à devenir nombreuses peu avant 1944. C'est à partir de là que le nombre s'est accru considérablement ».*[31]

---

[30] NSAVYIMANA(D.), La mobilisation de la force de travail au Burundi sous le mandat Belge, Thèse de 3ème Cycle, Louvain, U.C.L., 1989, p.69

[31] NTIRWIMURA(A.), Evolution démographique et économique d'une colline du Burundi : cas de Buhonga (début 20è siècle- 1960) Mém., U.B. Bujumbura, 1984, p.29

Aujourd'hui, la ville et ses environs ont totalement changé le mode d'habitation. Les maisons en briques poussent comme des champignons, les plans des maisons varient selon les quartiers et les possibilités financières de chacun.

2. Passage de l'habit en ficus au vêtement moderne en cotonnade

Le XX^{ème} siècle connaît une révolution totale en matière d'habillement. Ceci concerne aussi bien le pays tout entier que la capitale Bujumbura. On passe de l'habit traditionnel en ficus au mode moderne en cotonnade.

a. L'ancien mode d'habillement au Burundi

A L'époque précoloniale, les Burundais portaient des vêtements en ficus. A partir de l'écorce de ficus, on fabriquait en effet plusieurs types de vêtements : pagnes, manteaux, robes et ceintures. Cet habit pouvait aussi être utilisé pour porte l'enfant au dos. La peau de chèvre ou d'antilope pouvait jouer ce même rôle.

Comme mode d'habillement, l'homme portait deux sortes d'habits : il y avait d'abord l'ipfundo, pièce de dessus à l'épaule droite ; il portait en outre l'umutamana, pagne rattaché autour du cou, qui couvrait la poitrine et retombait jusqu'au dessous des genoux. Pour porter deux pagnes, on les croisait autour du tronc et ainsi, on avait deux nœuds autour du cou sur lesquels on mettait des fibres. A cela, l'homme y ajoutait le port d'un bâton à pointe de lance dans sa main. Notons également qu'on pouvait rendre cet accoutrement spécial en ajoutant les objets de parures : ibirezi autour du cou, ibitako autour de la tête.

Quant aux femmes, elles avaient également deux pagnes : le premier était serré autour des reins « umukenyero », le second long et large était dit « umutamana » ou « igikwemu ». Pour plus de beauté et d'élégance, la femme se couvrait aussi des bijoux : bracelets en cuivre portés généralement aux bras, des perles, etc.

Autrefois, les enfants ne s'habillaient pas. Mais vers douze ans, les filles pouvaient se fixer aux reins un vêtement à franges tissées avec des cordes (incocerwa).

Concernant les objets de parures, les barundi avaient des produits variés qui répondaient à leurs moyens et à leurs soucis esthétiques. Il y avait des objets en cuivre, en coquillage et en produits végétaux. Les objets en coquillage coûtaient en général cher et ils étaient souvent portés par les hauts dignitaires.

Les femmes et les enfants pauvres portaient des bracelets en produits végétaux qu'ils se fabriquaient eux-mêmes (iminoni).

Plus tard, vers la fin du XIX^{ème} siècle, vont s'ajouter des perles introduites par les arabes. C'est à partir de cette date que les rives du Lac Tanganyika commençaient à s'ouvrir aux cotonnades. Il s'agissait d'une pièce «americani» ou d'une couverture de coton. Le reste du pays restait vêtu d'écorce de ficus. Ainsi, les premiers échanges qui se faisaient avec les commerçants arabes ont introduit les premiers habits qui ont remplacé les vêtements traditionnels en écorce de ficus.

b. Introduction des habits en cotonnades

Dès la fin du XIX^{ème} siècle, l'Afrique interlacustre commençait à être connue des milieux arabes et swahili dont le centre était Zanzibar. A ce sujet MARISSAL nous donne des éclaircissements:

> *« C'est principalement de Zanzibar qui dès le début du XIX^{ème} siècle est un centre commercial que sont partis ces marchands. A l époque, la ville et ses dépendances appartiennent au sultan de Mascate, Said Ben Sultan qui règne de 1804 à 1846 et qui à partir de 1840 fixe à Zanzibar la capitale de ses possessions asiatiques et africaines.»*[32]

Les zanzibarites introduisirent leurs marchandises et s'installèrent dès 1858 sur les côtes du lac Tanganyika. L'accueil réservé à ces derniers ne fut pourtant pas chaleureux pour le cas du Burundi. Il fut de même au Buha, au Bujiji et au Nkore. Malgré cela, l'influence arabe est restée forte sur la côte-ouest du pays. Une des preuves palpables de leur présence est le changement en matière vestimentaire.

En effet, alors que le reste du pays restait vêtu d'écorce de ficus à la fin du XIX^{ème} siècle, les rives du lac Tanganyika commençaient à s'ouvrir aux cotonnades. Les échanges ont concerné surtout les régions périphériques dont Bujumbura faisait partie. Les principaux produits échangés étaient surtout les étoffes, le sel et les perles (du côté du Burundi) contre les peaux et le bétail. Ces échanges se limitant d'abord à la périphérie, s'expliquent par l'hostilité des autorités burundaises de l'époque à la pénétration étrangère.

Mais petit à petit, un changement sur le plan vestimentaire se fit sentir à l'ouest de notre pays suite à l'effort des commerçants arabes. SAHABO confirme cette situation:

---

[32] BAECK (L.), *Op .Cit.*, p.97.

«Le commerce arabe était bien organisé. Au sommet, il y avait des centres principaux, puis des stations secondaires et enfin des petits centres. Ainsi, le centre commercial distribuaient les produits importés dans les centres de négoce, qui à leur tour les distribuaient dans de petits postes».[33]

A part le Burundi, le premier vêtement adopté dans toute la région inter lacustre et qui remplaça le vêtement en ficus fut le «Kanzu». Ce nouveau type d'habillement fut copié aussi bien par les musulmans que par le reste de la population. Ceci s'explique non seulement par l'accueil réservé à ces arabes, mais aussi par l'attitude anti-islamique des premiers missionnaires dans notre pays, qui avaient comme objectif: lutter contre l' expansion de l'islam en faveur du christianisme. En effet, pour s'adapter au milieu, il s'avérait nécessaire aux missionnaires de porter des habits des premiers occupants tout en ayant une idéologie différente.

c. Une lente généralisation des vêtements européens au Burundi

1°. Une diffusion tardive des vêtements en cotonnades à l'époque allemande

Probablement, le retard du Burundi dans la diffusion des cotonnades s'explique par l'hostilité des populations à l'égard des arabes mais aussi par la politique allemande qui, au lieu de favoriser les échanges, a fermé le pays à tout contact extérieur.

En effet, en occupant les rives du lac Tanganyika, les allemands espéraient faire de la région des Grands-Lacs, un relais du commerce de l'ivoire tiré du bassin du Congo. Ils croyaient aussi bénéficier du réseau mis en place par les zanzibarites et les supplanter progressivement. Néanmoins, comme le note RAMSAY,

« Ruanda et Urundi seront plus tard de gigantesques débouchés pour les tissus. »[34]

Les cotonnades occupaient une large place, car c'étaient les seuls qui, avec le sel et la houe intéressaient presque toute la population. On déplore néanmoins que la colonisation a contribué à la déchéance des technologies anciennes en faveur de l'écoulement de leurs produits manufacturés.

---

[33] SAHABO (A.), *Op. Cit.*, p. 53.

[34] RAMSAY cité par CHRETIEN (J.P.), La fermeture du Burundi et du Rwanda aux commerçants de l'extérieur (1905-1906), une décision de l'administration coloniale allemande, in « *Colloque de l'Université de Paris VII sur Entrepreneurs et Entreprises en Afrique au XIX*è *s et XX*è *s* », p. 30

2° Généralisation de l'habit en cotonnades à l'époque coloniale belge

La véritable diffusion des tissus d'origine européenne date de l'époque belge avec la diffusion généralisée de la monnaie. Le commerce subit alors un grand contrôle:

> *«Le contrôle du commerce des tissus devint assez sérieux vers les années 1930, mais surtout 1934, date à laquelle on interdit le port des vêtement en ficus à cause de l'épidémie de typhus exanthématique.»*[35]

Des mesures furent prises pour influencer la population à comprendre le bien fondé du port du vêtement européen. Ces mesures avaient un double objectif: elles permettaient de lutter contre cette épidémie d'une part, et d' autre part, facilitaient un meilleur contrôle de l'écoulement des tissus et celui des revenus fiscaux. En plus de ces mesures administratives, les missions jouèrent un rôle dans la diffusion des vêtements modernes.

En effet, au Burundi comme dans toutes les colonies, les missionnaires étaient mieux placés pour entrer en contact avec la population locale. Les entretiens avec ces derniers se faisaient par voie d'évangélisation et par des contacts personnels puisque les missionnaires s'étaient familiarisés avec la population. Ils procédaient à la distribution des cadeaux dont les vêtements prenaient une large place, dans le but d'augmenter le nombre des convertis. La rémunération de la main d'oeuvre de toute sorte se faisait souvent en tissus.

> *« Il est rare d'encore rencontrer dans l'Imbo, un indigène portant le vêtement traditionnel en écorce de ficus, la plupart s'habillent à l'européenne et beaucoup se chaussent. Les femmes se vêtent de tissus importés et les enfants ne sont plus nus comme par le passé. Quant à l'hygiène corporelle, elle s'améliore peu à peu à mesure que se répand l'usage du savon ».*[36]

Le mode d'habillement va donc radicalement changer. Ainsi par exemple, traditionnellement, les filles ne se couvraient le buste. Il n y avait donc aucune honte de montrer ses seins. Avec l'habillement moderne, les seins sont devenus des parties du corps qu'il faut à tout prix cacher. Les faire voir signifie aux yeux du murundi occidentalisé qu'on est mal élevé.

Dans l'ensemble, la ville de Bujumbura copie l'Europe et l'Amérique. Par conséquent, les gens portent des vestes et des cravates selon les circonstances

---

[35] SAHABO, (A.), Op. Cit. p. 6

[36] WAKANA (L.), *Les échanges entre la ville de Bujumbura et ses régions voisines de 1920 à 1962* , U.B, FLSH, p.141.

même si la température est élevée. Néanmoins, une fois adoptées, les modes des hommes gardent une certaine stabilité et celle des femmes changent très rapidement. Cette stabilité des modes des hommes se remarque dans tout le pays au moment où les modes des femmes varient d'une région à l'autre.

On remarque que les pagnes ne sont pas portés de la même manière dès l'existence de ceux-ci jusqu'à nos jours. Les femmes s'habillaient par la mode burundaise semblable à la mode indienne. Actuellement, les modes des femmes burundaises se copient de celles des femmes congolaises et des couturiers de l'Afrique de l'Ouest. Les modes européennes influencent les femmes instruites et les citadines surtout jeunes. C'est dans cette catégorie où les modes varient avec une grande rapidité que chez les hommes.

Les Barundi, après avoir résisté au changement de vêtements traditionnels, se retrouvèrent à la fin de la période coloniale, tous habillés de vêtements modernes. Le rythme de changement ne fut pourtant pas le même pour tout le monde. Considérant que le principal moyen de pouvoir s'en procurer était de disposer de l'argent, seuls les salariés de l'administration et des missions furent les premiers à pouvoir en bénéficier.

Les nouveaux tissus allaient cependant avoir un impact important sur la société burundaise qui va changer le mode d'habillement, induire de nouvelles valeurs culturelles et une nouvelle mentalité.

Le Burundi postcolonial fut obligé de répondre aux besoins sans cesse croissants de la population en ces produits nouveaux bien que leurs productions n'augmentaient pas au même rythme.

3. Transformation des habitudes alimentaires

Dans la région de l'Imbo, comme dans la cité de Bujumbura, les habitudes alimentaires vont évoluer fortement sous l'effet du modèle de consommation congolaise et de l'introduction de nouveaux produits.

a. Comment se nourrissaient les anciens Barundi

Dans la région de Bujumbura, les habitudes alimentaires de la population à l'époque précoloniale étaient liées aux plantes cultivées, à la pêche et à l'élevage pratiqués dans la plaine de l'Imbo et ses régions frontalières grâce au troc. Nous éclairant un peu, Joseph GAHAMA dit que:

> *«Le Burundi traditionnel des montagnes connaissait six cultures principales deux légumineuses (les haricots et les pois), trois céréales (le sorgho, l'éleusine et le maïs) et la banane».*[37]

Mais, le haricot et la courge comptaient parmi les plantes les plus importantes du Burundi ancien. Le sorgho était la culture la plus appréciée comme le souligne Professeur Emile MWOROHA:

> *«...Le sorgho était la plus importante céréale du Burundi précolonial. Elle se conservait contre les famines. Le sorgho donnait une excellente bière (impeke) et fournissait la base des mets très appréciés. Il n'est pas surprenant que la monarchie ait adopté cette ancienne plante pour l'organisation des fêtes populaires».*[38]

Comme nous l'avons déjà signalé, le troc était un moyen d'échange reconnu plus pratique, en ce sens qu'il était utilisé alors pour se procurer ce que l'on ne disposait pas dans sa propre région ou ce que l'on n' avait pas cultivé dans ses champs pendant une saison ou une certaine période, en dépit de l'absence de la monnaie.

Ces plantes étaient surtout l'éleusine, le sorgho et la courge qui occupaient une grande place dans le repas quotidien du Murundi. Le sorgho et l'éleusine donnaient une pâte très appréciée qui s'accompagnait souvent du lait de vache séparé du beurre. Ce dernier servait à la préparation des mets divers tels Ikinyiga, Ikindi, et Ibirunge. On signalera à toute fins utiles qu'une très grande partie du beurre utilisé provenait du troc qui s'effectuait avec les gens de la région de Mugamba, l'élevage du gros bétail dans la plaine de l'Imbo n'étant pas encore prospère à cause de l'insalubrité de la région.

Ikindi:On coupait la viande en morceaux, on la grillait pour la séparer de son sang. Trempée dans le sel, elle était posée dans un endroit frais et sec (souvent ku Rusenge) pendant quelques jours. Ensuite, elle se mélangeait avec du beurre de longues dates (amavuta akuze). Ce mélange devrait passer au feu pendant plusieurs jours après quoi il se transformait en une sorte de bouillie. Le produit obtenu s'accompagnait de toute sorte de pâte, mais surtout celle d'éleusine ou du sorgho.

Ikiremve (le boudin): C'était un recueil de sang d'un bovin tiré à l'arc sur une veine qui traverse son cou. Cela ne se faisait pas uniquement pour se procurer de quoi mettre sous la dent,

---

[37] GAHAMA (J.), *Le Burundi sous l'administration belge. La période du mandat 1919-1939*, Paris, Carthala, 1983, p.21.

[38] MWOROHA (E.), *Peuples et rois de l'Afrique des Lacs*. Dakar, Les Nouvelles Editions Africaines, 1977, p.255.

mais aussi pour permettre à ce bétail de grossir de plus en plus. Le boudin se consommait cuit au beurre avec toute sorte de légumes cultivées dans la région entre autres les feuilles de courge (umusoma), isogo, l'amarante (imbwija), etc.

Ibirunge:Ce mot désigne un met obtenu après avoir mélangé le beurre avec toute sorte de nourriture préparée à l'avance.

Ikinyiga:On préparait une pâte de sorgho ou d'éleusine; et cette dernière se mangeait en la trempant dans du beurre qui vient d'être chauffé, bien tiède.

Comme ingrédient, la pâte mise à part, tout autre met était mélangé avec de l'umugonzo, sel fabriqué à base d'une sorte de plante des marais. Cette dernière était brûlée après l'avoir séchée. La cendre recueillie se mélangeait avec de l'eau et on filtrait à l'aide des herbes propres. C'est alors l'eau recueillie qui sera ajoutée dans la nourriture pendant ou après la cuisson.

La proximité du lac Tanganyika impliquait la consommation du poisson sur un faible pourcentage à cause du manque du matériel de pêche. Cependant, elle a été accentuée par l'implantation massive de la communauté congolaise dans la ville de Bujumbura.

Un autre produit alimentaire était la banane qui avait une double fonction à cause de ses deux sortes distinctes; l'une ne servant qu'à la fabrication du vin, et l'autre pouvant se consommer cuite. On n'omettra pas de signaler que la vache n'était souvent consommée que lorsqu' elle mourrait de vieillesse ou d'un accident, à cause de son importance exceptionnelle dans la société burundaise.

b. L'empreinte congolaise dans le nouveau mode alimentaire de Bujumbura à l'époque coloniale

Révolution alimentaire et l'influence congolaise

Le domaine de l'alimentation n'a pas aussi été épargné par des changements qui ont affecté les burundais dans la ville de Bujumbura. Certains produits ont subi certaines modifications au niveau de la préparation de ceux-ci, d'autres qui étaient considérés comme « interdits » par les barundi sont devenus de produits de consommation courante pour les citadins. Nous référant sur les enquêtes et entrevues eues avec les anciens citadins barundi, nous avons pu remarquer que la plupart des changements qu'a subis la ville ont été introduits plus par les congolais que d'autres habitants pour une simple raison que les

burundais étaient souvent en contact avec ceux-là, la zone européenne étant presque inaccessible aux burundais.

Nous avons remarqué que la période coloniale viendra avec des plantes qui n'existaient pas au Burundi et vont améliorer la situation alimentaire des citadins. Par exemple, les légumes (choux, tétragones, aubergines, etc.) et fruits (avocats, citrons, oranges, pamplemousses, etc.) inconnus jusqu'alors entreront dans les habitudes alimentaires. Les produits d'assaisonnement ont aussi affecté la cuisine traditionnelle. Il s'agit du sel importé d'Europe qui a remplacé le sel végétal « umugonzo ». Il s'agira aussi du piment, qui après avoir était introduit dans la population par les européens, était séché, moulu et mélangé avec du sel.

La banane qui ne servait jadis qu'à la fabrication du vin, va faire partie du plat quotidien. Certains aliments considéraient comme précieux vont devenir familiers. On fait allusion au riz qui était un aliment consommé à l'occasion des fêtes. La consommation de la viande et du poisson va entrer dans les habitudes alimentaires au moment où la viande de certains animaux était frappée par des interdits comme nous le révèle MBUTUYE:

> *« La viande de mouton, de chèvre, du porc, de poule, les œufs, certaines espèces de poissons ont jusqu'il n y a pas longtemps été frappées d'interdits pour certaines catégories sociales. »*[39]

La viande de mouton était pour des raisons superstitieuses plus que le reste disqualifiée. Même la viande de vache était pour certaines régions frappée d'interdit. Dans les régions à forte densité de bétail par exemple, la consommation de la viande de vache paraissait impensable. Il était inimaginable qu'un éleveur puisse en abattre une, même à l'occasion d'une grande fête.

Par contre, influencés par les congolais surtout, les barundi de la ville de Bujumbura ont commencé à consommer toute sorte de viande :

> *« Twebwe twakuze aba congomani barya vyose. Uri ibikere, inzoka, ubuyabu, ngo n'imbwa numva ngo barazirya. Mugabo nabo nyene aba swahiri ntibarya ingurube, ariko twebwe twarazirya ».*[40]

---

[39] MBUTUYE (E.), *Des interdits alimentaires en voie de disparition*, Le Renouveau du Burundi n°1035 du 4 juin 1982, p2.
[40] MASUMBUKO (T.), Entretien du 21 novembre 2006.

Littéralement :

> *« Quand nous sommes grandis, les congolais mangeaient toute sorte de viande. Les crapauds, les serpents, les chats, on dit même qu'ils mangeaient des chiens. Mais aussi, les musulmans ne mangeaient pas de la viande du porc, mais nous, nous en consommions ».*

Ils se sont habitués jusqu'à tel point que certaines familles s'en achètent souvent. Le met carné était surtout le monopole de l'homme qui se faisait servir les meilleurs morceaux, ne laissant à la femme et aux enfants que de petits morceaux collés sur les os et la sauce. On signalera à toutes fins utiles que la viande de mouton, de porc n'était pas bien vue par le murundi et n'était consommée que par certaines catégories sociales et était strictement interdite à la femme ou à la fille adulte sous prétexte que ces espèces d'aliments leur causeraient certaines maladies ou risqueraient d'avoir des retombées sur leur maternité, et partant sur la progéniture.

Après ce bref aperçu de l'évolution historique de la ville de Bujumbura et la définition de son aire géographique, nous allons essayer d'analyser les infrastructures socioculturelles, les supports magnétiques et tous les outils qui appuient les pratiques et dynamiques culturelles dans cette cité. Progressivement, la ville cosmopolite de Bujumbura s'est dotée d'infrastructures socioculturelles qu'il importe de connaître.

CHAP.II: INFRASTRUCTURES, LIEUX ET FACTEURS DE DIFFUSION CULTURELLE A BUJUMBURA

Dans le présent chapitre que nous intitulons « Infrastructures, lieux et facteurs de diffusion culturelle à Bujumbura », nous allons parler des moyens de diffusion culturelle dont dispose la ville qui fait l'objet de notre étude.

A. Infrastructures socioculturelles

Une infrastructure culturelle est une installation ou service aidant l'artiste dans son travail et permettant la rencontre entre le public, l'artiste et les créations artistiques. Précisons également qu'une infrastructure culturelle est tout autant un lieu physique comme la salle de spectacle du centre culturel qu'une structure organisationnelle. On se demanderait alors ce que deviendrait la culture sans ceux et celles qui lui donnent une expression, convoquent l'émotion et aménagent la rencontre avec le public.

1. L'école:lieu privilégié de la promotion culturelle

La ville de Bujumbura constitue la première région du pays qui héberge plusieurs établissements scolaires. L'école étant conçue comme un lieu de transmission culturelle naturelle, le devoir d'apprentissage fournit à l'enfant plusieurs occasions qui lui ouvrent le chemin de découverte du monde dans toutes ses formes. Elle apparaît comme un lieu privilégié de promotion culturelle et de socialisation de la jeunesse.

2. Des orientations générales de l'école

L'école, facteur de transmission des acquis culturels et de reproduction sociale, se trouve mise en question. Elle ne peut remplir sa mission en étant simplement fidèle à l'enseignement du patrimoine des connaissances, elle n'a pas de modèles pour préparer les jeunes à leur avenir qui ne s'inscrit pas dans la continuité linéaire du passé.

Elle est précisément placée au lieu où il faut intégrer le passé, faire découvrir le bouillonnement culturel présent, aider à décrypter les chemins de l'avenir, remplissant la triple fonction de médiation, de repérage et de prospective. Nous contournerons cette question en la situant à la fois dans l'évolution générale du pays sans perdre de vue la dimension urbaine de cette problématique.

3. La Mission et l'école

Les débuts de l'enseignement au Burundi remontent à la pénétration des missionnaires dans la deuxième moitié du 19ème siècle. BARUFISE B. dit:

> *« L'instruction du type occidental pénétra le pays avec l'implantation des premières missions catholiques à partir de 1896. Les Pères Blancs et les auxiliaires qu'ils avaient amenés d'Afrique orientale commencèrent à catéchiser des enfants et des adultes. La formation chrétienne s'accompagna de l'apprentissage de la lecture ».*[41]

Mais dans leur oeuvre d'évangélisation, les missionnaires avaient besoin d'infrastructures d'accueil auprès des populations locales pour pouvoir inculquer la nouvelle religion aux néophytes. Cette infrastructure était constituée au début d'un local en pisé recouvert d'un toit de pailles où adultes et enfants sans distinction d'âge ou de sexe recevaient les rudiments du savoir moderne, axés surtout sur la religion. Cette structure « primaire » se dénommait à l'origine « Chapelle-école ».

Donc, la chapelle-école a été la première structure scolaire mise en place au Burundi au cours de la période coloniale et où excellaient surtout les catéchistes faute de moniteurs qualifiés si bien que l'évangélisation et l'enseignement sont allés de pair:

> *« L'enseignement se développa à partir de l'institution des chapelles-écoles et de la formation des catéchistes:ce furent les deux éléments dynamiques de l'action missionnaire. Ils avaient pour but de toucher la jeunesse par un enseignement beaucoup plus éducatif qu'instructif. L'éducation et l'évangélisation y étaient étroitement imbriquées ».*[42]

Avec le tableau ci-après, on a une image de l'enseignement au Ruanda-Urundi en 1946.

---

[41] BARARUFISE (B.) *Contribution à l'étude des problèmes posés par l'éducation et la scolarisation au Burundi*, Lyon, Université de Lyon, 1974, p.17.

[42] FELTZ, (G), Ecole rurale et expansion missionnaire au Shaba (1885-1939) in *E.H.A.*, VIII, 1976, p.9.

Tableau N°3: Etat de l'enseignement jusqu'en 1946[43]

	Ecoles officielles		Ecoles des missions catholiques		Ecoles des missions protestantes		Ecoles islamiques	
Année	1945	1946	1945	1946	1945	1946	1945	1946
Ecole	2	2	3.264	3.524	638	769	31	33
Elèves des 2 sexes	1.048	1.185	23.6112	255812	37.636	42.144	1.229	1.342
Moniteurs	20	21	3.835	4.290	878	970	44	41

Par ce tableau, on constate que l'enseignement est presque exclusivement le monopole des sociétés missionnaires, surtout les missionnaires catholiques, les écoles islamiques étant presque inexistantes. Le total des élèves en 1946 au Ruanda -Urundi s'élève à 300483 enfants à l'école. Même si nous n'avons pas pu trouver le nombre total d'enfants qui étaient en âge scolaire, nous pouvons affirmer que cet effectif n'est pas très élevé, surtout que ce chiffre concerne les deux pays.

4. L'Etat et l'école

Nous remarquons un retard considérable sur le plan du développement culturel en matière de l'éducation car les Belges pensaient que les écoles pouvaient être à l'origine d'éléments prétentieux, « Pas d'élite, pas d'ennui » disaient-ils. Ils savaient cependant que le pays avait besoin d'artisans, de cultivateurs instruits et de professionnels. Certains et même la plupart des colonisateurs pensaient qu'il ne fallait pas nécessairement des écoles pour avoir de bons professionnels, ils vont même jusqu'à invoquer l'adage très simpliste selon lequel « c'est en forgeant que l'on devient forgeron ». De façon générale, les Belges étaient hostiles à un enseignement théorique dans les colonies. Ils insistaient sur l'apprentissage sur le chantier et dans les ateliers.

5. L'Islam et l'école

L'enseignement au Burundi était confié uniquement aux missions chrétiennes jusqu'en 1955. A part l'âge qui ne devait pas dépasser 9 à 10 ans, il n'y avait aucune autre considération pour accéder à l'école. Seulement dans leur enseignement, la religion catholique y prenait une grande place. J.PERRAUDIN écrit à ce propos:

[43] Rapport annuel sur l'administration belge au Ruanda-Urundi 1945-1946, p.53.

> *« Un projet en 1928, élaboré il y a 2 ans et signé par tous les chefs de missions du Congo (Urundi y compris), confie les écoles aux missions. Nos catéchistes considérés comme tels et, comme le programme officiel met la religion à la base de l'éducation, c'est tout le bénéfice pour l'Etat et pour l'Eglise »*[44].

Les enfants musulmans recrutés dans ces écoles suivaient au même titre que les catholiques la morale et la religion chrétienne. Plus grave encore, au niveau de la 4ème année primaire, les musulmans étaient obligés, sous peine d'être chassés de se convertir au catholicisme, considérant aussi que c'est à ce niveau que commençait le cours de catéchisme qui préparait les élèves au baptême. Quelques musulmans se sont convertis. Néanmoins, comme nous le dit GAKUMBA, il s'agissait d'une conversion de façade de peur d'être déconsidérés par les autres musulmans:

> *« En présence des missionnaires, ils feignaient d'être catholiques, récitaient les prières sans la moindre hésitation. Mais une fois rentrés chez eux, ils continuaient à pratiquer la religion musulmane ».*[45]

Conscients de cette situation, les musulmans décidèrent de résoudre ce problème eux-mêmes en créant des écoles islamiques à Gitega, à Rumonge et à Bujumbura. En 1946, il fut créé à Buyenzi une école musulmane, qui est toujours fonctionnelle jusqu' aujourd'hui. Cependant, l'Etat resta toujours hostile car:

> *« Elles ne reçurent bien entendu* ajoute GAKUMBA, *aucune aide de la part du gouvernement, sous prétexte qu'elles n'observaient pas le programme officiel ».*[46]

Ces écoles ne pouvaient pas suivre un programme préétabli au moment où celui-ci accordait une large place à la religion catholique. Ainsi, toujours confrontés à l'hostilité du gouvernement et aux problèmes financiers, les musulmans ne pourront pas juguler le problème scolaire de manière satisfaisante et se contenteront plus à dispenser les enseignements coraniques qui n'exigent pas beaucoup de matériels didactiques, qu'à suivre le programme de l'Etat.

Cette situation ne s'allégera qu'après la réforme de l'enseignement de 1955. BUISSERET, le ministre belge des colonies, était contre le monopole de

---

[44] ERRAUDIN (J.), *Naissance d'une Eglise. Histoire du Burundi chrétien*, Usumbura, Presse Lavigerie, 1963, p.108.
[45] GAKUMBA (Cl.); *L'Islam au Burundi de 1896 à 1986*, UB; FLSH; 1987; p. 28.
[46] GAKUMBA (Cl.); *Idem.*

l'Eglise catholique sur l'enseignement, introduisit une réforme. Des écoles officielles laïques furent créées comme le précise BUGWABARI:

> *«A Usumbura, il fut donné l'ordre d'ouvrir dès septembre 1955, 14 écoles primaires laïques, une école normale et une athénée ».*[47]

Après l'indépendance, les musulmans ont enregistré du progrès en matière de scolarisation car l'influence de l'Eglise catholique sur l'Etat est estompée et les musulmans ont dans leur ensemble compris la nécessité d'envoyer leurs enfants à l'école. En dépit de tous ces changements, on signalera que la communauté musulmane enregistre peu de filles qui fréquentent les études supérieures.

6. Evolution de l'enseignement dans la ville de Bujumbura

L'évolution de l'enseignement dans la ville de Bujumbura et son extension s'inscrit aussi dans l'explosion démographique. Pour illustrer cette évolution, nous nous sommes donnés l'exemple de deux périodes différentes: l'année 1973 et l'année 2006. Les données que nous avons recueillies émanent du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture, dans la Direction du Bureau chargé de la Planification de l'Education au Burundi.

[47] BUGWABARI (N.); *Idéologie de l'Eglise catholique d'Afrique belge à travers la crise scolaire de 1954-1955: Le cas de l'Urundi*, Bujumbura; UB, FLSH, 1982; p.108

a. Etat de l'enseignement l'année 1973[48]

Tableau N°4: Etat de l'enseignement pré-primaire et primaire en 1973 (Effectif des écoles qui étaient déjà fonctionnelles et leurs classes respectives).

Directions	Nombre de salles de classe								Total
	P.P	1ère	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	
1.SPAN Bujumbura	2	2	2	2	1	1	1		11
2.E.P.O. Q Asiatique	1	1	1	1	1	1	2	2	10
3.E.P.O. Buyenzi	1	2	2	2	2	2	1	2	14
4.Buyenzi C	2	2	2	2	2	2	1	1	12
5.St Michel C.		5	4	4	4	3	2	2	24
6.St Michel S.		5	4	3	3	1	1		17
7.N.D. d'Afrique	2	5	4	4	4	3	2	1	25
8.Stella Matutina	4	3	3	2	2	2	1		17
9.E.P.P. Buyenzi		7	8	7	7	6	4	2	41
10.Nyakabiga		2	22	2	2	2	2	1	13
11.E.P.P. Islamique	1	1	1	1	1	2	1	1	9
12.E.P.P. Vugizo		5	6	4	2	1	1		19
13.Ecole Héllénique	1	1	1	1	1	1	1		7
14.Cours français	1	1	1	1	1				5
15.Ecole Belge	3	2	2	2	1	2	1		13
16.Ecole zaïroise		1	1	1	1	1	1	2	8
17.E.P.O. Q2	1	3	3	3	3	3	4	2	22
18.E.P.O. Q4	1	2	2	2	2	2	2	2	15
19.E.P.O Ntahangwa		1	1	1	2	1	1	1	8
20.St Joseph C		3	3	3	3	3	3	2	20
21.St Joseph S		3	3	3	3	3	1		16
22.N.D. de joie Q5	1	3	3	2	2	2	2	1	16
23.N.D. de joie Q2		3	3	2	2	2	2	1	15
24.E.P.P. Q2		8	8	7	7	6	5	2	43
25.E.P.P. Kinama		4	4	4	3	2	2		19
Total	19	75	74	66	62	54	44	25	419

[48] Ministère de l'Education nationale, Bureau chargé de la Planification de l'Education au Burundi.

On peut affirmer sans risque de se tromper que l'inspection de la ville de Bujumbura était la plus nantie en établissements scolaires à cette époque comparativement au reste du pays.

Evolution de l'enseignement secondaire

Au sujet de l'enseignement secondaire, on n'évoquera que les écoles déjà présentes à cette époque, car les statistiques précises n'étant pas disponibles. Dans l'enseignement secondaire général, la ville de Bujumbura disposait donc du Collège du Saint Esprit créé en 1954, l'Athénée de Bujumbura créée en 1956, (les locaux sont actuellement occupés par l' Institut de Pédagogie Appliquée), le Lycée Clarté Notre Dame qui date de 1956, l'Ecole secondaire à programme belge fondée en 1967, le Petit séminaire de Bujumbura construit en 1968, le Collège Saint Albert qui date de 1970, et l'Ecole zaïroise qui vit le jour en 1973. Signalons aussi que parmi 17 établissements scolaires de l'enseignement général dont disposait le pays à cette époque, 7 étaient implantés dans la ville de Bujumbura.

S'agissant de l'enseignement normal, il n'y avait que l'ENE (Ecole Normale de l'Etat) actuel Lycée Ngagara qui date de1956. Quant à l'enseignement moyen pédagogique, la ville avait 2 établissements tels que l'Ecole moyenne pédagogique de Ngagara (actuel Lycée Pédagogique de Ngagara) qui a ouvert ses portes le 03 octobre 1961 et l'Ecole Moyenne Pédagogique de Nyakabiga (actuel Lycée scheppers) fondée en 1967.

Concernant l'enseignement technique professionnel, l'ETS de Kamenge (Ecole Technique Secondaire) qui date de 1956 et le CFA de Bujumbura (Centre de Formation Artisanale) qui ouvrit ses portes dès 1969 s'en chargeaient et l'enseignement ménager était représenté par l'Ecole Ménagère Postprimaire (EMPP) de Bujumbura.

Au niveau de l'enseignement supérieur, l'Université Officielle de Bujumbura était déjà présente depuis 1961 ainsi que l'Ecole Normale Supérieure créée en 1965.

b. Etat de l'enseignement en 2006

Les statistiques de l'enseignement au Burundi en général et dans la ville de Bujumbura en particulier montrent une progression remarquable en matière d'éducation. Quelques données nous renseignent sur cette évolution dans l'intervalle de plus de 3 décennies.

1° Statistiques de l'enseignement pré-primaire

Avant de montrer cet état actuel d'enseignement, signalons que la ville de Bujumbura est divisée en 5 cantons scolaires que voici:

Bujumbura A:Les communes urbaines de Buyenzi, Bwiza et Nyakabiga;
Bujumbura B:Les communes urbaines de Rohero et Kinindo;
Bujumbura C:Les communes urbaines de Kinama, Cibitike et Buterere;
Bujumbura D:Les communes urbaines de Musaga et Kanyosha;
Bujumbura E:Les communes urbaines de Ngagara,Kamenge et Gihosha.

Tableau N°5: Salles et effectifs d'élèves dans l'enseignement privé[49]

Cantons	Salles	Effectifs	N.I[50]. en 1ère, venus du P.P.	Etrangers
Bujumbura A	39	1695	451	493
Bujumbura B	39	1969	0	196
Bujumbura C	15	429	93	125
Bujumbura D	13	393	160	11
Bujumbura E	31	1266	94	113
Total	137	5752	798	938

Tableau N°6: Salles et effectifs d'élèves dans l'enseignement public

Cantons	Salles	Effectifs	N.I. en 1ère, venus du P.P.	Etrangers
Bujumbura A	6	428	607	36
Bujumbura B	8	525	458	35
Bujumbura C	4	338	519	10
Bujumbura D	7	334	310	0
Bujumbura E	12	713	648	33
Total	37	2338	2542	114

On fera remarquer que sur tout le territoire national et sur une période de 8 ans, l'effectif des élèves fréquentant l'enseignement pré-primaire public a passé de 1339 en 1997 à 6555 en 2005.

[49] Ministère de l'Education nationale, op cit.
[50] N.I:Nouveaux inscrits.

2°. Statistiques de l'enseignement primaire

Les données de l'année que nous avons prise comme échantillon ne révèlent pas le nombre de salles de classes de tous les cantons scolaires, le sexe et les étrangers qui fréquentent ces cantons. Cependant, elles nous donnent une idée sur le nombre d'école de l'enseignement public séparé de celui de privé et le nombre total d'élèves.

Tableau N°7: Nombre d'écoles et d'élèves dans l'enseignement primaire[51]

Cantons	Public	Privé	Effectifs d'élèves
Bujumbura A	10	15	10.239
Bujumbura B	9	15	7.916
Bujumbura C	14	15	16.796
Bujumbura D	11	5	140.076
Bujumbura E	13	12	12.755
Total	53	62	61.782

3° Enseignement Secondaire

Nous n'avons pas pu trouver les statistiques des écoles secondaires privées en ce sens que ces dernières ne répondent pas toutes aux enquêtes menées par le Ministère.

Quant à l'enseignement général public et municipal, la ville de Bujumbura disposait jusqu'en 2006, de 160 écoles secondaires municipales, 14 écoles secondaires générales et 3 écoles secondaires techniques. Les statistiques montrent que les filles représentent 41% dans l'enseignement secondaire général et pédagogique ainsi que 34% dans le secondaire technique et professionnel.

4°. Enseignement supérieur

Les statistiques faites sur l'enseignement supérieur dans la ville de Bujumbura ne révèlent que les données sur l'enseignement public jusqu'en 2003. Passons en revue l'évolution globale de l'année 1995 jusque l'année 2003, l'ISA (Institut Supérieur de l'Agronomie) implanté à Gitega étant inclus.

[51] Ministère de l'Education nationale, op cit.

Année	Enseignants	Etudiants		
De 1995-2003	F+M	F	M	F+M
1995	256	1.195	3.184	4.379
1996	257	331	1.092	1.423
1997	240	1.276	3.121	4.397
1998	294	1.455	3.546	5.001
1999	327	1.657	4.694	6.351
2000	360	1.909	5.068	6.976
2001	386	1.862	5.305	7.167
2002	410	2.551	6.944	9.505
2003	446	2.841	7.814	10.655

On signalera ici que les données de l'ENS (Ecole Normale Supérieure) et de l'INSP (Institut National de la Santé Publique) sont incluses à partir de l'année 1999. On remarque par ailleurs que la ville de Bujumbura dispose d'infrastructures d'enseignement supérieur en augmentation constante bien que la participation de la population féminine demeure modeste.

c. Jeunesse désorientée et phénomène de déscolarisation

Un phénomène de déscolarisation accrue s'observe suite à la crise sociopolitique qui a paralysé tous les secteurs du pays, il y a plus d'une décennie. Beaucoup de jeunes ont en effet abandonné l'école pour s'enrôler dans les forces armées. Ils sont utilisés comme les principaux instruments de guerre, délinquants, jeunes de la rue, avant d'être démobilisés.

Cette jeunesse est désorientée et n'a plus de référence ni de modèle à suivre. Souvent les parents sont morts ou ont démissionné de leur mission première d'éduquer: La dépravation des moeurs a gagné de plus en plus de terrain laissant la place aux comportements marginaux tels que le viol, le vol à main armée, la prostitution ou encore la toxicomanie. Cependant, la scolarisation gratuite de tous les enfants en âge scolaire proclamée par le gouvernement en place, venue appuyer le système de la double vacation et de la promotion collective introduit par la Deuxième République, permettra de lutter davantage contre l'analphabétisme, handicap à une évolution culturelle positive.

7. Centres socio-éducatifs et centres d'actions sociales

a. Des « Ouvroirs » pour l'alphabétisation de la femme

Créés en 1949, les CSE appelés à l'époque « OUVROIRS », puis foyers sociaux, avaient pour objectif l'alphabétisation des jeunes filles et jeunes femmes. Ils se proposaient également d'enseigner à celles-ci la puériculture, l'hygiène corporelle et alimentaire et des cours d'économie domestique en vue de donner à l'« évolué » une épouse digne de son rang et adaptée aux nouveaux modes de vie urbains. On pouvait lire dans « l'action sociale au Congo-Belge et au Ruanda-Urundi », (1953) ce qui suit:

> *« Le service social vise la famille indigène. C'est sur cette notion de la famille que s'appuie constamment son action qui se constitue autour des centres d'aide familiale dénommés « Foyers sociaux ». Ces derniers s'adressent tout spécialement à la femme indigène:celle-ci en effet, bien plus que l'homme, éprouve des difficultés à s'adapter aux conditions d'existence des grands centres urbains et d'une manière générale à nos concepts de civilisation (...) il eut été vain de vouloir accélérer l'évolution de l'élément mâle de la société indigène, sans veiller à ce que la femme éducatrice des générations à venir suive cette évolution. C'eut été là créer au sein de la société noire, un dangereux déséquilibre ».*[52]

Un autre objectif qui fut à la base de la création de ces centres était de donner un minimum de connaissances utiles pour les analphabètes et permettre aux néo-analphabètes ou aux jeunes ne pouvant pas accéder à l'enseignement secondaire, une chance de se préparer à la vie en milieu rural (suppléments des connaissances, préparation à divers métiers,...). Ils ont contribué ainsi au développement de la population burundaise. Le Rapport d'un Séminaire National sur la détermination des minima des contenus des programmes d'éducation/formation pour adultes donnait les justifications suivantes à propos de la formation des ruraux:

> *« Dans un système social où le bureau semble être réservé aux élites intellectuelles et les champs à une masse d'illettrés, l'enseignement doit d'abord viser à s'ouvrir sur la forêt et la savane. On ne saurait donc maintenir les ruraux dans un état de désert culturel et intellectuel ».*[53]

---

[52] L'action sociale au Congo-Belge et au Ruanda-Urundi, Centre d' Information et de Documentation du Congo-Belge et du Ruanda-Urundi, Bruxelles, 1953, p.81.

[53] ELA(J.M.), cité par ,Rapport du Séminaire National sur la détermination des minima des contenus des programmes d' Education/formation pour adultes, Ministère des Affaires Sociales, Bujumbura, 1986, p.26.

Or, ces centres contribuent à l'arrosage culturel dans ce désert d'analphabètes.

b. Contribution au développement socio-culturel

Au Burundi, les activités de formation et d'éducation des adultes datent certainement d'avant l'indépendance, mais jusqu'en 1977, ces dernières ne sont que timides, incohérentes, inadaptées et anarchiques et restent l'apanage des initiatives privées dont le leadership est l'église catholique. Axées sur la catéchèse, ces activités se préoccupent peu de la promotion intellectuelle et professionnelle de la population.

A partir de 1977, la situation commence à se préciser avec la création au sein du Ministère de l'Education Nationale d'un Département d' Education Parascolaire, d'un Ministère ayant les questions de l'encadrement de la jeunesse dans ses attributions et avec la réforme des programmes de formation du Ministère ayant les affaires Sociales dans ses attributions.

L'année 1982 se présente comme une année décisive en matière d'éducation et de formation des adultes. En effet, la détermination du gouvernement à lutter contre l'obscurantisme de la population adulte, spécialement de la population paysanne se traduit par la création des nouveaux Ministères chargés notamment de l'éducation et de la formation des adultes. Il s'agissait en l'occurrence du Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle, du Ministère de la condition Féminine et du Ministère des Affaires Sociales qui étaient dotés désormais de nouvelles structures leur permettant d'intensifier l'action formatrice en direction des adultes. Le gouvernement assigne notamment au Ministère des Affaires Sociales les objectifs suivants:

- Formuler un programme de formation cohérent, adapté aux besoins du pays et des populations rurales;
- Multiplier et rationaliser les structures de formation dépendant de ce Ministère à savoir les CSE (Centre Sociaux Educatifs) et les CAS (Centre d' Animation Sociale) et les CPH (Centre pour Personnes Handicapées);
- Susciter par des actions d'éducation et de formation et en collaboration avec d'autres Ministères, une participation mieux comprise de la population aux programmes de développement socio-économique;
- Conduire à un ordre social beaucoup plus juste en donnant à toute la population les mêmes chances de formation et de participation sociale.

En 1982, les termes du Décret n° 100/16 et de l'ordonnance Ministérielle n° 640/32, le Ministère des Affaires Sociales définissent les missions suivantes en matière d'éducation et de formation:

1°. En ce qui concerne le Département de la Promotion Sociale,

- Mener les activités d'alphabétisation fonctionnelle et conscientisante en faveur de la population;
- Développer dans les CSE des enseignements en rapport avec l'activité socio-économique et en métiers afin de faire de la population des citoyens avisés capables de comprendre et mieux maîtriser l'environnement;
- Faire des activités d'animation en vue d'éclairer la population sur les problèmes de tous les jours et d'inciter à une meilleure participation aux programmes de développement;
- Promouvoir l'activité artisanale en encadrant les petits artisans par une meilleure organisation de leur travail et par un meilleur écoulement de leur production;
- Créer des ateliers de production appartenant aux CSE, en vue de développer chez les lauréats de ces derniers des compétences en métier et un esprit de travail en groupe.

2°. En ce qui concerne le Département de la Protection Sociale,

- Créer et organiser des Centres d'Acceuil spécialisés pour les personnes handicapées en vue de leur formation en métiers;
- Faire d'eux des citoyens à part entière en suscitant en eux un esprit d'initiative et d'indépendance sociale en vue de lutter contre les attitudes de mendicité en intégrant ces personnes dans le circuit de la production économique. C'est dans ce contexte que s'inscrit la création du Centre pour Handicapés à Jabe dans l'actuelle commune urbaine de Bwiza.

c. La formation dispensée dans les CSE

Cette formation s'inscrit dans le cadre de l'éducation non formelle et de l'éducation des adultes. Elle équivaut à l'éducation extra-scolaire qui est définie en fonction de ce qu'elle n'est pas.

> *« ...toute activité éducative organisée en dehors du système d'éducation formelle établi, exercé séparément ou en tant qu'élément d'une activité plus large destinée à servir des clientèles et à atteindre des objectifs d'instruction identifiables ».*[54]

Avant de montrer les programmes de ces centres, il n'est pas sans intérêt de signaler leurs catégories d'apprenants. Il en existe deux: les analphabètes et ceux qui ont fréquentés l'école. Ces derniers étaient alors des ressortissants de « Yaga-Mukama » et des anciens élèves de l'école primaire qui, pour une raison ou d'une autre, n'ont pas pu avoir la chance de poursuivre leurs études.

---

[54] EVANS(D.R) citant COOBS et al in *La planification de l'éducation non formelle*, Paris, UNESCO, 1981, p.30.

Ces centres dont la langue de travail est le Kirundi, dispensent quasiment le même programme pour les deux catégories d'apprenants. Ce programme comporte trois volets:

- L'alphabétisation fonctionnelle;
- L'éducation socio-sanitaire et économique;
- L'apprentissage des métiers.

1° L'alphabétisation fonctionnelle

Le programme d'alphabétisation consiste en une série de quarante leçons, visant d'une part l'apprentissage de lecture et de l'écriture fondé sur l'étude d'un ensemble de 55 lettres simples et combinées; d'autres part l'apprentissage du calcul comprenant l'étude des nombres de 1 à 5 chiffres, des 4 opérations, des nombres décimaux, les mesures de poids (Kg, Tonne,...), le calcul des poids bruts, poids net et tare, les mesures agraires (a, ha,...) et les mesures de capacité.

Les notions d'arithmétique relatives aux achats et ventes; les notions de géométries (formes géométriques comme l'angle, le triangle, le cercle,...) sont également abordées au niveau du programme du calcul.

2° L'éducation socio-sanitaire

L'apprenant assimile ici les notions de base relatives à l'économie familiale, l'éducation nutritionnelle, le planning familial, le secourisme, l'éducation civique, l'étude du milieu et l'éducation coopérative.

3° L'apprentissage des métiers

Quatre métiers sont généralement programmés:l'agriculture et l'élevage, la menuiserie, la maçonnerie et la coupe-couture. D'après le Rapport Annuel des activités du Département de la Promotion Sociale (1987), la majorité des CSE dispensent des cours théoriques, et comme cours pratiques, l'on voit quelques notions de couture, de broderie ainsi que d'agriculture et de cuisine. L'on comprend alors que ces centres, du moins pour ceux qui sont toujours fonctionnels, participent beaucoup dans l'évolution des pratiques et dynamiques culturelles de notre pays en général, et de la ville qui fait l'objet de notre étude en particulier.

B. Centres culturels dans la ville de Bujumbura

1. Des infrastructures participant à la diffusion culturelle

Les centres culturels font partis des infrastructures qui participent au développement et à la diffusion culturelle. La ville de Bujumbura dispose de quelques centres tels le C.C.F. (Centre Culturel Français), le C.C.I (Centre Culturel Islamique), le C.I.N.U. (Centre d'Information des Nations Unies), le C.J.K. (Centre Jeune Kamenge).On insistera plus sur le Centre Culturel Français qui, d'après nos entretiens avec les usagers et les responsables de ce dernier, offre plus de services que les autres centres.

2. Une place de choix occupée par le CCF

Un centre culturel est très souvent conçu comme une vitrine de la France avant d'être considéré comme un acteur du tissu local dans lequel il s'insère. L'amélioration de la visibilité du Centre Culturel est d'autant plus grande qu'il se transforme en une véritable plate-forme d'échanges et de production, un lieu de rendez-vous ouvert aux cultures de France et d'ailleurs, foyers de création susceptibles d'attirer les jeunes générations.

a. Objectifs des CCF

Les centres culturels français se sont fixés des objectifs à atteindre comme celui d'assurer la présence culturelle de la France hors de ses frontières. La notion d'exception culturelle inventée par la France pour exprimer sa philosophie de la culture et combattre une approche purement commerciale, doit assurer de pair une ouverture au monde qui fit jadis la grandeur de la France. A ce sujet, Jacques JULLIARD prédit:

> *« Sinon, nous deviendrons un pays de petits frileux rabougris, où un dernier carré de souverainistes quinteux tisanneront leurs imparfaits du subjonctif dans l'indifférence de l'univers ».*[55]

C'est dans ce contexte que la France déploie à travers le monde ses centres afin de promouvoir sa culture dans toutes ses formes et tous les coins de l'univers.

Le centre culturel de Bujumbura constitue le lieu le plus grand offrant à cette ville des possibilités de lecture, d'animation culturelle et de quelques formations offertes gratuitement au sein de ce complexe. Pour la France alors,

---

[55] JULLIARD (J.), *La quatrième République*, Collection pluriel, Paris, Ed. Lgf, 1988, p.41.

les centres culturels constituent un privilège de puissance que cette dernière aurait tort même de vouloir détruire. Par contre, le véritable défi est d'introduire des méthodes plus souples, une organisation décentralisée, des démarches plus spontanées et les moyens financiers correspondants aux projets politiques afin de pouvoir les exécuter au maximum possible.

La France donne souvent l'impression à l'étranger d'un pays de culture certes, mais d'une culture plus passée que présente, plus figée que vivante, plus traditionnelle que créative. C'est pour cette raison que Hubert VEDRINE Ministre français des relations extérieures précise que:

> *« Pour ce qui est de la culture, il ne faut pas donner l'impression que nous ne serions là que pour perpétuer le rayonnement d'une étoile éteinte ou dont le feu décline ».*[56]

b. Le C.C.F. de Bujumbura et son impact sur le public de la ville[57]

Le centre culturel de Bujumbura remplit traditionnellement 4 fonctions:

- La première fonction, la plus connue est celle d'enseignement du français: Contribuer comme le précise l'arrêté du 30 avril 1999, « à l'emploi de la langue française par l'apport de méthodes, d'instruments et d'expertise appropriés ». C'est souvent la fonction qui occupe la plus grande partie des programmes. Néanmoins, ce centre, comme les autres implantés de par le monde, ne délivre lui-même aucun diplôme mais prépare au Diplôme d' Etudes en Langue Française (DELF) et au Diplôme Approfondi de Langue Française (DALF) destinés aux personnes de nationalité étrangère et délivrés par le ministère français de l'Education Nationale. Certains avantages peu nombreux à vrai dire, sont reconnus à la possession du DELF ou du DALF, dont la dispense du test linguistique d'accès aux universités françaises.

- La deuxième fonction que remplit le centre est celle de la diffusion et la programmation culturelle. Il est évident que l'importance de cette mission varie selon le pays dans lequel est implanté le centre. Le Burundi est alors parmi les pays où il n'existe à priori qu'un faible engouement pour découvrir la culture française. Dans ce cas, les efforts doivent d'abord porter sur la langue et la coopération économique dans un premier temps.

- La troisième mission concerne la fourniture de documentation et d'information sur la France. Un programme de modernisation et de

[56] VEDRINE (H.), *Les cartes de la France*, Paris, Fayart, 2000, p. 45.
[57] C.C.F. de Bujumbura, CD-ROM.

dynamisation des bibliothèques des établissements culturels français a été lancé en 1995 afin de pouvoir mettre en place de véritables centres de ressources documentaires sur la France contemporaine. C'est donc une mission de répondre concrètement aux demandes d'informations de toute nature dans les domaines pratiques, éducatifs, artistiques, techniques, touristiques, etc. Elle est aussi de promouvoir une image plus moderne de la France en mettant en valeur les pôles d'excellence de la France, en tâchant de lutter contre les clichés et les idées reçues.

- Enfin, il existe une dernière mission qu'est la coopération linguistique et éducative, mais dans les faits, cette fonction n'est assurée que par le CCF de Bujumbura.

En dépit de toutes ces missions que s'est assigné le CCF, les usagers de celui-là affirment qu'ils fréquentent le Centre pour l'une ou l'autre raison. Un de nos informateurs, une élève de l'école secondaire nous dit que:

> *« Pour éviter le vagabondage pendant les vacances, nos parents nous font abonner au CCF juste pour nous occuper utilement. Nous faisons souvent la lecture dans l'avant midi au moment où les après midi sont occupés par la Télévision pendant les jours pairs, et les cinémas pendant les jours impairs ».*[58]

Un autre, fonctionnaire d'Etat, nous révèle qu'il fréquente le Centre dans le but de tuer le temps pendant son congé annuel:

> *« Comme je ne monte plus à l'intérieur du pays pour y rester longtemps pendant mon congé annuel, le CCF constitue pour moi une occupation utile pour le reste du temps ».*[59]

D'ores et déjà, ce centre a réorganisé ses bâtiments pour créer des espaces de rencontres et d'échanges, qui ne soient pas seulement limitées à la salle traditionnelle consacrée aux expositions. Il a créé en son sein un café de France et organise souvent des soirées. Il accueille également surtout à la fin de l'année des artistes en résidence pour quelques jours.

[58] GAKIMA (L.), Enquête personnelle du 27 mai 2007.
[59] NTAWE (E.), Enquête personnelle du 27 mai 2007.

C. Musée et Palais des arts

Le Musée Vivant et le Palais des arts de Bujumbura jouent un rôle important dans la culture burundaise en tant qu'infrastructures culturelles et nationales, mises à la disposition de tout un chacun pour faire bénéficier au peuple burundais et aux étrangers visiteurs les merveilles de notre culture.

1. Le Musée Vivant de Bujumbura

a. Le concept de Musée

Le musée est d' abord un lieu circonscrit, qui se visite et dont la spécificité s'illustre à travers une triple fonction, celle de rassemblement, d'organisation et de démonstration. C'est dans cette perspective que l'ICOM (International Council of Museums ou Conseil International de Musées) donne la définition qui suit:

> *«Le musée est une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public et qui fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert ceux-là, les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation».*[60]

Dépositaire de la dimension patrimoniale et symbolique des oeuvres, il se veut un espace du lien social vertical. Il fait souvent office de reliquaire, (mais l'accumulation d'un capital de familiarité avec l'ensemble de la sphère muséale fournit des points d'appui pour déstabiliser cette représentation).

De façon générale, le musée constitue une source essentielle de connaissance d'un pays et d'une société. Dans cette même optique de définition et de précision du rôle et de la raison d'être des musées, Philippe Poirier écrit:

> *«Tout musée est un conservatoire permanent le plus souvent ouvert au public, de collection d'objets ou de documents artistiques, artisanaux ou industriels, végétaux ou animaux, acquis par dons ou achats, toujours sélectionnés si possible, classés et entretenus, parfois replacés dans leur contexte de création en tant que témoins de l'évolution ou d'une culture considérée comme un ensemble de biens et de valeurs à un moment donné».*[61]

---

[60] www.UNESCO.org/publishing

[61] POIRRIER (P.), Institution et vie culturelles, in *Notice de la documentation française*, Paris, Fayart, 2004, p.83

Les missions des musées se résument donc en quelques mots: conserver, restaurer, étudier et enrichir leurs collections, rendre leurs collections accessibles au public, concevoir et mettre en oeuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l' égal accès à tous à la culture, contribuer aux progrès de la connaissance et de la recherche et leur diffusion, préserver honorablement les chefs-d'œuvre des arts si dignes d'occuper les loisirs d'un peuple libre.

b. La mission du Musée Vivant de Bujumbura

Le Musée Vivant de Bujumbura a été inauguré le 18 juin 1977 comme une exposition temporaire. Il deviendra en 1978 un musée permanent suite à l'intérêt que le public et le gouvernement avaient attaché à cette nouvelle expérience. Etabli sur un terrain de 3 hectares, le Musée Vivant de Bujumbura constitue à la fois un espace de loisirs, de conservation de la nature mais aussi une vitrine culturelle du Burundi. En effet, ses objectifs premiers au moment de son lancement étaient les suivants:

- Réaliser une fête quotidienne de la culture burundaise à travers l'artisanat, la musique, les danses, la faune et la flore;
- Sauvegarder le patrimoine naturel par la préservation de l'environnement et la conservation de la nature par l'aménagement d'un mini-zoo;
- promouvoir l'éducation du public à la culture nationale;
- Faire une exposition permanente d'objets ethnographiques;
- Aménager une zone de loisirs et de tourisme.[62]

La crise sociopolitique de 1993 a ralenti sinon arrêté les travaux du musée Vivant jusqu'à sa réhabilitation en 1999, grâce au financement de l'Ambassade de France au Burundi.

Par conséquent, de nouvelles curiosités et de comportements se sont faits jour suite à l'installation d'un Bar-Restaurant à l'intérieur du musée, à la réhabilitation du terrain de basketball et à la location des paillotes dont les locataires exposent les produits artisanaux.

En plus, les jours de fin de semaine, l'Association des Femmes Abinkoma (AFABI), prépare toutes sortes de repas (grains de maïs, pâte de sorgho et d'éleusine, les colocases, etc.) et de boissons (surtout la bière de sorgho) qui renaissent le goût des mets traditionnels. C'est dans ce sens que notre Musée a connu une mutation culturelle qui a suscité une fréquentation accrue du public.

---

[62] MWOROHA (E.), *Projet de politique culturelle du Burundi,* Bujumbura, Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, p. 23.

2. Palais des arts

D'abord, bâtiment du Ministère des Travaux Publics, ensuite, Palais de la nation qui va abriter le Parlement royal sous la monarchie, la salle de spectacle dénommée Palais des Arts appartiendra au Ministère de la Jeunesse, des Sports et de Culture le 30 décembre 1996, en réponse à une correspondance du Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture adressée au Ministre des Travaux Publics. Ces bâtiments abritaient aussi les bureaux de la Province Bujumbura et du Ministère de la justice.

Quant à son rôle culturel, il est un lieu de rencontre et d'accueil des activités culturelles que les musiciens, les danseurs, les artistes plasticiens, fréquentent souvent pour les expositions, les spectacles traditionnels et modernes. Ne remplissant pas toutes les conditions d'une salle de spectacle, elle est la seule structure dont dispose la capitale, capable d'accueillir plus de 500 personnes. D'après l'entretien que nous avons eu avec Monsieur NTAGABO Gabriel, responsable de la salle du Palais des Arts, en comparaison avec les autres salles que regorge la ville, les conditions d'accès à celle-là ne sont pas compliquées. A titre d'exemple, les spectacles dans lesquels la bière et ou le tabac sont présents ne sont pas accueillis par le Centre Culturel Islamique, une troupe théâtrale incapable de payer 700.000 FBU de location n'est pas acceptée à l'Odéon Palace, etc.

Etant la seule salle facilement accessible, il serait préférable qu'elle soit équipée de tous les dispositifs dont une salle de spectacle moderne a besoin pour être digne de ce nom, comme la sonorisation, le mobilier, le studio d'enregistrement, etc.

D. Loisirs et culture sportive

1. Loisirs

On ne peut pas parler des pratiques et dynamiques culturelles d'une société ou d'un pays en oubliant d'évoquer différentes sortes de loisirs qui se pratiquent dans un pays. Avant d'aborder ce point, cherchons une définition convenable à celui-là!

Le loisir peut être supposé comme l'activité que l'on effectue durant le temps dont on peut disposer en dehors de ses préoccupations habituelles (emploi, gestion de la maison, éducation des enfants,...) et des contraintes qu'elles imposent (transport par exemple). Normalement, on distingue trois sortes de temps: temps professionnel, temps domestique et temps libre. C'est alors cette dernière sorte qui est occupé par le loisir.

Ce temps libre est usuellement consacré à des activités essentiellement non productives d'un point de vue macro-économique, voire ludique et culturelle: bricolage, jardinage, sport, divertissement sémantique vers ce dernier terme, à tel point qu'il ait tendance à se créer une distinction entre le sport et le loisir. Après avoir relevé toutes ces tendances, DUMAZEDIER explicite cette définition:

> *« Nous croyons à la fois plus valide et plus opératoire d'affecter le mot loisir au seul contenu du temps orienté vers la personne comme fin dernière. Ce temps est octroyé à l'individu par la société lorsque ce dernier s'est acquitté, selon les normes sociales du moment, de ses obligations professionnelles, familiales, socio-spirituelles et socio-économiques, etc. L'individu se libère à sa guise de sa fatigue, en se délassant de l'ennui se divertissant, de la spéculation fonctionnelle en développant de façon intéressée les capacités de son corps et de son esprit ».*[63]

Il exclut aussi les travaux ou les obligations familiales, socio-économiques, socio-politiques,...parce que ces dernières exigent de la personne une certaine discipline, une contrainte.

a. Les loisirs dans la ville de Bujumbura

Dans ses fonctions administratives, économiques et sociales, la ville de Bujumbura accorde un réel intérêt aux entreprises de loisirs. Comme elle prédomine dans bon nombre de secteurs de la vie sociale, elle est aussi la plus fournie dans le domaine des loisirs en comparaison avec les autres villes du pays. Elle comporte donc un grand nombre d'entreprises de loisirs. Elle totalise plus de clubs sportifs, plus de salles de cinéma, plus de centres culturels, plus de « night-clubs » que n'importe quelle ville du pays.

1° Des salons aux cabarets

Dans la culture burundaise, les cabarets n'existaient pas. Ces derniers ont commencé à être fréquentés par les Burundais dès l'implantation de la communauté congolaise au Burundi. L'un de nos informateurs nous disait ceci:

> *« Ivyo vy'ibirabo jewe nabiboneye ino Imbo. Iwacu uwaganye inzoga y'urwarwa canke y'amahonda,yaratumira abandi,bakayinywa igahera,*

---

[63] DUMAZEDIER (J.), *Sociologie empirique du loisir, critique et contre-critique de la civilisation du loisir*, Paris, Ed. du Seuil, 1974, p.25.

maze hagira uwundi ayihisha bikaba nkuko nyene, eka ntawayigurisha.»[64]

Littéralement:

« J'ai trouvé les cabarets ici à Bujumbura. Chez nous, celui qui brassait le vin de banane ou la bière de sorgho invitait les autres pour partager ensemble. Jamais, on ne vendait d'alcool. »

Comme les Burundais sont facilement flexibles, ils ont rapidement adopté ce nouveau comportement, qui n'est pas par ailleurs sans critique.

2°. Danse et cabarets

La danse

Dans son acceptation la plus générale, la danse est l'art de mouvoir le corps humain selon un certain temps, accord rendu perceptible grâce au rythme et à la composition chorégraphique. Qu'elle soit spontanée ou organisée, la danse est souvent l'expression d'un sentiment ou d'une situation donnée et peut éventuellement s'accompagner d'une mimique destinée à la rendre plus intelligible. Dans la ville de Bujumbura, la danse surtout moderne se pratique dans les «nights-clubs» ou «boîtes de nuit» et dans les «bar-dancing». La danse traditionnelle n'est pas souvent présente dans ces cas évoqués mais s'inscrit dans le cadre de la revalorisation de notre culture que nous traiterons dans le chapitre suivant.

Les nights-clubs

Ils sont éloignés des quartiers périphériques pour la plupart, de telle sorte qu'il faut un moyen de déplacement pour s'y rendre. Le ticket d'entrée est très élevé (2000 francs burundais à 100 dollars par personne) et les consommations coûtent énormément cher (le triple ou même le quadruple du prix normal). On remarque une multiplication progressive de « boîtes de nuit » dans la ville de Bujumbura suite à l'édification de nouveaux hôtels et d'autres lieux de loisirs. On fait remarquer aussi, d'après plusieurs anciens citadins, que le premier « night-club » se trouverait dans la parcelle occupée par la CADEBU (Caisse D'épargne du Burundi) en liquidation et porterait le nom de Coconut. Les autres étaient localisés sur la côte du lac Tanganyika. L'on peut citer Keur Samba, Bamboo, Disco, Black and White Vision, le Monocle (situé actuellement au Club du lac Tanganyika), etc.

---

[64] BARINAKANDI (G.), Enquête personnelle du 21 mars 2007.

Les « bar- dancing »

Ces derniers se rencontrent surtout dans les quartiers tels que Bwiza et Kamenge. Comme l'entrée est souvent gratuite sinon le ticket d'entrée coûte relativement peu, les jeunes citadins les fréquentent beaucoup. On y sert de boissons de tout genre et on diffuse de la musique jusqu'à minuit au cours de la semaine et jusqu'à l'aube pendant les jours de fin de la semaine.

Ces lieux sont moins sûrs parce que les bagarres y sont quasi permanentes, et n'eût été l'intervention de la Police Nationale, on compterait beaucoup de dégâts au sein de ces établissements.

Les salles de cinéma

Les salles de cinéma étaient au départ placées au centre de la ville mais actuellement, on a commencé de plus en plus à les implanter dans les quartiers périphériques. Par conséquent, on peut assister à un film tous les jours de la semaine. Les séances de «matinée» sont souvent occupées par les jeunes non scolarisés pour qui l'âge varie entre 12 et 18 ans, tandis que les séances de « soirée » occupent de sujets plus âgés.

Les cabarets

Ils sont très nombreux dans la ville de Bujumbura, chaque quartier en compte des dizaines. La plupart de ceux qui les fréquentent ont des bars qu'ils préfèrent et y vont souvent avec des personnes déterminées car c'est un lieu d'entretien socioculturel. Parmi les motivations qui poussent les gens à aller au bistrot, DUMAZEDIER a relevé trois besoins fondamentaux:

- Le besoin de repos;
- Le besoin de divertissement;
- Le besoin d'information.[65]

Concernant le besoin de repos, les auteurs confirment qu'en dehors des autres loisirs, la fréquentation du bistrot permet de remédier en partie à la fatigue physique et ou nerveuse.

Au sujet du besoin de divertissement, ils distinguent un besoin d'évasion qui entrave notamment l'excès de soucis, un besoin de distraction notamment pour les cabarets qui disposent des jeux.

[65] DUMAZEDIER (J), *Op cit.*, p. 45.

Enfin, à propos de besoin d'information, il précise que celui-ci apparaît à travers le plaisir de discuter et celui d'apprendre, qui est plus explicite. C'est le lieu privilégié pour discuter parce qu'on est bien installé avec des possibilités de discuter à l'aise, parce qu'on est aussi plus expansif grâce à l'atmosphère de liberté qui y règne, parce qu'on peut aborder des sujets dont on ne peut pas parler ailleurs, etc.

C'est un lieu privilégié d'apprendre parce qu'on peut y observer la foule. C'est aussi un lieu de diffusion, de vulgarisation de l'information, parce qu'on y rencontre des oppositions à ses propres idées qui permettent de rectifier ses opinions personnelles.

3°. Les promenades

La présence du lac Tanganyika et ses plages la plupart récemment aménagés par les particuliers, donnent aux citadins et aux étrangers une occasion de promenade. Des sorties vers des coins tels Gatumba (frontière entre le Burundi et la RDC), Saga Resha (Château Mauss) sur la route Rumonge, la pierre Livingstone, etc, occupent les « Week end » d'un bon nombre de citadins. Les autres rendent visites ou restent chez eux à lire, à écouter de la musique ou à regarder la télévision.

2. Clubs sportifs et infrastructures

a. Le sport

Le sport fait partie en quelque sorte du loisir quotidien d'une grande masse de la population urbaine de Bujumbura, selon les catégories d'âges. Les bienfaits du sport sur la santé ne sont plus à démontrer. Parce qu'il redonne la notion de limite, de tolérance, de respect de soi et des autres. Le sport fait partie des moyens privilégiés pour dialoguer avec les autres. Cependant, il est indispensable de choisir un sport adapté à son âge, sa morphologie, son état de santé, pour bénéficier pleinement de l'aisance qu'une pratique régulière peut vous apporter.

Le sport contribue au développement intégral de la personnalité humaine et constitue une force de rassemblement, de cohésion sociale et un facteur incontournable de paix et de réconciliation. C'est d'ailleurs dans cette optique que la plupart des clubs sportifs se sont multipliés pendant les moments de crise que notre pays vient de connaître.

b. Les clubs sportifs

A Bujumbura, il existe à ce niveau trois catégories:
-Des clubs organisés par le Ministère de la Jeunesse, de Sports et de la culture;
-Des clubs fréquentés par des personnes d'un certain âge et qui comportent plus d'étrangers;
-Et ceux qui rassemblent toutes les catégories confondues (sport de masse)

1° Clubs organisés par le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture

Les sports organisés par le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ont connu des moments de gloire, de crise et de reprise. Certains sports ont connu une hégémonie qui a rendu le pays célèbre à certaines époques. La course de fond serait un bon exemple dans la vie sportive des Burundais. Cependant, la crise qu'a connue le pays a paralysé la quasi totalité des travaux que s'était assigné ledit Ministère. Aujourd'hui, on constate une réorganisation progressive ou un réveil au niveau de l'organisation de ce dernier. C'est dans ce contexte que s'inscrivent la naissance ou le renforcement de différentes équipes, surtout de football, de volleyball et du rugby (très récemment) qui se rencontrent régulièrement lors des tournois et des championnats organisés au niveau national ou régional.

En dépit des insuffisances observables tant au niveau des infrastructures que des équipements, la pratique du sport dans différentes disciplines est une réalité. Le sport d'élite se situe à un niveau comparable des autres pays africains, en témoignent les performances de nos athlètes lors des compétitions régionales et internationales, au football surtout suite aux efforts fournis par les autorités actuelles de la Fédération de Football du Burundi, et en athlétisme.

2° Clubs fréquentés par des personnes d'un certain âge et qui comptent plus d'étrangers

C'est dans cette catégorie que s'inscrivent:
- Le « Cercle nautique » où on fait du yatching et du ski nautique. Néanmoins, on a diminué ces pratiques suite à la présence d'un gros animal agressif dans les eaux du lac Tanganyika;
- Le « Cercle hippique » où plusieurs activités sont centrées sur le cheval (promenades et courses à cheval). On y apprend aussi à jouer au Golf et quelques compétitions de ces jeux s'y déroulent souvent;
- L' « Entente sportive » où on joue au volleyball, au basketball, au Tenis, de la natation et du judo;

- L' «Aéro-club» où on apprend des leçons de parachutage et le «club automobile» pour les courses.

Ces clubs sont très coûteux et ne sont fréquentés que par des personnes ayant un niveau de vie élevé. En effet, l'adhésion à ces derniers nécessite une certaine cotisation ou inscription soit mensuelle ou annuelle pour la plupart, que tout le monde ne serait pas à mesure de se payer régulièrement.

3°. Clubs qui rassemblent toutes les catégories confondues

C'est surtout le sport de masse. Celui-là est pratiqué de manière indépendante dans les gymnases souvent au rythme de la musique (gym-tonic), dans les rues et sur les terrains qui se trouvent à l'intérieur des quartiers, laissés pour la détente de leurs habitants. A part le gym-tonic, la plupart de ces sports se font souvent à la fin de la semaine particulièrement le dimanche. C'est souvent dans le but de l'entretien du corps et de la diminution du stress causé par les travaux de la semaine qui s'écoule que s'organisent ces clubs. Ils s'organisent aussi dans le cadre socioculturel en ce sens que, grâce à leurs cotisations mensuelles, on parvient à bien maintenir le fonctionnement de ceux-là, et à assister leurs membres qui rencontrent quelques problèmes, soit individuels, soit familiaux (lorsqu'il s'agit en général des cas de décès), le seul critère comptant étant que le membre contribue d'une façon régulière.

Au niveau de tous ces clubs, on est surtout frappé par la petite représentativité des filles et des femmes. Aussi mis à part cette catégorie de clubs, on remarque aisément qu'en général, il y a plus de spectateurs que de pratiquants, avec une préférence plus prononcée au football.

E. Médias et Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC)

Généralement,le terme mass média s'inscrit dans la culture de masse; et ce dernier signifie alors l'ensemble des comportements et des cadres de l'opinion publique caractéristiques d'une société de masse et produit par les moyens d'information de type industriel. Les techniques d'information collective ont connu depuis le début du siècle un essor prodigieux. Aux moyens déjà existants (presse, livre, imagerie populaire) se sont successivement ajoutés le cinéma, la radio, la télévision. Ces techniques communément regroupées sous le vocable anglo-saxon de mass média, bouleversent les conditions d'élaboration, de diffusion et de réception des messages: qualitativement en ce qu'elles accentuent la part de l'auditif et du visuel au détriment de l'écrit; quantitativement, en ce qu'elles atteignent un nombre considérable d'individus, sans distinction de

classes sociales, à tous les moments et dans tous les lieux de l'existence quotidienne.

Des industries nouvelles sont nées, qui, en régime capitaliste, obéissent aux lois modernes du marché. Cette industrialisation de la culture s'est également accompagnée d'une transformation thématique des messages: leur contenu et les valeurs investies dans ce contenu se sont graduellement différenciés aussi bien de la culture savante que de la culture populaire et du folklore. A cet ensemble de données, on a pris l'habitude d'appliquer la dénomination approximative mais commode de Culture de masse.

Tous les média burundais jouent un rôle important et croissant jusqu'aux régions les plus reculées du pays. Les média se divisent en deux: Anciens média et Nouveaux médias.

1. Anciens médias

a. La radiodiffusion

Durant une partie de la longue période coloniale, le Burundi ne disposait pas encore de sa propre maison de radio. Toutes les informations que l'on pouvait recevoir venaient directement soit de Léopoldville (Kinshassa actuelle), soit de Bruxelles. L'un des programmes du plan décennal pour le développement économique et social du Ruanda-Urundi (1951-1960) était l'installation de stations de « public-adress »[66] qui comportaient un poste émetteur-récepteur permettant la transmission d'émissions locales ou la retransmission radiophonique par les diffuseurs installés dans le centre qui dessert la station. La première d'entre-elles commença à fonctionner au centre coutumier d'Usumbura à partir de l'année 1960. La réception des programmes n'était pas néanmoins complète. D'un côté, l'éparpillement des populations sur les collines excluait l'usage du « public-adress »; de l'autre, sauf pour des exceptions minimes, les indigènes ne disposaient pas de ressources suffisantes pour se procurer de poste récepteur individuel.

C'est en 1960 que la Belgique procéda à la création d'une station radiodiffusion à Usumbura, capitale du Ruanda-Urundi. Son inauguration eut lieu le 1er mai 1960. Les premières émissions de Radio Usumbura étaient diffusées en Flammand, en Français, en Kiswahili, en Kirundi et en Kinyarwanda. Les éditions françaises étaient spécialement destinées au public belge ainsi qu'à la minorité des gens instruits. A la veille de l'indépendance, le Ruanda acquiert sa propre station et la Radio-Usumbura devenait

[66] Plan décennal pour le développement économique et social du Ruanda_Urundi, Bruxelles, Editions de Visscher, 1951, p.152.

automatiquement Radio-Burundi. Suite au Coup d' Etat du 28 novembre 1966 qui renversa la monarchie et proclama la république, la Radio-Burundi fut baptisée « la voix de la Révolution ». Selon J.B. MUHAKWA,

> *« Quelques unes des missions qui étaient assumées par la Radio-Burundi étaient d'informer, d'éduquer, de distraire la population, d'aider à la préservation du patrimoine culturel national et de le faire connaître à la population, d'assurer la qualité et la diversité des ses émissions, et le rayonnement et le prestige du Burundi à l'étranger ».*[67]

La radiodiffusion occupe une place importante dans la culture de tout pays. Introduite au Burundi, remplaça les Abahamagazi ou Ndayuhurume, elle ne cessa depuis de jouer un rôle sur la culture au Burundi. Les jeunes qui sont considérés comme les polyconsommateurs de la culture s'y intéressent beaucoup plus que les autres. Elle est à la fois une pratique d'écoute et un agent social et culturel. Sa place dans l'univers des jeunes est décisive au regard de plusieurs dimensions.

Elle est un instrument pour assurer l'information à la population. Cependant, elle doit respecter le droit de la presse reconnue par toutes les institutions en vigueur dans le Burundi indépendant. La mission de la radiodiffusion est celle d'informer, de former et de divertir les populations par des programmes diffusés; néanmoins, ceux-ci doivent répondre aux objectifs culturels, éducatifs, politiques, économiques et sociaux du pays.

La radiodiffusion en général et les radios musicales en particulier, sont des objets très investis par toutes les générations aux âges confondus. Mais et surtout, l'audience radiophonique se caractérise comme fortement attachée aux jeunes. Pour comprendre cette rencontre, il convient de noter que la radio renvoie à deux centres d'intérêt de la jeunesse: la musique et les problèmes des jeunes selon l'expression même de ceux-là. C'est dans cette optique que la radiodiffusion nationale se fait un écho quotidien de la culture nationale. L'existence des deux chaînes, l'une diffusant entièrement en langue nationale, l'autre en d'autres langues parlées dans le pays, fait que chaque catégorie trouve ses préférences. L'ambiance du théâtre national « Ninde? », les célèbres émissions radiophoniques « Umubanyi ni we muryango », « Tubiri tuvurana ubupfu »,... diffusés en langue nationale, les programmes de chansons diverses, la musique traditionnelle comme « Umurya w'Inanga »,...témoignent du rôle de la radio dans la promotion de la culture nationale.

---

[67] MUHAKWA,(J.B.), *Le rôle de la documentation dans les milieux de presse du Burundi: cas du quotidien national « Le Renouveau » et de la Radiodiffusion nationale du Burundi*, Bujumbura, UB, FLSH, p.28.

La transition économique et surtout démocratique impliquant le multipartisme a fasciné de façon spectaculaire l'éclosion des radios privées: la Radio C.C.I.B. F.M.+ (Chambre de Commerce et d 'Industries du Burundi), la Radio Umwizero (devenue Bonesha F.M. plus tard), la Radio Culture, la R.P.A. (Radio Publique Africaine), la Radio Isanganiro, la Radio Nderagakura, la Radio Ivyizigiro, la Radio Renaissance F.M., Unité Radio BINUB, la Radio Mariya Burundi, la Radio Ijwi ry'amahoro, la Radio Salama, jouent un rôle prépondérant dans le développement démocratique et socio-culturel du pays.

On signalera qu'il existe des studios qui confectionnent des programmes radiophoniques tels que le studio Ijambo, studio Tubane et Transword Radio-Burundi.

Devenue un important instrument d'information de la population, la radio a totalement révolutionné les rapports culturels entre le monde traditionnel et le monde moderne. Grâce à ce médium,le peuple suit les activités de la vie sociale, politique et culturelle à l'échelle nationale et internationale. La chanson, le théâtre, l'information politique, économique et sociale se cherche souvent à la radio, la plupart de la population urbaine n'étant pas capable de se procurer des moyens d'accéder aux nouvelles technologies d'informations et de communication. Par ailleurs, les radios elle-même s'approchent du citoyen pour rechercher l'information nécessaire.

b. La télévision

La télévision occupe une place considérable dans les pratiques et dynamiques culturelles des villes. La télévision nationale du Burundi a commencé à émettre le 1er décembre 1984 en prévision du sommet France-Afrique qui devait se dérouler dans la capitale burundaise. Depuis lors, elle n'a jamais cessé de diffuser les programmes qui influent plus sur la culture du pays et introduit des apports extérieurs. On signalera que la grande partie de la population citadine qui regarde beaucoup plus la télévision reste la jeunesse, avide d'apprendre et de se distraire. Sur ce sujet, MEYROWITZ écrit:

> *« Children in a pre-television age who listened to radio dramas no doubt learned many adult secrets, but compared to television, radio had little power of fully « expose » the children aspects of adult life. Radio permits much more shielding of the backstage area of adults than television does »*[68].

[68] MEYROWITZ (J.), *No sense of Place. The Impact of Electronic Media on social Behaviour*, New York, Oxford University Press, 1985, p.253.

Du temps « d'avant la télévision », des enfants qui écoutaient des dramatiques à la radio découvraient, sans aucun doute beaucoup de secrets adultes mais, comparée à la télévision, la radio avait un faible pouvoir pour rendre visible les aspects cachés de la vie adulte. La radio permet beaucoup plus de protéger cette partie de la vie des adultes que la télévision ne le fait.

Au fil des mutations technologiques qui s'avèrent plus sensibles dans la ville de Bujumbura que dans le reste du pays, les personnes intéressées par l'art et la culture ont pu construire un réseau complexe des relations entre nouvelles et anciennes pratiques culturelles: regarder un film à la télévision et aller au cinéma, écouter des disques à la maison et aller au concert, etc., sont devenues des activités à la fois complémentaires et concurrentes.

Les média comme la télévision sont vus comme de simples courroies de transmission capables de démultiplier l'accès aux « grandes oeuvres », en offrant une seconde chance à ceux qui n'avaient pas l'opportunité de les fréquenter à l'école ou dans les équipements culturels. C'est ainsi que la télévision représente probablement un grand pourcentage du temps du loisir quotidien de plusieurs jeunes surtout non scolarisés de certains quartiers de la ville de Bujumbura.

A bien des égards, l'intrusion de la télévision dans l'univers quotidien peut constituer un outil d'ouverture sur le monde. Cela se remarque dans le changement des comportements en général chez les jeunes dans leurs modes d'habillement, de renforcer des relations amicales entre eux, pratique de diverses sortes de sports, le goût de l'art, etc., et en particulier chez les adultes, la télévision renaît l'envie de retourner aux pratiques d' il y a très longtemps.

Par conséquent, l'allongement du temps consacré à la télévision, confirme que le petit écran constitue aujourd'hui le coeur des pratiques culturelles des citadins. Les programmes de la RTNB essaient de toucher à tout, tout en n'oubliant pas les coutumes et les moeurs du pays.

De façon générale, la télévision simplifie dans une large mesure les clivages sociaux et culturels traditionnels par la place qu'elle occupe dans le style de vie des classes populaires et par son impact relativement limité sur l'environnement culturel des classes supérieures. Il n'y a en effet pas de fatalité technologique à ce que la télévision ne puisse transmettre des contenus culturels de qualité, comme le montre aujourd'hui le cas du patrimoine cinématographique qui souvent échappe au contrôle et dont la télévision est devenue peu à peu le principal outil de diffusion.

En plus, une croissance sans précédent des dépenses des communautés humaines et des ménages en audiovisuel s'est sensiblement augmentée.

Progressivement relayée par des achats de vidéocassettes et plus récemment des DVD ainsi que par les abonnements aux chaînes cryptées, aux réseaux câblés ou aux chaînes diffusées par satellites, les dépenses d'équipement apportent une contribution de plus en plus faible.

Que la télévision apparaisse plus que jamais comme le loisir par excellence de ceux dont le temps libre constitue la seule ressource disponible en abondance et qui sont par ailleurs relativement démunis des ressources sociales et culturelles susceptibles de favoriser l'accès à d'autres activités de loisir, ne dispense pas en effet d'une analyse de la variété de ses usages.

c. La cinématographie

Il n'existe presque pas dans la ville de Bujumbura, de distributions de film à part quelques maisons comme le Centre Culturel Français, le Centre Jeune Kamenge, l'Espace Culturel de Ngagara qui projettent quelques films qui ne sont bénéfiques qu'aux abonnés et le Ciné Caméo qui est une petite maison à Bujumbura, un des rares établissements privés.

Le cinéma est un marché culturel qui se trouve aujourd'hui en synergie avec d'autres marchés, la musique en premier lieu. Il s'intègre à l'ensemble d'autres pratiques et dynamiques culturelles, qu'il s'agisse du théâtre, du concert ou d'une visite au musée pour ne citer que cela. Cela étant, les gens s'improvisent, surtout dans des petites maisons des quartiers et projettent des films qui échappent à la censure et au contrôle des pouvoirs publics. On ne peut donc pas parler de « théâtres cinématographiques ». Ce sont de petites maisonnettes souvent en tentes qui sont tenues par des exploitants et ceux-là désirent surtout épater le client, ignorant les conditions exigées pour le faire.

Il existe aussi des individus qui s'arrogent le droit d'être des distributeurs non agréés. Il s'agit des détaillants qui possèdent des petites maisons en ville ou à l'intérieur des quartiers, jouant le rôle d'intermédiaires. Dans celles-là, les gens se procurent des copies des vidéocassettes qu'ils achètent ou qu'ils empruntent en échange d'une petite somme d'argent.

Dans notre ville, en dépit de carence des maisons spécialisées en la matière, le cinéma a conquis une partie du monde des finances. Comme le dit SALACHAS:

« Ce boom économique est à l'origine d'une sensible transformation socioculturelle qui n'a pas fini de faire le siège des consciences intellectuelles et collectives (...) pour le meilleur et pour le pire ».[69]

L'exotisme qui est là est tout ce qui dépasse le spectateur, tout ce qui l'entraîne hors de lui-même et de sa condition, tout ce qui lui permet d'être un homme, dégagé des lois de sa propre pesanteur. Le cinéma peut lui offrir ce miracle en l'espace de quelques heures.

d. La presse écrite et son impact sur le public burundais

L'histoire de la presse écrite au Burundi est brève avant comme après la période coloniale. Cela se comprend aisément quand on sait que l'Afrique en général et le Burundi en particulier possédait une littérature orale très développée et connaissait la diffusion par l'audition. En outre, l'information par écrit suppose des lecteurs, or l'alphabétisation en Afrique s'est faite d'une façon très lente, par le fait que l'action éducative était confiée aux seuls missionnaires. L'évolution de la presse écrite n'a donc pas échappé à ce grand handicap et les média d'information restent un héritage de la colonisation occidentale.

1° Type de Communication à l'époque allemande

Ce serait peut-être un abus du langage que de parler de presse à proprement parler au Burundi pendant la colonisation allemande. En effet, quand elle fut vaincue lors de la première guerre mondiale, l'Allemagne a perdu toutes ses colonies en Afrique que les alliés réclamaient comme butin de guerre et n'aura pas le temps de réaliser ses projets.

C'est ainsi que les informations continueront à être transmises par voie orale à travers notamment les « crieurs publics » (Abahamagazi). Ces informations, généralement des ordres venant du Mwami, passaient par les chefs et les Sous-chefs qui en informaient à leur tour les « crieurs publics ».

Ces derniers devaient sillonner tout le pays en criant en Kirundi ce qui leur avait été dicté. A part ceux-là, l'autre technique de transmission d'information était le tambour qui est actuellement utilisé pour agrémenter les fêtes diverses. Dans sa thèse, MUVIRA nous en dit plus:

« Par son rythme aigu et sourd, répété ou isolé, nos ancêtres apprenaient la mort d'un roi ou l'intronisation de son successeur. Il formulait aussi l'invitation à la fête des semailles (Umuganuro), jour

[69] SALACHAS (G.) et al, *L'homme et l' Image*, Bruxelles, Ed. Bloud et Gay, 1966, p.4.

> *où le roi bénissait les semences et le feu. Grâce à un relais bien organisé, le message du tambour traversait le pays en peu de temps. C'est aussi par son concours qu'on avertissait les guerres ou la menace d'une éventuelle invasion étrangère ».*[70]

Professeur Emile MWOROHA ajoute aussi que:

> *« Une fois que le roi mourrait, son successeur était aussitôt désigné. Lors du déroulement de l'intronisation, Karyenda et Rukinzo-tambours du roi résonnaient. On disait: le roi est intronisé! Il y avait aussitôt la désignation du "Muguruziwurunyoni". Il était chargé d'aller annoncer à travers tout le pays la nouvelle de l'intronisation. Pour cela, il recevait un petit tambour, une vache stérile et un bouc. Suivant la tradition, ce personnage ne pouvait plus se présenter à la cour royale ».*[71]

Une autre technique non moins importante était le « souffleur de corne » (Umuvuzi w'inzamba). Il était porteur d'un signal d'alerte. Il annonçait un message urgent, une agression ou une subversion. Comme on le voit, pendant toute la colonisation allemande, le Burundi a gardé son caractère traditionnel de l'oralité, l'écriture étant jusque-là presqu'absente.

2°. La presse sous la colonisation belge

Au Burundi, la presse écrite date de la période coloniale belge. Cela s'explique aisément dans la mesure où le Burundi, à l'instar d'autres pays du continent a été fortement marqué par la tradition orale. La civilisation écrite est apparue très tardivement avec le contact des populations européennes, essentiellement des missionnaires catholiques et protestants. Au cours de soixante années de colonisation, celle-ci s'est développée tant bien que mal et ce, à partir du Congo-Belge voisin. La presse sous l'occupation belge était divisée en deux parties:

- La presse catholique ;
- La presse protestante.

La presse catholique

Aujourd'hui comme hier, l'église catholique a été au Burundi la plus puissante des communautés religieuses. Elle doit cette prédominance au nombre élevé de ses fidèles par rapport à toutes les autres religions existantes au

---

[70] MUVIRA (D.), *L'évolution de l'information au Burundi, de la colonisation à nos jours*, Thèse, Paris, Ecole Supérieure de journalisme de Paris, 1979, p.62

[71] MWOROHA (E.), *Peuples et rois de l'Afrique des Lacs*, Dakar-Abidjan; N.E.A., 1977, p 98.

Burundi. Elle la doit aussi aux différentes réalisations dans des divers secteurs de la vie nationale. L'église catholique a en effet construit beaucoup d'écoles à travers le pays, de dispensaires et biens d'autres oeuvres philanthropiques. Le domaine de l'information n'a pas été négligé. C'est ainsi que le journal « Ndongozi » restera la source d'information la plus développée au Burundi à l'époque coloniale belge.

Le journal « Ndongozi »

Il est né en janvier 1955 succédant à « Rusiziramarembe » qui venait de disparaître en octobre 1954. Il était imprimé aux presses Lavigerie et appartenait à la Congrégation des Pères Blancs. Il était accessible à tous les coins du pays comme nous le dit NIYIBIZI Libère:

> *« Entre 1962 et 1966, alors que le chaos politique, les moyens matériels, financiers et humains ne permettaient pas aux dirigeants politiques de l'époque d'élaborer une bonne presse, le journal Ndongozi lui, atteignait les succursales les plus reculées du Burundi ».*[72]

C'était un bimensuel en Kirundi dont le tirage en hausse constante atteignait en 1966, 20000 exemplaires alors qu'il était de 15000 exemplaires à la veille de l'indépendance.

Selon les responsables de ce journal, on peut considérer à l'époque que l'exemplaire était lu par environ 20 personnes, ce qui lui donnait une audience d'environ 400.000 personnes. Cette audience s'expliquerait par l'habitude de la lecture collective. En effet, les auditeurs se rassemblaient autour d'un lecteur, généralement le catéchiste, qui lisait alors systématiquement le contenu du journal. Cela parce que, les moyens financiers ne permettaient pas de se procurer des journaux comme l'on voulait, le prix du numéro de « Ndongozi » étant de 2F vers 1961, mais cette somme permettait de s'acheter un kilo de haricot.

Les grands thèmes développés

Le bimensuel « Ndongozi » publié en Kirundi, langue nationale, s'est spécialement proposé d'être un organe d'information et de formation dans tous les domaines, spécialement la religion,l'éducation sociale et sanitaire, le développement économique,etc. Les principaux centres d'intérêt étaient :

- L'évangélisation;

---

[72] NIYIBIZI (L.), *La presse au Burundi au lendemain de l'indépendance (1962-1966)*, U.B., FLSH, Bujumbura, 1995, p.32.

- les nouvelles intéressant l'église catholique au Burundi et ailleurs dans le monde;
- les nouvelles nationales et internationales;
- les dossiers sur les questions religieuses, socio-économiques et culturelles;
- l'humour et le divertissement et
- la lutte contre le communisme.

On signalera aussi la présence des journaux « Temps nouveaux » et « Hodi ».

La presse protestante : le journal « Burakeye »

Elle était représentée par un seul journal « Burakeye » et d'une radio dénommée « Radio cordac ». L' « Alliance des Missions Protestantes » avait donc créé en 1953 un mensuel qui s'appelait « Burakeye ». Il était imprimé à Mweya en province Gitega par « Grâce Mémorial Press » et son tirage n'aurait pas dépassé 2600 exemplaires. Il était édité en Kirundi comme son rival « Ndongozi » ce qui était un atout important que l'église protestante exploitait pour faire connaître sa doctrine. Comme tout journal religieux, la ligne directrice de « Burakeye » était de répandre la religion protestante dans tout le pays et consolider la foi de ceux qui y étaient engagés.

Vers la fin de la Deuxième République, la Radio « Cordac » et le journal catholique « Ndongozi » seront suspendus. « Ndongozi » reprendra ses activités au début de la Troisième République (sous le régime du président Pierre BUYOYA I) au moment où la Radio « Cordac » n'émettra plus.

3° La situation actuelle de la presse écrite

La presse écrite au Burundi se présente comme le parent pauvre des medias. Pendant longtemps, Flash-Infor, puis le Renouveau et l'Ubumwe demeurèrent les seuls journaux officiels diffusés. A côté de ceux-là déjà cités apparaissent de nouveaux titres comme l' Aube de la Démocratie, Panafrica, L'Indépendant, Infor-Umunywanyi, Notre Terre, Azania, Muntu-Lumière, La gazelle, Le Cénacle, Burundi Sport Magazine, La Sentence, L' Avenir, L'arc-en-ciel, Le Patriote, Le Ténor, La Nation, Net Press, Zoom-Net, ABP, Le Pélican, Kirimba,..

Même si les colonisateurs n'ont rien fait pour développer la presse au Burundi, il faut reconnaître qu'en période d'indépendance, il n'y a pas eu plus d'imagination dans ce domaine. Depuis l'indépendance jusqu'en 1966, il n'y a pas eu de véritable politique de l'information. Les actions entreprises étaient

d'une incohérence déconcertante; elles étaient sporadiques. Pourtant, on ne le dira pas assez, l'information écrite ou parlée peut jouer un rôle très important dans le processus de développement économique, social et culturel. La volonté du nouveau gouvernement de démocratisation scolaire par accès rapide et gratuit de toute la jeunesse burundaise à l'école primaire, justifie aussi la démocratisation culturelle pour faire bénéficier au plus grand nombre de la population les bienfaits de la lecture.

2. Nouveaux médias

> *« Les télécommunications sont l'un des constituants des moyens efficaces de désenclavement et de développement régionaux ou internationaux, elles renforcent tant à l'intérieur d'un pays qu'à l'extérieur les échanges entre les hommes de même que les Etats, dans le but d'offrir à chaque être humain des horizons plus vastes ».*[73]

Hier, c'était le tambour, le souffleur de corne et le crieur public; pendant la période coloniale, la presse écrite commence; et aujourd'hui, le Burundi entre dans les Nouvelles Technologies d' Information et de Communication (NTIC).

Introduction des moyens de communication au Burundi

L'introduction des moyens de communication au Burundi date des premières arrivées des troupes allemandes dans les pays des Grands-Lacs. Lors de la célébration de la huitième journée internationale des télécommunications, dans son discours, le ministre de l'époque ayant dans ses attributions les communications et l'aéronautique disait que:

> *« Le premier émetteur de radio-télégraphie a été installé à Bujumbura vers1898. Le service était assuré par les troupes allemandes et correspondait avec les cercles de Karema, Ujiji et Kigoma ».*[74]

Lors de l'arrivée des unités belges, le Ruanda-Urundi ne disposait que d'un poste de TSF (Télégraphie Sans Fil) émettant sur une longueur d'ondes de 2000 mètres de fréquence. Ce poste fonctionnait à Bujumbura en liaison avec un autre installé à Kigoma et aucune liaison télégraphique n'existait avec l'intérieur des deux territoires.

---

[73] Le Renouveau du Burundi n° 1441 du 27 janvier 1984, p.1.

[74] Discours du Ministre des communications et de l'Aéronautique à l'occasion de la 8è Journée Internationale des Télécommunications, Bujumbura le 17 mai 1970, Cité par NDAYISHIMIYE Audace, Le téléphone au Burundi, Bujumbura, UB, ECOJO, 62 p

En 1930, Bujumbura fut relié par ligne télégraphique à Uvira et Kalundu (actuelle RDC), puis en 1932, Bujumbura fut doté d'un émetteur d'une puissance de 300 watts. Le programme de 1950 prévoyait l'installation des stations TSF dans les localités de Bururi, Gitega, Muyinga et l'installation d'un réseau téléphonique automatique à Bujumbura (C'est dire que l'abonné ou le client appelle directement à partir de son poste téléphonique le correspondant qu'elle désire).

L'année 1969 marque le début de la modernisation des moyens de télécommunication. Depuis cette date, le pays dispose déjà d'un réseau moderne automatique de téléphone desservant tous les chefs-lieux des provinces à l'exception de Karuzi. Depuis le mois de septembre 1973, le Burundi travaillait en semi-automatique avec tous les pays étrangers via Bruxelles et Paris. En date du 28 novembre 1984, le Burundi a travaillé pour la première fois en automatique avec tout l'étranger.

a. Situation du téléphone au Burundi

Par le Décret Présidentiel no 100/146 du 8/11/1979, un Office National des Télécommunications (ONATEL) avec siège à Bujumbura a été créé. Il a pour objet l'administration des moyens de communication télégraphique, téléphonique et télex, leur exploitation rationnelle en conformité des règlements internes et des conventions internationales en la matière.

1°. Le téléphone dans la ville de Bujumbura

Il y a actuellement dans la ville de Bujumbura un réseau des télécommunications qui s'étend sur tout le centre urbain et ses alentours. En 1984, on a construit à Bujumbura un centre de transit national et international des télécommunications qui permet de faire de l'automatisme du téléphone et du téléx au niveau international qui est fonctionnel depuis le mois de novembre 1984.

L'abonnement au réseau téléphonique à Bujumbura est accordé à toute personne qui le demande. Cependant, en dépit de l'installation d'un grand central téléphonique qui avait donné l'espoir au grand public de Bujumbura, les raccordements téléphoniques à domicile ont été considérablement diminué en faveur de ceux qui ont le but commercial.

Dans les services gouvernementaux, des postes téléphoniques sont mis à la disposition des fonctionnaires. La ville de Bujumbura est la plus favorisée par rapport aux autres régions quant au nombre des téléphones installés. Cela se comprend aisément de par le fait que c'est la capitale du pays et en même temps

la première grande ville du pays. C'est là aussi où se concentrent les activités commerciales et politiques du pays.

2°. Le téléphone international au Burundi

Les communications téléphoniques internationales sont possibles au Burundi depuis 1960. Elles sont rendues plus efficaces par la station terrienne de Kabondo en marche depuis le 3/12/1980. A partir de 28/11/1984, date du début du fonctionnement du centre de transit international, le service téléphonique international du Burundi est devenu automatique pour 15 pays étrangers.

3° Le téléphone et le public

Dans le monde actuel, le téléphone est un instrument privilégié de communication. On le considère comme l'une des nombreuses merveilleuses de la science. Il est très utilisé dans les pays développés qui lui consacrent une place importante dans leurs investissements. Dans les pays en voie de développement,le téléphone n'y est pas du tout absent. Il permet à partir du Burundi d'atteindre n'importe quel correspondant du monde entier, grâce spécialement à la station terrienne de Kabondo.

Les bienfaits du téléphone sont très nombreux. Pour les uns et pour les autres, le téléphone permet les échanges d'informations, facilite le travail, rapproche l'administration et les amis, contribue au développement des échanges commerciaux, supprime l'enclavement du milieu rural, remplace les déplacements et réduit à la fois les distances et les frais de transport, rend les communications rapides, aide beaucoup les chargés de la sécurité publique, économise du temps,...

4° Impact économique et social

Généralement, l'expansion économique d'un pays est à mettre en rapport avec l'existence d'un réseau téléphonique approprié, rapide et sûr. Les moyens des télécommunications par excellence sont un service qui entretient en tout lieu et en tout temps des contacts directs et permanents entre les usagers. Ils interviennent dans la vie administrative, politique, économique et sociale d'une nation. Ils apportent une contribution importante dans le domaine de la sécurité publique, de la navigation maritime et aérienne ainsi que dans les transports terrestres.

> *« Le souci primordial des télécommunications réside dans la recherche de la satisfaction de chaque personne désireuse d'acquérir et d'utiliser le téléphone. Il réside aussi dans le devoir d'assurer à la*

> *clientèle le maximum de profit que le téléphone est appelé à lui procurer ainsi que d'assurer les communications d'une façon permanente avec la qualité requise, à tout abonné ».*[75]

A notre époque, il est généralement reconnu que le téléphone efficace et bien structuré constitue l'un des fondements nécessaires de toute vie et de toute économie moderne. En effet; il existe des liens très étroits entre le domaine des télécommunications et celui d'information, des affaires, de la politique, etc. Des exemples ne manquent pas:

-Un journaliste qui assiste à un événement important loin de son pays, peut le commenter à toute la population de son pays au moment même où il se déroule;
-Les communications téléphoniques internationales sont aussi avantageuses aussi bien pour les hommes d'affaires que pour les diplomates;
-La rentabilité économique et sociale des services des télécommunications ne semble être en pays en voie de développement supérieure à celle des investissements dans d'autres catégories d'infrastructures publiques, tels que les réseaux routiers, la production d'énergie, la production agricole, les systèmes d'irrigation ou les services de santé?

> *« La rentabilité n'est pas le seul critère déterminant les priorités entre les projets de développement. Les priorités nationales en matière de développement économique et social sont aussi influencées dans une large mesure par des considérations d'ordre politique, des traditions culturelles et des valeurs sociales ».*[76]

Il est beaucoup plus rapide et plus économique d'appeler une personne au téléphone que d'entreprendre un voyage pour la rencontrer.

b. Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC)

Le Burundi est déjà entré dans l'utilisation des NTIC il y a quelques années. La ville de Bujumbura à elle seule détient la quasi totalité de ces dernières utilisées dans tout le pays. Il s'agit des machines capables d'assurer plusieurs services à la fois.

Tous ceux qui possèdent une sensibilité historique auront bien perçu les formidables perspectives qu'implique la révolution de l'information dans l'histoire de l'humanité. Le monde n'est déjà plus tout à fait le même depuis

---

[75] Extrait du discours du Ministre burundais des communications et de l'aéronautique, à l'occasion de la 8è Journée Mondiale des Télécommunications, le 17/5/1976.
[76] Les télécommunications au service du développement, Paris, UIT, juin 1983, p.32.

l'avènement d'Internet. A l'origine, on ne pensait pourtant pas qu'une telle utilisation put être possible.

> *« Internet ou le Net, disant GREGORY Destouches, est en effet une création des militaires américains qui, craignant une attaque nucléaire stratégique des soviétiques, ont incité les scientifiques à créer un réseau de communication qui permettait de transmettre les ordres de tir, et ce, même si une partie du réseau de communication avait été détruite par une première frappe ennemie ».*[77]

Ensuite, réservé à l'origine aux universités, l'accès à l'Internet n'a été ouvert au grand public qu'à partir de 1994. Depuis lors, Internet connaît un engouement sur le plan mondial: en 1996, près de 40 millions de personnes issues de plus de 100 pays avaient déjà accès à Internet et leur nombre devait atteindre les 180/200 millions en l'an 2000.

Aujourd'hui, on peut donc communiquer via Internet depuis n'importe quel point de la planète vers n'importe quel autre, à condition d'être relié au réseau. Il suffit pour cela d'un ordinateur et d'un modem (modulateur qui permet de se connecter au réseau).

Les services Internet

Les services offerts par le réseau Internet deviennent de plus en plus multiples. L'on n'a jamais terminé les découvertes sur Internet. Le terme Internet qui connaît un grand succès médiatique, recouvre une réalité multiforme. Internet permet de faire des quantités des choses car c'est un réseau des télécommunications. Abordant dans le même sens nous disent Thierry et André;

> *« Comme une bouteille et un contenant, Internet comme réseau, sert de véhicule à de nombreux services. La dyarchie "réseau/service" est d'ailleurs fondamentale dans les télécommunications ».*[78]

L'on signalera de passage qu'on n'utilise pas Internet, mais les services d'Internet.
Ainsi, d'après toujours les mêmes auteurs, les principaux services qu'offre l'Internet sont :[79]

---

[77] GREGORY (D), *Menace sur Internet. Des groupes subversifs et terroristes sur le Net*, Paris, Michalon,1999, p.84.
[78] THIERRY (A.C.) et ANDRE(B.), *Internet et la loi*, Mercuès, Publi-offset, 1996, p66.
[79] Idem.

- La prise de contrôle à distance ou la TelNet; C'est la « téléinformatique » qui permet à des terminaux situés à distance de se connecter sur un ordinateur central et d'opérer des traitements informatiques sur le site informatique.

- Le téléchargement de fichiers ou F.T.P. (File Transfer Protocole) qui consiste en la mise à libre disposition du public du maximum d'informations, contenues dans des fichiers informatiques dispersés dans le monde entier. Pour l'utilisateur courant, l'accès à l'information consiste pour lui à la télédécharger du site sur lequel elle se trouve

- La recherche et l'accès à l'information multimédia ou le Web: C'est le mode le plus moderne du téléchargement de fichiers. Il avait été conçu pour des besoins internes au Centre Européen de Recherche Nucléaire (CERN) de Genève et servait à l'origine pour la transmission de fichiers sous une forme plus agréable et plus pratique de F.T.P.

- L'expression collective ou les newsgroups: C'est un service qui rend possible l'utilisation d'Internet pour collecter et distribuer à demande, des collections d'informations. Chaque newsgroup sur Internet est consacré à un thème ou à un concept. Toute personne intéressée s'inscrit au groupe. Elle pourra lire des contributions des autres abonnés ou envoyer ses propres contributions, classiquement sous forme de texte, mais d'autres sont possibles, graphiques par exemple. Les newsgroups sont un moyen important de dissémination d'une information collective. Ainsi, ils sont relayés dans divers sites informatiques dans le monde, les sites miroirs.

- La messagerie électronique ou l' e-mail est un service qui vise à l'échange de correspondances entre les utilisateurs. Il s'agit d'un nouveau moyen de correspondance privée qui peut venir se substituer efficacement aux lettres transmises par la poste. L'utilisation de l'informatique et des réseaux de télécommunication lui apportent de nombreux avantages, largement exposés dans les ouvrages de vulgarisation.

- Le dialogue en direct ou IRC: forme proche de l'e-mail, Internet Relay Chat permet le dialogue en direct quoique par écrit. Plusieurs personnes peuvent dialoguer en même temps sur un canal réservé à un thème de discussion. Les déclarations de chacun sont affichées sur les écrans de l'ensemble des participants précédées de leurs noms.

- Le téléphone et la vidéo-conférence: il est possible de téléphoner grâce au support d'Internet et cela suppose que l'utilisateur dispose d'une carte sonore, d'un microphone et d'écouteurs ainsi que d'un logiciel spécialisé.

C'est ce logiciel qui fait la spécificité de l'application. La vidéo-conférence, c'est à dire le téléphone et l'image. Elle a fait ses premiers pas sur Internet grâce à un logiciel spécialisé, Cu-See-Me. Cette application nécessite également un équipement spécialisé comportant une caméra.

- La radio sur Internet: Internet peut dans certaines conditions relayer la radiodiffusion. En fait, la radio sur internet est le fait de certains opérateurs de radiodiffusion qui mettent à la disposition de tous sur le site Web des extraits de leur programme et le dernier bulletin d'information.

Le Burundi s'est mis à l'heure des NTIC. Aujourd'hui, le pays dispose de fournisseurs d'accès à l'Internet notamment CBINET (Centre Burundais d' Internet) qui fonctionne depuis 1996, USAN (United State African Network) agréé en juillet 2001, le Speed net depuis mai 2001, l'ONATEL (Office National des Télécommunications) qui procède parallèlement au développement de la téléphonie rurale ainsi que UCOM (ex-Télécel Burundi) qui vient de se lancer aussi dans la distribution des réseaux d'Internet.

Ainsi, des Cybercafés poussent comme des champignons à Bujumbura ainsi que d'autres services avec des réseaux d'Internet. Cependant, le prix exorbitant du matériel informatique handicape lourdement le développement de ce nouveau secteur.

Par ailleurs, la téléphonie mobile se développe à grande allure. Les téléphones mobiles se multiplient, assurant de la sorte l'installation du Burundi dans la mondialisation. On note parallèlement un renforcement réel de système de téléphonie rurale et tout cela concourt au changement culturel du pays et surtout de la société. Cela montre aussi que le pays commence à se rendre compte de l'importance capitale des NTIC dans le domaine des industries.

La presse se fait aussi écho de ces évolutions, si bien que pas une semaine ne passe sans que les média ne nous vantent les perspectives nouvelles dans le domaine du commerce, des loisirs... bref, c'est tout notre mode de vie qui pourrait bénéficier de ces changements.

c. L'exploitation du filon culturel comme conséquence de l'expansion médiatique

Les multinationales de la communication, qui disposent aujourd'hui, grâce à l'Internet, de réseaux couvrant la planète entière, sont à l'affût des ressources culturelles des diverses régions du monde pour pouvoir les exploiter et les revendre sous forme de marchandises culturelles et de biens de consommation destinés à l'industrie de loisir.

Dans la nouvelle économie, le consommateur est de plus en plus un consommateur de culture; et la culture est de plus en plus une marchandise. Il n'est guère de meilleure illustration de cette tendance que la vogue du « marketing événementiel ». Un nombre croissant d'entreprises dans le secteur privé associe leurs marques, leurs produits et leurs services à toutes sortes d'événements culturels de masse en assumant parfois même directement la gestion. L'exemple fréquent serait celui des noms des célèbres joueurs ou des nouvelles vedettes de musique que les entreprises gravent sur habits afin d'attirer la clientèle des grands amateurs des ces événement. Pour clore à ce point, et comme le signale le Professeur E. MWOROHA,

> *« Il est un lieu commun de rappeler que les média (cinéma, télévision, radio, presse écrite, etc.) constituent des supports naturels du développement culturel».*[80]

Cependant, dans ce secteur, le Burundi accuse un retard réel dans leur croissance à tel enseigne qu'il doit se doter d'une politique publique substantielle pour y remédier.

En conclusion, le développement de la ville de Bujumbura au cours du XX^{ème} siècle s'est accompagné de l'émergence d'infrastructures culturelles qui ont servi à introduire la modernité au sein de la population. Il s'agit notamment de la multiplication d'infrastructures scolaires, des centres culturels et centres socio-éducatifs de façon générale. Bujumbura s'avère un centre important de loisirs et de distractions moderne avec la pratique de la danse, la diffusion d'une culture sportive variée, la naissance de nouveaux lieux d'expressions culturelle avec le Musée ou le Palais des arts ainsi que l'irruption des facteurs de diffusion culturelle de première importance comme la radio et la télévision sans oublier les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication.

---

[80] MWOROHA, (E.), *Projet de politique culturelle du Burundi*, Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, Bujumbura, p.88.

CHAP III. EVOLUTION DES MENTALITES, CROYANCES RELIGIEUSES ET DYNAMISMES CULTURELS

Ce milieu particulier qu'est la ville a ses moeurs, qui s'inspirent souvent de celles des européens et d'autres habitants originaires du reste du monde, avec lesquels il se trouve en contact permanent par différentes voies notamment rapports quotidiens, école, radio, cinéma, affiches, articles de journaux, etc., mais ne constituent jamais des imitations tout à fait serviles à la manière des étrangers.

Celles-ci sont réinterprétées à la lumière des valeurs africaines traditionnelles, qui suscitent à leur tour des innovations propres aux milieux urbains du continent. La ville a ses modes vestimentaires, son langage, ses associations particulières, ses valeurs, où l'argent tient souvent une place essentielle.

La vie urbaine se manifeste aussi par des métamorphoses d'ordre psychologique qui s'opèrent chez le citadin, des changements dans les modes de vie, de penser, de s'habiller, etc., qui ne sont pas du tout négligeables et qui traduisent son adaptation à la vie urbaine. BARDET le montre par ces quelques phrases:

> *« Les bâtisses ne font pas la cité. La répartition des groupes locaux, les lieux de réunion, leur isolement ou leur coopération ont une action autrement utile sur la vie urbaine que des projets de lotissement ou d'égout. »*[81]

Nous allons essayer de pénétrer les changements de mentalités observables dans l'évolution de la ville de Bujumbura, y compris le phénomène de réappropriation des pratiques culturelles relevant du patrimoine culturel traditionnel.

[81] BARDET (G.), *L'urbanisme*, Q.S.J. n° 187, Paris, P.U.F.,1959, p.60.

A. Evolution des mentalités en rapport avec l'implantation des nouvelles religions

1. La pénétration de la civilisation chrétienne et « l'évaporation » du culte de Kiranga

Les missionnaires blancs arrivèrent alors peu avant les colonisateurs pour en quelque sorte préparer le terrain, mais la véritable christianisation avec un important réseau de missions, n'intervient qu'avec la période de la pleine colonisation.

a. Missions catholiques

Les premiers essais de pénétration furent tentés sur les bords du lac Tanganyika à Rumonge (1879-1881) et en Uzige (1884 et en 1891). Devant l'hostilité de certains chefs et celle des arabes et waswahili venus d'Ujiji, il fut décidé d'aborder le pays par l'est.

Cette réorientation coïncida avec la création en 1895 du vicariat apostolique de l'Unyanyembe dont le centre était à Ushirombo (en pays Nyamwezi). En septembre 1896, les Révérends Pères Van Der Burgt et Van Der Biessen s'établirent à Gatara sur la rive orientale de la Ruvubu, mais effrayés par les rumeurs d'attaque, ils s'enfuirent après quelques semaines jusqu'à Ujiji. De là, ils repartirent en Uzige, non loin du nouveau poste allemand. Mais en janvier 1898, le Père Van Der Burgt resté seul après le décès de son confrère, et désavoué par son évêque François Gerboin, ferma sa mission de Saint Antoine de l' Uzige.

Pour faciliter l'implantation du christianisme au Burundi, le Cardinal Lavigerie donne des recommandations à ses missionnaires selon lesquelles il fallait s'associer aux chefs dans leurs missions:

> *«Dans une société violente subdivisée en une multitude de tribus qui vivent à l'état patriarcal, ce qui importe surtout c'est de gagner l'esprit des chefs. On s'y attachera donc d'une manière spéciale sachant qu'en gagnant un seul chef, on fera plus pour l'avancement de la mission qu'en gagnant isolement des centaines de pauvres noirs. Une fois les chefs convertis, ils entraîneront tout le reste après eux. La vraie manière de gagner les chefs consistera surtout à leur manifester de la confiance à prendre au sérieux leur pouvoir, à leur faire quelques cadeaux qui pourront leur être plus agréables, et les premiers rapports établis, à leur faire goûter peu à peu la doctrine chrétienne. On n'omettra pas de leur faire observer que cette doctrine*

est tout à fait favorable à leur pou voir, puisqu'elle enseigne qu'ils sont les véritables représentants de Dieu sur la terre au point de vue temporel».[82]

b. Le protestantisme

Une société missionnaire allemande baptisée « mission protestante de Neukirchen », fut créée en 1882 et installée sur la côte nord du Kenya depuis 1887. Elle décida alors d'évangéliser le Burundi à partir des années 1910. C'est ainsi que les premiers missionnaires arrivèrent en mars 1911. Ils fondèrent en premier lieu deux postes chez Kirima, à Rubura et à Kogabami.[83]

Les fondations continuèrent à se multiplier entre 1912 et 1914. Ce fut le cas de Banga, Kibimba et Muyebe. Le Résident Schimmer (1914-1915) envisagea en 1914 de diviser le Burundi entre deux confessions existantes: les protestants à l'ouest, les catholiques à l'est et au centre. Quand la guerre éclata, seule la mission de Rubura avait déjà commencé à fonctionner. Néanmoins aucun baptême n'avait encore était donné. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que les églises protestantes connurent leur expansion.

Dans la ville de Bujumbura, les églises protestantes constituent le second grand groupe de chrétiens. Aussi leur poids devient de plus en plus fort autant que celui de l'église catholique. Tout comme les catholiques, les protestants associent à leur action pastorale des réalisations dans le domaine social, scolaire et sanitaire.

Les plus importantes des églises connues à Bujumbura sont:
- L'église pentêcotiste fondée aux Etats-Unis d'Amérique et développée dès 1905, implantée au Burundi en 1935;
- L'église adventiste du septième jour fondée aux Etats-Unis d'Amérique dès 1831 et implantée au Burundi dès 1936;
- L'église protestante épiscopale implantée au Burundi en 1935; -L'église évangélique mondiale, implantée au Burundi en 1944;
- L'église vivante de création récente, etc.

D'autres églises protestantes d'inspiration luthérienne se multiplient de plus en plus à Bujumbura. Les principales sont l'Eglise Libre Méthodiste, L'Eglise Evangélique du Burundi, l'Union des Baptistes du Burundi, Fraternité Evangélique du Christ. On peut signaler l'Eglise orthodoxe qui s'adresse essentiellement à la population hellénique.

---

[82] Instructions du Cardinal Lavigerie, pp.21-22 cité par GAHAMA (J.); *Le Burundi sous l' administration belge* p.226.

[83] Atlas du Burundi.

c. Implantation de la culture islamique sur les bords du lac Tanganyika

L'Islam est la religion la plus ancienne dans la région de Bujumbura. Son introduction remonte à l'époque des esclavagistes et commerçants zanzibarites. En effet, Muhammed bin Khalfan el Baruani dit Rumaliza attaqua le nord de l'Uzige en 1886 et monta jusqu'aux montagnes de la Kibira. En dépit de l'utilisation des armes à feu contre les lances et les flèches des burundais, son entreprise se solda par un échec, ce qui le contraignit à rester sur les rives du lac. Sa diffusion suivait les activités commerciales, notamment les échanges en rapport avec le commerce d'huile de palme, du sel et des perles.

Même si les musulmans sont arrivés à Bujumbura avant les missionnaires catholiques, on notera une hostilité fondamentale de leur part. Ils disaient:

> *«Vous priez d'une façon et nous d'une autre; c'est bien, Dieu arrangera cela».*[84]

Par contre, à l'arrivée des Belges, les militaires durent chasser les esclavagistes musulmans non sans avoir opposé une forte résistance. Ils ne voulaient même pas que l'action commerçante arabe persiste de peur que l'ouverture à cette dernière ne facilite la diffusion de leur religion. Pour la combattre plusieurs prétextes furent à jour:

> *«Le Père Van der Burgt, un des fondateurs des premières missions burundaises, considéraient volontiers que l'Islam, le commerce, la polygamie et le syphilis allaient de pair».*[85]

Au Burundi, les musulmans se divisent en quatre groupes: les Ismaëliens surtout les pakistanais, les Sunnites, les Chiites et les Ibadhi venus surtout d'Oman. Les musulmans se recrutaient surtout parmi les commerçants étrangers d'origine arabe et pakistanaise, mais aussi parmi des burundais et des tanzaniens regroupés pour cette appartenance à l'Islam sous le vocable des «Baswahili».

En plus de ces religions ci-haut citées, il existe à nos jours à Bujumbura une prolifération des églises surtout protestantes d'inspiration luthérienne. Les unes sont agréées, les autres le sont en cours. Néanmoins, il en existe d'autres qui échappent jusqu' aujourd'hui au contrôle de l'autorité compétente.

---

[84] DELAMAY (H.), 15-9-1988, Cité par MARISSAL, (J.), Op. Cit. p. 289.

[85] CHRETIEN (J.P.), «La fermeture du Burundi et du Rwanda aux commerçants de l'extérieur (1905-1906), une décision de l' administration coloniale allemande», in *Entreprises et entrepreneurs en Afrique XIX^ème siècle et XX^ème siècle,* 1983, p.35, cité par GAKUMBA (Cl.), p.7.

Aujourd'hui, la multiplication des mosquées, la construction des églises catholiques et protestantes dans tous les coins de la ville de Bujumbura ainsi que la prolifération des sectes qui échappent même quelquefois au contrôle de l'autorité administrative, témoignent de cette fin du règne des croyances traditionnelles même s'il y a toujours des pratiquants qui n'osent pas l'assumer publiquement.

2. L'éradication en ville des pratiques de « Kubandwa »

Le fait religieux dans la ville de Bujumbura s'inscrit dans le prolongement de la société traditionnelle qui dégageait, parmi de multiples divinités secondaires, un Dieu unique et transcendant, Imana. Signalons en effet qu'il y avait un intermédiaire entre les hommes et Dieu l'Imana qu'était Kiranga. Comme partout en Afrique, parler de religion traditionnelle dans la ville de Bujumbura à l'époque précoloniale revient à l'inventaire des pratiques et croyances religieuses des anciens Barundi. Rappelons que Kiranga aussi s'intéressait à des activités tout à fait pratiques telles que faire pousser les récoltes, faire tomber la pluie, assurer l'abondance du gibier, préserver les gens des maladies, assurer leur fécondité, garantir la victoire à la guerre, etc. Tout change avec l'arrivée des Pères Blancs qui introduit un nouveau modèle religieux.

Comme partout ailleurs au Burundi, la région de Bujumbura pratiquait jadis le rite de Kubandwa avant l'introduction des religions européennes. Nos ancêtres croyaient en Imâna/Dieu. Celui-ci se faisait connaître par des symboles bien capables d'établir une interrelation avec Lui. Mais aujourd'hui, ces symboles semblent être condamnés comme l'a constaté Bernard ZUURE:

> *« Et n'est-ce pas de notre faute à nous si la tradition a été brisée? Imâna fut condamné sans appel et remplacé d'office par un Dieu exotique: Mungu. »*[86]

La condamnation de ce Dieu, de ses symboles et pratiques était inévitable car contraire à l'ordre de l'occupant et sa religion. Au moment où les missionnaires prêchaient la parole de Dieu en plein air et ce pendant la journée, les rites de Kubandwa se déroulaient pendant la nuit et ne concernaient que les adultes. Les comportements qu'affichaient les participants étaient immoraux selon P. COLLE:

> *« Tout le monde est nu, sauf les femmes mariées, car ce serait pour elles un cas de divorce. »*[87]

---

[86] ZUURE (B.), *Croyances et pratiques religieuses des Barundi, Bruxelles*, Ed de l'Essorial, 1929, p.5.
[87] COLLE (P.), Essai de monographie des Bashi; Bukavu, Plyc, 1937, p.202.

KASHAMURA ajoute que:

> *« Durant ces cérémonies, ceux qui y participent sont considérés comme des possédés, dépouillés de toute responsabilité personnelle. Ils peuvent prononcer des paroles inconsidérées, injurier leurs parents ou leurs supérieurs, sans que personne ne songe à leur en demander compte une fois la cérémonie terminée. »*[88]

3. Prestige social et polygamie en milieu islamisé

Le mot polygamie englobe le fait qu'un homme ait plus d'une femme (la polygynie) et l'association d'une femme avec plusieurs maris (la polyandrie).Le Burundi n'a jamais connu la grande polygamie également appelée polygamie de harem, pratiquée par les classes dirigeantes de certaines sociétés d'Afrique centrale. Les Barundi de l'époque coloniale n'admettaient que la petite polygamie dans le cadre de laquelle la dignité de chacune des co-épouses est assurée par la possession d'un domaine agricole géographiquement distinct. Les polygames Barundi les mieux pourvus étaient les bami. La tradition accorde onze épouses connues à NTARE RUGAMBA et autant à son fils MWEZI GISABO. Mais de tels cas étaient exceptionnels, les princes baganwa les plus prestigieux n'en dépassaient pas cinq ou six et la majorité des polygames étaient simplement bigames. Au reste, la plupart des Barundi élisaient la monogamie par la nécessité économique, la polygamie exigeant un niveau assez élevé des ressources.

Dans la ville de Bujumbura comme partout dans d'autres villes du pays, les conversions au christianisme et à l'islam se sont accompagnées de divers changements de mentalités. Au moment où les convertis au christianisme cessaient d'accentuer quelques pratiques telle la polygamie, ceux de l'islam se préoccupaient plutôt d'en légaliser. L'adepte de cette religion peut s'unir à plus d'une femme lorsque les conditions posées par la religion sont satisfaites.

Les riches sont dans la catégorie où l'on trouve beaucoup de polygames car il arrive que des transformations économiques modifient la structure sociale comme le suggère Eugène A. Nida:

> *« Avant que les Athapascans du nord du Canada ne possèdent des armes à feu, ils pratiquaient souvent la polyandrie(...)Le climat était trop dur pour les femmes et le gibier trop peu abondant pour qu'un homme puisse faire vivre une épouse et une famille. Cependant, depuis l'arrivée du fusil et la demande presque illimitée des fourrures que les*

[88] KASHAMURA (A.), *Famille, sexualité et culture*, Paris, Payot, 1973, p.62.

> *femmes préparent afin qu'elles soient vendues aux compagnies commerciales, les hommes ont eu un intérêt à avoir plusieurs épouses.* »[89]

Néanmoins, s'allier à plus d'une femme ne signifie pas avoir beaucoup de richesses chez les musulmans car, d'après les révélations de Monsieur NZEYIMANA Juma, les femmes musulmanes ne sont pas trop exigeantes et participent beaucoup dans la recherche des besoins matériels de la famille:

> *« Nous ne rencontrons pas souvent des problèmes pour nourrir nos familles. Nous donnons un petit capital à nos femmes car la plupart n'ont pas fréquenté l'école. Elles font un petit commerce de fruit, de légumes, et de farine de manioc surtout. Le bénéfice sert de ration journalière, et quand il y a déficit, nous ajoutons une petite somme pour combler le vide.* »[90]

L'on comprendra la raison pour laquelle on trouve souvent devant les parcelles des quartiers à prédominance musulmane les étalages ou les tables qui contiennent quelques articles de produits alimentaires surtout. Il ajoute en outre que:

> *« Pour les hommes qui sont capables de donner à leurs épouses un grand capital, ces dernières assurent tout et l'homme se charge de payer le loyer si c'est nécessaire. Il n'intervient que pendant les fêtes religieuses et en cas de maladie ou si les affaires de leurs femmes ne marchent plus bien.* »[91]

La plupart des musulmans considèrent que être polygame donne le prestige à la première femme et accorde la liberté aux autres femmes, dans la mesure où ces autres femmes doivent se soumettre à la première:

> *« Contrairement à une conception très répandue,* dit MERLE, *en effet, la polygamie favorise souvent davantage l'indépendance de la femme qu'elle ne la réduit à l'état d'esclave. Beaucoup des femmes qui ont des maris riches, préfèrent avoir des co-épouses, parce que cela rehausse le prestige, le "standing" de leur époux, et elles en bénéficient, parce qu'elles se trouvent ainsi déchargées de nombreuses tâches, libérées d'un contrôle trop constant de l'époux, ou bien parce*

---

[89] NIDA (E.A.), *Coutumes et cultures*, Genève, Ed.G.M., 1978, p.21.
[90] NZEYIMANA Juma, Enquête personnelle du 18 janvier 2007.
[91] NZEYIMANA Juma, Op cit.

qu'il faut bien épouser un homme polygame si l'on veut jouir d'un certain confort ».[92]

Ce sont en effet les hommes riches qui peuvent le mieux satisfaire les désirs de leurs épouses, en leur offrant de vêtements ou de parures coûteuses, une main d'oeuvre pour les aider, etc. Or, tout musulman riche veut avoir plusieurs femmes. Plus le niveau de vie augmente, plus la polygamie s'accroît.

Même si la colonisation avait essayé de décourager la polygamie par le payement d'impôt supplémentaire aux polygames, la pratique polygamique sera pénalisée par le décret loi n°1/6 du 4 avril 1981 portant réforme du code pénal qui est entré en vigueur le 1er mai 1981. Son article 366 sanctionne la polygamie en ces termes:

« Quiconque étant engagé dans les liens du mariage en aura contracté un ou plusieurs autres avant la dissolution du précédent, sera puni du chef de polygamie ou de polyandrie, d'une amende de 2000 à 10000 F.
« En aucun cas,le conjoint dans une telle union ne peut être considéré comme une personne à charge,au sens de la législation fiscale,sociale ou administrative. »[93]

Cette disposition offre d'incontestables mérites. Pour la première fois dans l'histoire du droit burundais, la polygamie est érigée en infraction pénale pour les habitants du pays, sans distinction fondée sur le statut du personnel, alors qu'auparavant les seuls polygames passibles de sanctions étaient les étrangers mariés selon le droit écrit, les barundi immatriculés de droit civil ou mariés conformément au Code des Personnes et de la Famille (CPF) (Décret du 5 juillet 1948). On notera également que la polyandrie qui jusqu'alors échappait à toute disposition répressive se trouvait désormais sanctionnée.

B. Transformations des « sociabilités » et évolution des moeurs

1. Entre solidarité et individualisme

a. Inflexion des « sociabilités » en milieu rural et urbain

Le contact de la ville par des ruraux entraînent le bouleversement de certaines relations sociales telles la solidarité entre individu, entraide, relations entre parents-enfants, etc. La vie du Burundi précolonial était réglementée par une série d'échanges sociaux. Parmi les plus importants on peut citer :

- les liens fondés sur le mariage ;

[92] MERLE (M.),dir, L'Afrique noire contemporaine, Paris, Armand Colin, 1972, p.219.
[93] Le Renouveau du Burundi, n° 75 du 21 juillet 1981, p.3.

- les liens fondés sur le voisinage qui consistaient soit en échange des cadeaux lors des fêtes, soit en invitation à venir boire de la bière ;
- la réciprocité dans l'exécution des travaux agricoles en commun (ikibiri).

Ces relations subiront des bouleversements suite à l'introduction de la monnaie. Néanmoins, l'effet de la ville sera plus grand puisqu'elle est le lieu de l'individualisme par excellence. Il conduira les gens à faire cultiver leurs champs en donnant de l'argent. Déjà, la production des champs allait s'évaluer en monnaie suite à la demande de la ville.

L'entraide entre individus diminuera progressivement. Jadis, on pouvait demander à quelqu'un de l'aide dans le transport d'une charge surtout aux enfants. Actuellement, c'est peut être possible ailleurs qu'en ville et ses alentours. Les porteurs de charge en ville donnaient l'image que tout service doit être rémunéré.

Un autre effet induit se produira au niveau de l'invitation collective à venir boire de la bière. Sauf à l'occasion des fêtes, les invitations se réduiront puisque cette bière devait être considérée en fonction de la nouvelle valeur, la monnaie. Même à l'occasion des fêtes, les intrus vont se réduire de plus en plus. On ne participe pas à une fête de son voisin si on n'est pas invité alors que dans la campagne il suffit d'être au courant de la fête pour venir y prendre part. En milieu rural, tous les habitants d'une colline viennent s'associer aux membres de la famille qui fait la fête. Ceci paraît moins marqué en milieu urbain et ses environs immédiats.

Néanmoins, des solidarités se développent aussi en ville. C'est la participation à l'organisation des fêtes en payant des contributions en argent, lors des fêtes de mariage des amis et membres de familles, les levées de deuil partielles ou définitives qui drainent énormément le monde à l'occasion des ces cérémonies. Cela témoigne de l'attachement des barundi même en ville aux valeurs de solidarité traditionnelles.

b. Profondes transformations des pratiques matrimoniales

Les relations entre parents et enfants ne seront pas épargnées par les changements qu'a causés l'évolution de la ville de Bujumbura. Avant l'arrivée des blancs, se marier exigeait beaucoup plus qu'une simple publication de bans. Ce pourra être une affaire longue et compliquée dans laquelle ni l'époux, ni l'épouse n'avait rien à dire. La tradition voulait que ce soient les parents qui prennent toutes les décisions concernant le choix des époux, la dot ainsi que la date des noces. Ni l'un ni l'autre des deux principaux intéressés n'étaient consultés.

En effet, le père du garçon confiait la mission aux autres sages de son âge « abaranzi », celle de lui chercher une fille qui a atteint l'âge de se marier, fille d'une bonne famille et riche. La richesse se mesurait par le nombre important de vaches en premier lieu et l'étendue de la propriété foncière en second lieu. Après s'être informé, le père du prétendant commençait à aller rendre visite à la famille de la fille. Satisfait des conditions qu'il avait exigées, il s'entendait avec la famille de cette dernière afin de conclure un contrat quelconque. Le mariage se caractérisait par trois aspects :

- il s'agit d'un contrat entre deux familles ;
- la famille du mari verse une dot à celle de la femme ou, parfois il y avait échange de cadeaux ;
- la femme avait un statut légal inférieur.[94]

Lors du versement de la dot, le père du garçon était accompagné par quelques membres de sa famille. Néanmoins, ni le garçon prétendant, ni sa fiancée, personne ne pouvait être présente à cette fête. Jusqu'au jour même du mariage, ni le garçon, ni la fille, personne ne pouvait connaître son partenaire. Le grand jour arrivé, la fille était accompagnée par des jeunes de son âge et une délégation de sa famille à la tombée de la nuit. On signalera que la tradition ne permettait pas aux cadets de se marier avant leurs aînés.

Tout a changé avec le contact des mœurs étrangères. Il existe une tendance générale à l'émancipation des cadets qui supportent de moins en moins le poids des contraintes culturelles. Aujourd'hui, se marier avant son aîné n'est plus défendu pour cause des moyens financiers. Jadis, le père était responsable de tous les biens familiaux (la terre, le troupeau, l'argent, etc.) par conséquent, c'est lui qui cordonnait tout.

Aujourd'hui, les jeunes doivent travailler pour payer eux-mêmes la dot. Certains se font construire des maisons et d'autres vont les louer pour ne pas rester longtemps dans celles de leurs familles. Il devient possible à un jeune homme de s'établir et vivre indépendamment des membres de sa famille. Les parents perdront lentement leur influence dans l'organisation du mariage de leurs enfants sur beaucoup d'aspects. Désormais, le choix de l'épouse incombera au jeune homme mais pas aux parents. Quand il veut se marier, il se cherche une fiancée, informe sa famille ainsi que ses amis pour l'aider à préparer les cérémonies de dot et de noces.

La disparition progressive de la main-mise du père de famille sur ses fils et filles contribue au changement des pratiques traditionnelles. La prestation

[94] NIDA (E.A.), Op. Cit, p. 20.

matrimoniale y revêt une importance substantielle et beaucoup de jeunes citadins ne peuvent espérer se marier qu'avant d'avoir réuni une importante somme d'argent ; ce seul fait constitue une rupture avec le mode de vie rural.

2. Révolution de la condition féminine en matière d'activités sociales

a. Vers une fin de discrimination de travail fondée sur le sexe

Dans le Burundi ancien, comme dans l'ensemble de l'Afrique, l'une des structures qu'on respectait est une division sexuelle et rigoureuse des tâches. Celle-ci était fondée sur une cosmologie selon laquelle l'ensemble des êtres du monde est divisé en deux grandes classes relevant de deux principes complémentaires désignés en termes sexuels, le couple fécond formé de l'homme et de la femme étant le symbole de la perfection.

Cette situation fondait de véritables monopoles sexuels sur le plan des activités économiques notamment. L'homme était plus défricheur, chasseur et pêcheur, et s'occupait de l'éducation des enfants de sexe masculin à partir de l'adolescence ; la femme s'occupait des travaux de labours, de la cuisine, de la vannerie, de l'éducation de tous les enfants à bas âge mais en particulier de filles à partir de l'adolescence.

Actuellement, suite à la modernité et à l'irruption des cultures étrangères et surtout à l'impact de l'école, la division des tâches selon le sexe tend de plus en plus à s'effacer des mœurs burundaises à partir de la ville de Bujumbura. Il était par exemple interdit qu'une femme se mette sur le toit d'une maison sous prétexte que cette dernière se laisserait pénétrée par les eaux de pluie. Néanmoins, quelques cas exclusifs faisaient que la femme intervienne en montant sur le toit d'une maison comme ce témoignage le montre :

> *« Carazira kikaziririzwa ko umugore yurira inzu. Mugabo iyo hagize abantu bariye inyama y'inka y'imbiribindwi, kugira bakire umugore yarurira ku nzu agakoma induru avuga ati : « mbiribindwi iramaze abantu » akabisubiramwo kenshi. »*

Littéralement :

> *« Il était strictement interdit qu'une femme monte sur le toit d'une maison. Cependant, pour guérir ceux qui ont mangé la viande de vache morte de charbon, une femme montait sur le toit d'une maison et*

criait à haute voix : « le charbon extermine les gens» et le reprenait à plusieurs reprises ».[95]

Au fil des années, tout a changé pour plusieurs raisons. L'école en premier lieu n'exige pas une division sexuelle d'études. Les femmes ingénieurs en bâtiment se multiplient d'années en années. En plus, les gens qui ont voyagé ou fréquenté leurs études à l'étranger, surtout hors du continent africain, étaient obligés de tout faire chez eux, les employés de maisons étant énormément chers à payer. Habitués à s'occuper eux-mêmes des travaux ménagers, ils continuent à leur retour dans le pays natal. Il n'y a donc plus d'activités qui doivent être accomplies par telle ou telle catégorie de sexe. Cela nous mène à évoquer l'émancipation féminine dans notre ville car tout a commencé avec les femmes intellectuelles.

b. De la dépendance à l'émancipation féminine

Un cas particulier de ce processus général d'émancipation est celui qui mène les femmes surtout les plus jeunes à affirmer de plus en plus leur personnalité. La femme burundaise a rarement été une femme soumise et se trouve souvent plus dépendante que ses sœurs européennes. Toutefois, sa liberté relative ne pouvait s'exercer que dans le cadre de la famille ou du mariage, lequel lui était souvent imposé. Elle n'avait pas de droit d'ailleurs comme le jeune homme, de se choisir le conjoint. C'était une affaire des parents.

En plus des vertus communes aux garçons et filles, il était par ailleurs exigé une chasteté sans faille aux filles. Des punitions sévères étaient appliquées en cas de manquement à cette règle. Dans le Burundi traditionnel, la grossesse illégitime d'une fille était considérée comme un crime et comme tel il était très sévèrement puni comme le fait remarquer J.B. BIGANGARA :

« Une fille qui se méconduisait était battue presque cruellement si elle n'avait pas conçu. Une fille qui concevait hors mariage était punie de mort dans cet état. »[96]

Les façons de punir les filles enceintes étaient certes diversifiées, mais dans tous les cas, elles étaient les unes aussi cruelles que les autres comme le souligne MUJAWAYEZU :

« Une fille enceinte était maudite par ses parents, chassée du toit parental ou noyée dans une rivière. Elle pouvait aussi être tuée et jetée

---

[95] MASUMBUKO, *Op. Cit.*

[96] BIGANGARA (J.B), *Pour une anthropologie de la famille du mariage traditionnelle au Burundi*, Bujumbura, Presse Lavigerie, 1986, p105.

dans la forêt. Son cadavre était transporté de telle façon qu'elle ne souille pas le sol des collines où broutent les vaches. Elle pouvait également être clouée au sol à un carrefour et laissée en pâture aux fourmis, mais aussi elle pouvait être précipitée dans un gouffre. Pire encore, elle pouvait être emballée dans une peau animale non encore sèche et brûlée asphyxiée sur une étagère construite au-dessus du feu pour sécher toute sorte de récolte ou du bois de chauffage (uruseng) ».[97]

De nos jours, la justice moderne la protège contre la pression des siens et lui est possible de s'affranchir de l'autorité d'un époux ou de sa famille en cas de séparation avec son époux. On constate de plus en plus une mobilité de la femme citadine burundaise, qui se traduit souvent par une extension des divorces et de la prostitution d'une part. D'autre part, la femme burundaise a depuis quelques années, souvent acquis une puissance économique importante, notamment du fait de sa participation financière dans sa famille. Politiquement aussi, elle a une place qui lui convient du fait que la Constitution en vigueur dans notre pays lui a attribué 34% des postes dans le Parlement et 30% dans toute autre institution publique.

3. Prostitution et recherche de libération des moeurs

La prostitution s'est implantée dans la ville de Bujumbura suite aux changements liés à la modernité qu'a subie cette dernière. Elle est le fait des femmes libres dégagées de toutes contraintes familiales et qui, souvent exercent en ville de petits métiers. Aussi, l'exode rural, la pauvreté causée par plusieurs raisons, poussent certaines jeunes filles qui n'ont pas d'emplois rémunérés à se lancer dans le trafic de leurs corps pour survivre. La Revue Afrique Nouvelle nous dit que:

« Le commerce du corps a depuis longtemps cessé d'être un plaisir. Il est désormais lié aux contingences qu'impose le combat pour la survie de tous les jours ».[98]

Il n'est pas aisé d'obtenir des données précises dans cette matière, car les prostituées préfèrent travailler dans la clandestinité. Néanmoins, quelques chiffres sont avancés par l'administration. Ainsi comme nous le dit NDAYISHIMIYE J.P.,

---

[97] MUJAWAYEZU (A.) , *Représentations et attitudes des paysans burundais face aux mères célibataires*, Mém, Bujumbura, FPSE, 1982, p.33.

[98] « Afrique Nouvelle », La prostitution en Afrique de l'ouest », n°1983.

> *« L'effectif de la population active féminine s'adonnant à la prostitution s'élèverait à 6% à Bujumbura. Ce taux oscille entre 1,5% à Cibitoke, à 5,5% à Buyenzi; il y aurait plus de 1. 100 femmes libres, soit 25% de la population féminine active ».*[99]

On précise ici que le nombre de prostituées varie selon les périodes de l'année, spécialement de juin à septembre, pendant la campagne de café et pendant les grandes vacances pour certaines filles prostituées mais qui fréquentent l'école. En dépit de la perte de notre identité culturelle, la prostitution est classée parmi les changements que doit subir toute ville en évolution. Nous nous trouvons dans l'incapacité de l'interdire dans la mesure où d'autres pays développés l'ont plutôt déjà légalisée il y a plusieurs années. Il y a en quelque sorte une quête de libération des
moeurs à travers ces pratiques de commerce du corps.

C. Entre phénomène d'acculturation et enracinement des pratiques culturelles rurales dans la société urbaine

1. Le concept d'acculturation

Un des phénomènes urbains importants est l'introduction en ville des éléments de la culture traditionnelle. Mais, on ne peut pas parler d'enracinement de culture en ville sans parler d'acculturation.

L'acculturation serait la perte d'une partie ou de la totalité de la culture. Ce mot d'acculturation se retrouve aussi employé chez les spécialistes de l'enfance. Toutefois, ils préfèrent le mot « enculturation » qui désigne le processus au cours duquel l'enfant intègre la culture de son milieu, c'est-à-dire du milieu adulte dans lequel il vit.

L'acculturation comprend donc l'ensemble des phénomènes qui résultent d'un contact prolongé et direct entre groupes d'individus de cultures différentes et qui ont pour conséquence de provoquer des changements dans les modèles propres à la culture originale de l'un ou des deux groupes à la fois. BIROU partage de point de vue quand il dit que :

> *« L'acculturation résulte du contact direct et continu entre deux groupes d'individus de cultures différentes avec des changements subséquents dans les cultures originales de l'un ou de l'autre. »*[100]

---

[99] NDAYISHIMIYE (J.P.), Op. Cit., p. 23.
[100] BIROU (A.), *Vocabulaire pratique des sciences sociales*, Paris, les Editions Ouvrières, 1969, p.19.

L'acculturation est alors un phénomène global d'adaptation qui se présente dans le modelage des schèmes culturels et des systèmes des valeurs dans l'organisation sociale et économique comme enfin dans les structures psychologiques et les fonctions remplies par un individu. La question qu'on se pose est de savoir si ce processus d'adaptation profite à l'individu qui le subit.

> *« On parle parfois d'enculturation, ajoute BIROU, lorsque la culture d'un groupe minoritaire est englobée dans la culture d'un groupe plus fort. On parle aussi de déculturation lorsque cette acculturation provoque de changements profonds de la culture de l'un des groupes et peut aller jusqu'à sa disparition. »*[101]

Dans la tradition burundaise, il se produit un phénomène d'acculturation évident. Ce phénomène s'observe d'une manière accentuée dans les milieux urbains où plusieurs groupes d'individus de cultures différentes sont en contact permanent. L'on pourrait même parler de déculturation étant donné que dans ces milieux, on constate que certaines tendances culturelles qui caractérisaient les barundi sont en voie de disparition. La reconstruction de la culture se ferait pour éviter cette disparition et ses changements qui pourront l'influencer, car on ne peut pas, dans la mesure du possible accepter de vivre en déracinés.

2. Le primat de la médecine moderne sur l'art de guérisseur traditionnel

La mort n'a jamais cessé de tourmenter les gens. Cela est le cas aussi pour les Barundi qui habitaient la région de Bujumbura. En aucun cas, la mort n'était une mort naturelle. L'homme mourrait ou tombait malade parce qu'il était empoisonné. L'adage kirundi l'affirme bien : « Ntakiyica kandi ntakabura imvo » (rien ne se livre à la mort encore toute chose a sa raison d'être). Cela avait comme conséquence, recours aux devins guérisseurs qui semblaient avoir une mission non négligeable. KABURA Gaspard définit le devin guérisseur comme étant :

> *« Une personne dotée d'un pouvoir surnaturel de révéler ce qui ne peut pas être connu par le commun des mortels. On lui reconnaît le pouvoir de pénétrer l'inconnaissance qu'il dévoile aux profanes ».*[102]

Selon les croyances populaires, il détenait le pouvoir de guérir et de prévenir. Il éliminait un déséquilibre physique, mental ou social. Certains individus même un grand nombre portaient des gris-gris, fétiches dont l'aspect matériel n'était que le signe d'une présence réelle et l'expression d'une force

---

[101] BIROU (A.), *op. Cit*, p19.
[102] KABURA (G.), La divination au Burundi, Etude socioculturelle, U.B, Bujumbura, 1995, p14.

surnaturelle. Le porteur du gris-gris ou d'amulette était sûr d'être protégé en tout et partout, et ne pouvait en aucun cas craindre l'ennemi.

Aujourd'hui, tout habitant de Bujumbura qui est malade ou qui sent un certain malaise se rend directement voir le médecin dans un hôpital ou un centre de santé qui lui est proche. Cependant, il existe toujours une partie de cette ville qui n'a pas encore rompu avec certaines pratiques traditionnelles comme consulter des sorciers et l'utilisation de la médecine traditionnelle.

3. L'appauvrissement du Kirundi parlé à Bujumbura

Notre langue riche et raffinée, exprimant dans de nombreuses traditions populaires (danses folkloriques, poésies, contes, légendes, etc.) des réalités historiques multiséculaires, des échanges multiples au sein de la population,... s'altère avec la population urbaine de Bujumbura.

En effet, de toutes les influences possibles qu'a connu notre ville, le développement de l'utilisation de la langue française et du swahili a connu un essor spectaculaire. Au moment où le français est influencé par l'école, le Swahili l'a été surtout par la présence des zanzibarites dès la fin du 19ème siècle dans des endroits où ils se sont installés en assez grand nombre et où des îlots islamiques de locuteurs swahili subsistent encore. HOLMES nous dit que :

> *« Connaître cette langue fut considéré comme un avantage pour les chefs africains et tous ceux qui étaient engagés dans le commerce à longue distance. »*[103]

Néanmoins, le Swahili dans ces quartiers arabes ou arabisés (congolais surtout) n'est qu'un sabir qui s'écarte du véritable swahili de la côte de l'Océan Indien, pur et littéraire. Le problème est que très tôt, l'enfant sait parler plusieurs langues locales, ce qui peut l'aider à apprendre des langues étrangères, condition préalable à l'élargissement des connaissances, ce qui paraît très positif à première vue. Mais, les choses ont pris une autre tournure dans cette ville. La capacité de s'exprimer simultanément en plusieurs langues dans sa vie quotidienne a donc pour effet d'altérer la langue maternelle et faute de remèdes appropriés risque d'être fatale à celle-ci.

Pour essayer d'y remédier, au premier novembre 1976, la prise de conscience des dangers que l'acculturation faisait courir au Burundi, du rôle fondamental que la culture pouvait jouer pour le renouveau du pays, a débouché sur un choix politique décisif dans le domaine culturel. Ce choix est exprimé

---

[103] HOLMES (C.F.), *Zanzibari influence : the lake route.* Cité par Marissal Jacques, p530.

dans la déclaration des objectifs fondamentaux du mouvement du 1er novembre 1976 qui créa la Deuxième République :

> *« La réhabilitation et la revalorisation de la culture ancestrale seront une des préoccupations du nouveau régime. Des recherches seront encouragées pour sauvegarder les énormes richesses de notre langue qui depuis des siècles a été un élément puissant de cohésion entre tous les barundi et a fait de notre pays une des premières nations d'Afrique Noire. Nous encouragerons toute sorte de manifestation culturelle ainsi que la formation de groupes productifs au niveau de l'artisanat. »*[104]

Cet encouragement aurait commencé par la proposition sinon l'obligation de renforcer les capacités d'apprentissage de la langue nationale dans toutes les écoles.

4. La pénétration de la culture traditionnelle des collines dans la cité cosmopolite de Bujumbura

a. Une cité ouverte aux influences extérieures

Au début du 20ème siècle, la société burundaise en général et la ville de Bujumbura en particulier commence à subir des changements qui se manifestent dans tous les domaines de la vie: le domaine social, économique, mental et surtout culturel. La culture occidentale qui a gagné tous les pays colonisés et notamment le nôtre tend aujourd'hui à inhiber, à réprimer le développement des cultures dites moins organisées.

C'est dans ce climat que les associations culturelles ont vu leurs naissances car nos chants, nos danses et toutes les mœurs en général commençaient à perdre leur place. Ils étaient en train d'être falsifiés par nous-mêmes au profit de ceux qui sont importés de l'étranger. Nous étions en train de leur ôter toutes leurs significations pour le plaisir d'un public sans discernement.

> *« Umudiho wo mu mahanga na cane cane uwo i Bulaya uriko urarengera uw'iwacu wa kera. Kenshi usanga abarundi benshi bazi kuvuza ivyuma vy'umudiho wo mu mahanga ariko batazi n'amazina y'ibicurarangisho vyo mu gihugu iwacu. Ugasanga boroherwa no gufata ku mutwe indirimbo zo hanze gusumba iz'iwacu, bakamenya n'ubwoko bwazo ariko ntibamenye izo mu Burundi. »*[105]

---

[104] MWOROHA (E.), *Op. Cit.*, p.21.
[105] GASHIRAHAMWE (D.), Entretien du 14 mai 2006.

Littéralement :

> *« La musique étrangère en général et celle de l'occident en particulier est en passe de supplanter la musique traditionnelle burundaise. Nombreux sont actuellement les barundi qui peuvent jouer aux instruments de musique de l'occident mais qui ne connaissement même pas les noms des instruments de musique de notre pays. Nombreux sont encore ceux qui retiennent facilement les chansons étrangères plus qu'ils ne le peuvent pour celles de leur propre pays. Ils sont plus capables de nommer les différents types de chansons étrangères plus que celles du Burundi. »*

C'est pour cette raison, d'après les membres de certaines associations que la plupart des associations culturelles du Burundi se concentrent dans la ville de Bujumbura, ville qui subit des influences étrangères plus que d'autres régions du pays. La conséquence de ces changements et de ce regard vers l'étranger font que les chants traditionnels burundais constituant la tradition qui a maintenu notre patrimoine culturel en vie pendant des siècles seraient menacés si des initiatives n'étaient prises.

Bien que le fait de pouvoir apprendre les chants étrangers ait ses aspects positifs, le fait est que peu de nos jeunes saisissent la signification et les valeurs de ce qu'ils apprennent mais aussi leur influence et leur conséquence sur le comportement de tout un chacun. Cela a poussé les associations culturelles burundaises privées à lancer la promotion de la chanson traditionnelle.

b. Chants traditionnels burundais popularisés en milieu urbain

La poésie traditionnelle burundaise se divise en deux catégories à savoir la poésie dite noble et la poésie dite populaire. Alors que la poésie noble comprend les éloges pastoraux (ibicuba), les incantations (imivovoto) et les odes (amazina) ; la poésie populaire est composée des chansons (indirimbo), des complaintes, des berceuses, des salutations modulées (akazehe), des rondes populaires (imvyino). Chaque catégorie de chant avait ses propres fonctions.

1° Fonctions de chants traditionnels burundais

Actuellement, la chanson suppose un choix parmi une série d'autres activités susceptibles de rompre la monotonie des heures laborieuses, d'apporter une détente et de donner la joie. C'est pourquoi, la plupart de nos jeunes citadins voient dans la chanson et dans la musique une distraction, l'ambiance discrète et dont l'impact sera minime, créant simplement une atmosphère agréable.

De ce fait, le contenu de la chanson importe peu, il suffit tout simplement que le rythme de la musique ou de la chanson soit de bonne qualité pour que le jeune se sente satisfait. La chanson est non seulement ce moyen de pouvoir se procurer un moment de détente et de joie, mais elle est aussi un moyen de communication entre les humains. Elle constitue un moyen prestigieux de la mission des connaissances et de toute la culture burundaise.

Traditionnellement, les chants burundais véhiculaient toujours certaines informations portant aussi sur la vie quotidienne de la société. Ils nous apprennent les comportements de nos ancêtres, la tradition, le respect, la manière d'agir et de penser propres à la société ; les chants traditionnels burundais occupent une place importante de la vie coutumière.

Nous pouvons donc affirmer sans nous tromper qu'ils sont parmi les archives les plus importantes de notre culture, le trésor de notre science, de notre savoir, de notre religion, des hauts faits de nos ancêtres et des événements dès leur existence. Ils constituent le reflet de leur image, de leur vie, de leur bonheur, de leur douleur, bref, ils constituent l'histoire du Burundi.

Chaque chanson avait un rôle qu'elle devait remplir. Elle était choisie parmi d'autres en fonction de la situation qui s'imposait et de l'information qu'on voulait transmettre. A ce sujet, RODEGEM nous dit ce qui suit :

> *« On chante soit en travaillant pour se donner du cœur à l'ouvrage, pour rythmer le travail en équipe, soit pour se distraire, pour exalter son chagrin, pour consoler et endormir un poupon qui pleure ou pour célébrer le pays natal. »*[106]

C'est pourquoi, le morceau choisi pour qui exalte son chagrin est bien différent de celui qui est choisi pour célébrer son pays natal ou pour rythmer le travail en équipe.

Fonctions sociales

Les chants traditionnels burundais sont organiquement intégrés dans tous les événements importants de la vie sociale et religieuse.

> *« Pas une naissance, pas une récolte, pas de semailles collectives, pas d'arbres abattus collectivement, pas de guérison, pas une confirmation de chef qui requièrent le concours des chants. »*[107]

---

[106] RODEGEM (F.M.), *Anthologie rundi*, Paris, Armand Colin, 1973, p39.

[107] NDAYIKEZA (A.M.), *Essai sur la place des activités culturelles organisées dans les lycées d'enseignement général dans la revalorisation de la culture traditionnelle*, Bujumbura, UB, FPSE, 1992, p. 21.

Ils avaient toujours soit un but de rappel à l'ordre social, soit celui d'initier à un métier quelconque, ou soit un but de s'exprimer pour l'une ou l'autre cause sociale. Ils véhiculent de bonnes manières qui régissaient les relations humaines au sein d'un groupe donné, de la société en général.

Comme aujourd'hui, dans le Burundi traditionnel, le mode de vie avait ses lois propres qui réglaient les différents problèmes pouvant naître au sein de la société. Des formules de politesse et de devoir de chaque individu envers les autres étaient établies par ces lois. L'objet de ces différentes règles était celui de donner aux rapports sociaux un caractère raffiné. Ces règles et ces lois se rencontrent dans le contenu des chants traditionnels burundais. Elles renseignent aux individus la manière dont l'enfant, le jeune ou l'adulte doit se comporter dans la communauté : c'est le savoir-vivre.

En outre, le savoir-vivre s'apprenait à travers les chants traditionnels burundais, et ceux-là avaient toujours un caractère initiatif sur l'un ou l'autre métier. C'est ainsi qu'on peut rencontrer dans le contenu de ceux-là, des éléments qui valorisent un métier quelconque. Chaque métier ou activité économique avait ses chants. Son contenu rappellerait soit les interdits liés à cette même activité, dans le même métier. Aussi, on remarque que ces interdits liés à chaque métier ont toujours un impact sur le comportement des gens les uns envers les autres. Ils se rapportaient au bon fonctionnement de la société burundaise, aux valeurs humaines, au respect mutuel, à la politesse et aux bonnes manières de tout un chacun.

Comme le travail était souvent relatif aux deux sexes, il y avait des chants évoquant les activités féminines et par conséquent, des chants propres aux filles et aux femmes ; et ceux propres aux hommes. Cependant, d'autres étaient exécutés par les gens des deux sexes.

Dans le domaine des hommes, on peut citer le cas des éloges pastoraux ou « amazina y'inka » que la femme ne pouvait pas réciter sous peine d'être humiliée par les gens de son entourage. Les chants accompagnant la baratte de lait et les berceuses étaient exclusivement réservés aux filles et aux femmes.

Dans tous les cas, les chants traditionnels burundais évoquent la manière dont chaque individu doit se comporter dans sa collectivité. L'enfant y apprend les normes, les idées et les formules sociales. Celles-ci se concrétisent toujours dans toutes les circonstances de la vie et surtout dans un langage fait surtout de mots. Ce langage peut être exprimé à travers ces chants.

Fonction politique

Dans la conception des burundais, il n'y a pas de fête sans cérémonies et il n'y a pas de cérémonies sans chants. Nos fêtes officielles sont souvent agrémentées par des chants. Pour la majorité même, les fêtes ne représentent que les occasions de rencontre pour la danse, pour la musique, mais aussi pour tout genre de cérémonies faisant intervenir presque toutes les activités culturelles burundaises.

Une rencontre officielle quelle qu'elle soit, mais qui ne fait pas intervenir l'occasion de danses et des chants, ne peut en aucun cas prétendre être une fête chez les barundi. Par ailleurs, le burundais traduit ses convictions politiques par les chants et la musique. Cela s'inscrit dans les Objets Politiques Non Identifiés (O.P.N.I). Les compositions populaires ne reflètent que la vie actuelle du pays. Les thèmes principaux véhiculent toujours l'idéologie et la politique générale du pays.

Fonction économique

Traditionnellement, toute activité économique était accompagnée des chants qui lui étaient appropriés. A part que chaque activité avait ses thèmes et par conséquent ses morceaux, les travaux communautaires burundais (ikibiri) regroupaient deux groupes d'exécutants à savoir les chanteurs qui donnaient la morale aux exécutants et les exécutants proprement dits du travail.

Cela s'explique par le fait que les barundi avaient cette conception qui veut que le travailleur soit motivé afin de pouvoir produire au maximum. Cependant, mise à part cet aspect économique de vouloir maximiser le travail, cette habitude fait partie de l'éducation traditionnelle qu'est le travail en commun. Les jeunes filles par exemple se rencontraient le soir, chantaient et dansaient tout en apprenant à tisser les nattes.

C'est dans de telles circonstances que les amitiés se nouaient, que les connaissances de la tradition s'acquéraient, en somme, les chants traditionnels constituent une éducation complémentaire à celle que dispensent aujourd'hui l'école et les parents.

Chants comme source d'informations historiques

Chez les barundi, le chant est probablement la forme la plus populaire de l'expression, laquelle expression véhicule toute l'histoire et tout le patrimoine culturel du Burundi. Les chants peuvent donc être utilisés avec profit, comme source d'informations historiques au même titre que d'autres sources de

l'histoire. Ils peuvent fournir des connaissances profondes au même titre que les archives et les autres formes que la tradition orale (contes, récits, devinettes, etc.).

Les chants traditionnels burundais constituent donc l'un des moyens de la communication de l'information tant historique qu'actuelle. Les informations qu'ils véhiculent contiennent des connaissances des conditions et de réalités socio-économiques, socioculturelles de son milieu, l'idéologie politique de sa nation, bref, l'histoire de son pays.

c. Moderniser et rythmer les chansons traditionnelles

Le fait de traduire la musique traditionnelle burundaise par des techniques modernes est l'oeuvre des associations culturelles privées de la ville de Bujumbura. Un des chanteurs-compositeurs de l'«Association Abagumyabanga» explique les raisons qui les ont poussées à moderniser nos chansons traditionnelles:

> *« La jeunesse citadine est beaucoup plus attirée par le rythme que par le contenu du message qui se trouve dans la musique. Il nous a fallu penser à un autre moyen qui puisse être efficace afin de les faire aimer notre culture. »*[108]

Une autre, Christine KAMIKAZI, membre fondatrice de l' « Association GIRAMAHORO », nous précise que son Association a connu de succès après avoir rythmé la musique traditionnelle par le biais des studios d'enregistrement.

> *« Nous avons enregistré un effectif important des demandes d'adhésion dans notre association juste après les premières apparitions sur les écrans des télévisions avec de la musique bien rythmée ».*[109]

Après l'analyse des entretiens faits avec quelques membres de différentes associations qui se sont données la tâche de rappeler la culture à travers la chanson traditionnelle burundaise, nous avons observé que pour ceux qui préfèrent plus les chants modernes que les chants traditionnels burundais, les principales raisons avancées se résument en ce que la musique traditionnelle burundaise n'est pas bien rythmée et n'est pas surtout bonne pour les oreilles. Certains disent même que les chants burundais ne sont plus à la mode, qu'ils ne sont pas beaucoup appréciés par la plupart des gens et qu'ils sont d'ailleurs difficiles à danser.

---

[108] NIYONZIMA (P.), Association ABAGUMYABANGA, 21 juin 2007.
[109] KAMIKAZI (C.), Présidente de l' « Association GIRAMAHORO », 12 octobre 2007.

Cependant, il n'y a aucun avantage à remplacer les chants burundais par les chants modernes parce nous serions en train de remplacer notre culture par la culture étrangère, qui ferait perdre les bons conseils de nos ancêtres que contiennent ces chants. En dépit des changements qui s'opèrent sur les chants traditionnels, l'art de percussion demeure irremplaçable.

d. L'art de la percussion en ville

On ne peut pas parler du tambour burundais sans évoquer les assises religieuses et mythiques sur lesquelles reposait la société traditionnelle. C'est qu'en effet, dans le Burundi ancien, les tambours étaient bien plus que de simples instruments de musique. Objets sacrés réservés aux seuls ritualistes, ils n'étaient battus qu'en circonstances exceptionnelles et toujours à des fins rituelles :

> *« Ils proclamaient de leurs battements les grands événements du pays (intronisation, funérailles des souverains) et rythment dans la joie et la ferveur de tous les burundais, le cycle régulier des saisons qui assuraient la prospérité et des champs. »*[110]

De nos jours, le tambour reste un instrument à la fois vénéré et populaire réservé aux fêtes nationales et aux hôtes de marque. Les anciens lignages de tambourinaires ont maintenu vivant leur art et, pour certains, l'ont fait connaître avec un grand succès dans le monde entier. Ce dernier fait, a beaucoup plus intéressé les jeunes de notre ville, étant donné que la plupart des associations à vocation culturelle l'ont inséré dans leurs programmes pendant la crise sociopolitique de 1993, au moment où la plupart des jeunes voulaient accéder à l'étranger. Un de nos informateurs nous précise ceci:

> *« Nari nsanzwe nkunda kuvuza ingoma, mugabo batanguye ivyo kuja i Buraya naciye ndabikunda gose. »*[111]

Littéralement :

> *« J'aimais l'art de la percussion depuis longtemps, mais une plus grande idée m'est venue quand on a commencé à faire des tournées en Europe. »*

Au fur et à mesure, l'art de la percussion a été développé jouant une double mission, celle de rétablir la culture, mission qui était envisagée par les promoteurs de ces clubs et associations et celle de donner un accès facile à

[110] NDAYIKEZA (A.M), *Op, Cit.* p.10.
[111] GASHIRAHAMWE (D.), *Op. Cit.*

l'étranger pour ces jeunes ambitieux. L'art de la percussion a pénétré donc la société urbaine de Bujumbura où nous trouvons beaucoup de groupes de tambourinaires et qui se produisent dans différentes fêtes politiques et sociales. Nous signalerons à toutes fins utiles que le tambour burundais est aujourd'hui classé parmi les patrimoines culturels mondiaux.

e. La part de l'école et de la famille dans la diffusion des valeurs traditionnelles

L'action de l'enseignant ne se limite pas seulement à la transmission des connaissances littéraires et scientifiques. Il s'occupe aussi de lui rappeler sinon lui apprendre les normes qui régissent la société dans laquelle il évolue. CAMILLERI nous en dit plus à ce sujet :

> *« L'éducation transmet autre chose que des connaissances objectives, développe autre chose que des capacités opératoires culturellement neutres ».*[112]

L'éducation étant ici synonyme de l'enseignement formel, ceux qui sont chargés de l'éducation doivent aussi être bien imprégnés de ce qu'ils ont à transmettre étant donné que :

> *« L'enfant et plus encore l'adolescent, ont besoin de modèles pourvus de force et de bonté, des modèles qui aient une foi, vigoureux eux-mêmes et dans les valeurs qu'ils ont pour tâche de transmettre. »*[113]

Les éducateurs en général et ceux de la ville de Bujumbura en particulier, doivent donc autant que possible, veiller à la transmission des valeurs traditionnelles car c'est surtout la jeunesse de la ville qui accueille la première à bras ouverts, les changements qui viennent de part le monde. L'enseignant a une tâche pertinente car :

> *« Devant le bouleversement actuel des systèmes de pensées, devant un effondrement des valeurs traditionnelles, beaucoup de gens demeurent inquiets et décontenancés. Leur angoisse profonde se traduit sous la forme d'une agressivité manifeste soit directement à l'égard de la jeunesse elle-même, soit indirectement à l'égard de ceux que l'on considère comme les maîtres à penser de cette jeunesse. »*[114]

---

[112] CAMILLERI (C.), *Anthropologie culturelle et éducation*, Lausane, De la Chaux et Niestle, 1985, p.51.
[113] SUTTER (J.M), *L'autorité dans l'éducation in psychologie de la vie familiale*, Paris, Nathan, 1970, p384.
[114] GEORGIN (J), *Les jeunes et la crise des valeurs*, Paris, Centurion, 1975, p.37.

Pour les jeunes citadins, les loisirs sont diversifiés et s'écartent de la culture traditionnelle, à tel enseigne que même les parents n'en savent pas grand-chose ou ne consacrent même pas du temps pour s'entretenir avec les enfants à propos de la culture traditionnelle. C'est ici le cas d'un élève qui me disait :

> *« Moi, j'aime la culture burundaise surtout à travers les danses et les chansons traditionnelles. Malheureusement, je n'ai pas d'exemple car mes parents n'aiment pas ça. Nous n'avons même aucune bande cassette de la musique traditionnelle burundaise. »*[115]

Pour ce qui est de la part de l'école et de la famille en matière d'initiation des jeunes citadins aux activités culturelles, il apparaît que ni l'un ni l'autre ne s'en occupe sérieusement. Chaque enfant est laissé à lui-même. En famille, ces activités culturelles passent pour un simple loisir, « un passe- temps » et n'attirent même pas l'attention de tous les enfants. C'est juste pour attendre que le repas soit prêt. Pourtant :

> *« C'est la famille qui doit former l'originalité et la personnalité de l'enfant, l'école, elle, ne produit que des objets en série, produits standards modelés à l'image du maître, paternaliste et peut être manipulateur politique. »*[116]

Nous remarquons qu'il y a un problème sérieux car les familles ont aujourd'hui très peu de temps pour s'occuper de leurs enfants. Elles font du reste beaucoup de confiance à l'école alors que la culture « nouvelle » est un bouillonnement des cultures, de moralités de toute sorte où tout le monde éprouve de difficultés pour sélectionner des critères de choix sûrs et des motifs d'actions cohérents. Et aussi, comme le signalent MBUNDA et ses amis :

> *« Il paraît plausible que le changement corollaire des informations permanentes, surcharge la capacité d'adaptation des individus sur le plan des valeurs et des normes, aux structures socio-économiques nouvelles ; le choix des valeurs et des normes qui dérive de la nouvelle expérience socioculturelle des jeunes parents et que ceux-ci sont capables de transmettre à leurs enfants semblent fort restreints. »*[117]

---

[115] IRAKOZE Orly, entretien du 14 mars 2006.

[116] NDARUZANIYE, (G.), « L'éducation de base », in *Au cœur de l'Afrique*, T.XXV, n°2, Bujumbura, Mai-Juin, 1979, p.137.

[117] MBUNDA (D.) et al, *Problèmes de la culture et des valeurs culturelles dans le monde contemporain*, Paris, UNESCO, 1983, p.4.

C'est ainsi que les familles manquent de conviction et sont insuffisamment motivées dans la présentation des valeurs et des normes morales traditionnelles. Elles ont donc recours à l'école au moment où cette dernière, comme nous l'avons déjà évoqué, accorde moins d'importance à l'enseignement des valeurs culturelles traditionnelles. Il faudrait donc que l'éducation de base en famille et celle de l'école se complètent et s'harmonisent pour assurer l'équilibre entre deux cultures : « moderne et traditionnelle ».

f. Célébration des cérémonies sociales

Les cérémonies les plus importantes dans le Burundi ancien étaient la naissance, le mariage, la mort et les funérailles. Il s'agissait des cérémonies qu'on respectait beaucoup et celui qui n'y participait pas alors qu'il était parenté ou voisin de la famille en question, était perçu comme un ennemi. Excepté la mort qui laisse et qui laissera jusqu'à la fin des temps des pleurs dans les familles, les autres fêtes étaient célébrées dans la joie intense, toujours appuyées par des danses et des chansons.

Emporté par le poids de la modernité, le peuple citadin a commencé à agrémenter les fêtes par des danses et musique modernes. Il arrivait même des moments où la musique qui se jouait ne correspondait pas aux circonstances de la fête.

Aujourd'hui, mis à part les nouvelles fêtes introduites par la modernité telle la fête d'anniversaire des enfants, l'arrosage des diplômes, les jubilés pour les mariés, etc, les autres fêtes comme la naissance des enfants, la dot, le mariage se célèbrent sous le rythme de la musique traditionnelle burundaise qui doit nécessairement coïncider avec les circonstances de la fête. Le prétexte selon lequel la musique traditionnelle burundaise n'était pas bonne à écouter selon la plupart de gens n'est plus. Cette dernière est désormais confectionnée dans des studios modernes, et cela attire beaucoup les citadins et bien d'autres personnes qui ne l'admiraient pas du tout auparavant.

g. Faire de Bujumbura un pôle de compétence culturelle au rayonnement national

La politique culturelle au Burundi doit faire en sorte que Bujumbura devienne un pôle de compétence culturelle au rayonnement national. Sa situation géographique et sa position de capitale politique, sociale et économique, la rencontre des voies de communication, le multilinguisme, les universités, les établissements scolaires et la réputation des activités culturelles existantes confèrent à Bujumbura une vocation culturelle de première importance.

Pour toutes ces raisons, un festival de la jeunesse est organisé tous les deux ans autour des danses, des jeux traditionnels et des activités physiques et sportives. Toutefois, le domaine des loisirs et spectacles est peu développé. Il manque de façon criante des infrastructures (salles de spectacle, espaces verts, cinémas, etc.) dans la ville. Certains espaces qui avaient été laissé à l'intérieur des quartiers lors de l'aménagement de ceux-là ont été expropriés par la plupart des responsables de ces derniers. C'est le cas du terrain qui se trouve à l'intérieur de Jabe Q2 qui se transforme de plus en plus en bistrot, l'espace qu'occupent les bâtiments de SOCAR, etc. ; les terrains de jeux qui se trouvent à l'intérieur des quartiers sont vieux et ne sont plus réhabilités.

CONCLUSION GENERALE

En réalisant le présent travail intitulé « Développement et dynamiques culturelles dans la ville de Bujumbura: de l'époque coloniale à nos jours », notre objectif était d'apporter une modeste contribution dans la connaissance des réalités culturelles qui caractérisent la capitale burundaise.

Dès l'implantation de l'européen sur les bords du lac Tanganyika, Bujumbura devint progressivement un pôle d'échanges de toutes sortes favorisé par sa situation géographique qui fera de ce centre un carrefour des routes qui mènent vers l'intérieur du pays, vers le Congo et le reste de l'Afrique en général.

Le premier chapitre de cette étude a été consacré aux conditions de la croissance de cette ville, installée d'abord sur le site de Kajaga avant de se déplacer sur le plateau de Bujumbura. L'ancienne capitale du Ruanda-Urundi connaîtra une extension spectaculaire depuis la colonisation belge jusqu'à ce qu'il se transforme en ville aux dimensions actuelles. L'analyse de l'évolution démographique montre une capitale burundaise ouverte aux influences étrangères et qui se développe avec des activités industrielles, économiques et sociales variées.

Le second chapitre s'est intéressé aux différentes infrastructures socioculturelles, les lieux et les autres facteurs de diffusion culturelle comme les supports magnétiques et d'autres outils dont dispose cette ville qui connaît un réel dynamisme culturel. Les salles de spectacle, les médias en général et l'école en particulier qui se veut le lieu d'apprentissage culturel par excellence, constituent des facteurs privilégiés de développement et d'échanges culturels qui confèrent à Bujumbura un rôle privilégié dans ce secteur.

S'agissant du dernier chapitre, il étudie essentiellement les changements qui ont affecté les citadins au niveau des mentalités en s'appuyant à la fois sur les éléments tant internes qu'externes du pays. On relève notamment l'impact des infrastructures socioculturelles, des lieux et d'autres facteurs de diffusion culturelle d'une part, et la rencontre de plusieurs nationalités munies d'autres traditions, coutumes et moeurs d'autre part, qui ont poussé les populations urbaines à adopter d'autres habitudes induisant de nouveaux modes de vie qui n'existaient pas avant.

Au terme de cette étude, nous affirmons qu'il serait souhaitable que l'Etat construise et réhabilite les infrastructures culturelles dans tout le pays et spécialement dans la ville de Bujumbura, qui est à la fois capitale et vitrine culturelle internationale du Burundi car une culture qui n'évolue pas est vouée à la disparition.

Néanmoins, il serait vain de construire des équipements sans se soucier du soutien aux activités sensées s'y produire. Il est inutile de renforcer une identité culturelle nationale sans la mettre en relation avec l'extérieur, le reste du monde, sans l'insérer dans des réseaux existants qui lui permettront de créer un cadre dans lequel les acteurs culturels, amateurs et professionnels puissent travailler librement et ainsi contribuer au développement d'une nouvelle identité nationale à l'image de notre société en mutation permanente.

Les tâches de vulgarisation et de promotion de la culture burundaise sont particulièrement importantes pour l'existence de la nation. En plus de ce qui a déjà été fait, il importe de renforcer les programmes des médias conçus dans cette perspective et inclure davantage d'enseignement en langue nationale dans les écoles afin de tenir compte de la spécificité de la culture burundaise.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages généraux

1. BAECK (L.), *Etude socio-économique des CEC d'Usumbura*, Bruxelles, Académie Royale des sciences coloniales, 1957,156p
2. BARDET (G.), *L'urbanisme*, QSJ, n° 187, Paris, PUF, 1959, 135p
3. BIDOU (J.E.) et al, *Géographie du Burundi*, Paris, Hâtier, 1991, 288p
4. BIGANGARA, (J.B.), *Pour une anthropologie de la famille et du mariage traditionnel au Burundi*, Bujumbura, Presse Lavigerie, 1986, 185p
5. BIROU (A.), *Vocabulaires pratiques des sciences sociales*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1969, 382p
6. COLLE (P.), *Essai de monographie des Bashi*, Bukavu, plyc, 1937, 248p
7. DENIS (J.), *Le phénomène urbain en Afrique centrale*, Gembloux, Ed; Duculot, 1958, 407p
8. DUMAZEDIER (J.), *Sociologie empirique du loisir. Critique et contre-critique de la civilisation du loisir*, Paris, Editions du Seuil, 1974, 269p
9. ELA (J.M.), *La ville en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983, 219p
10. EVANS (D.R.), *La planification de l'éducation non formelle*, Paris, UNESCO, 1981, 122p
11. GAHAMA (J.), *Le Burundi sous l'administration belge. La période du mandat 1919-1939*, Paris, Carthala, 1983, 461p
12. GEORGIN (J.), *Les jeunes et la crise des valeurs*, Paris, Centurion, 1975, 222p
13. GREGORY (D.), *Menace sur Internet. Des groupes subversifs et terroristes sur le Net*, Bruxelles, Michalon, 1966, 239p
14. JULLIARD (J.), *La Quatrième République*, Paris, Ed. Lgf, 1988, 221p
15. KASHAMURA (A.), *Famille, sexualité et culture*, Paris, Payot, 1973, 214p
16. LACOSTE (Y.), *Géographie du sous développement*, Paris, PUF, 1976, 292p
17. LEVI-STRAUSS (Cl.), *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1978, 452p
18. MBUNDA (D.) et al, *Problèmes de la culture et des valeurs culturelles dans le monde contemporain*, Paris, UNESCO, 1983, 420p
19. MERLE (M.), dir, *L'Afrique noire contemporaine*, Paris, Armand colin, 1972, 470p
20. MVUYEKURE (J.), *L'exode rural: cas de Bujumbura*, Bujumbura, Ministère de l'information, 1983, 58p
21. MWOROHA (E.), *Peuples et rois de l'Afrique des Lacs*, Dakar, Les Nouvelles Editions Africaines, 1977, 352p
22. NDAYISHIMIOYE (J.P.), *Bujumbura: la capitale du Burundi*, Bujumbura, 1998, 41p
23. NIDA (E.A.), *Coutumes et cultures*, Genève, Editions des Groupes Missionnaires, 1978, 386p

24.PERRAUDIN (J.), *Naissance d'une Eglise. Histoire du Burundi chrétien*, Usumbura, Presse Lavigerie, 1963, 228p
25.RODEGEM (F.M.), *Anthropologie rundi*, Paris, Armand colin, 1973, 417p
26.SALACHAS, (G.) et al, *L'homme et l'image*, Bruxelles, Ed Bloud et Gay, 1966, 296p
27.SUTTER (J.M.), *L'autorité dans l'éducation: Psychologie de la vie familiale*, Paris, Nathan, 1970, 121p
28.THIERRY (P.C.) et ANDRE, (B.), *Internet et la loi*, Paris, PUF, 1996, 206p
29.VEDRINE (H.), *Les cartes de la France, Paris*, Fayart, 2000, 302p
30.ZUURE (B.), *Croyances et pratiques de Barundi*, Bruxelles, Editions de l'Essorial, 1929, 206p

II. Articles et revues

1. FELTZ (G), « Ecole rurale et expansion missionnaire au Shaba (1885-1939) », in *E.H.A.*, Vol VII, 1976.
2. GATALI (J.B.), « Bujumbura dès origines à nos jours: Essor spatial et démographique » in *Culture et société*, V2, n° 2, 1979, Ministère de la jeunesse et des sports.
3. MBUTUYE (E.), « Des interdits alimentaires en voie de disparition » in Le Renouveau du Burundi, n°1035 du 4 juin, Bujumbura, 1982, p.2.
4. NDARUZANIYE, (G.), « Education de base », in *Au coeur de l'Afrique*, T.XIX, n°6, Bujumbura, novembre-décembre, 1979
5. POIRRIER (P.), « Institution et vie culturelles », in *Notice de la documentation française*, Paris, Fayart, 2004.
6. RAMSAY (J.), « La fermeture du Burundi et du Rwanda aux commerçants de l'extérieur (1905-1906), une décision de l'administration coloniale allemande », in *Colloque de l'Université de Paris VII sur Entrepreneurs et Entreprises en Afrique au XIX*ème *et XX*ème *siècle,* Université de Paris VII, 1976, p.7
7. YENGAYENGE (A.), « L'art de guérir dans la médecine traditionnelle burundaise: Quelques techniques » in *Culture et société*, V6, Ministère de la jeunesse et des sports.

III. Thèses et Mémoires

1. Mémoires

1. BUGWABARI (N.), *Idéologie de l'Eglise catholique d'Afrique belge à travers la crise scolaire de 1954-1955. Le cas de l'Urundi.* Bujumbura, UB, FLSH, 1982, 121p.

2. GAKUMBA (Cl.), *L'Islam au Burundi de 1896 à 1986*, Bujumbura, UB, FLSH, 1987, 77p.
3. KABAYIZA (A.), *L'administration belge face à l'évolution démographique dans les C.E.C. d'Usumbura (1949-1960)*, Bujumbura, UB, FLSH, 1987, 112p.
4. KABURA (G.), *La divination au Burundi, Etude socioculturelle.* Bujumbura, UB, FLSH, 1986, 154p.
5. MANIRAKIZA (R.), *Expansion spatiale, démographique et économique de la ville de Bujumbura (de 1979 à nos jours),* Bujumbura, U.B., F.L.S.H., 1995, 120p.
6. MUHAKWA (J.B.), *Le rôle de la documentation dans le milieux de presse du Burundi: Cas du quotidien national « Le Renouveau » et de la Radiodiffusion nationale du Burundi*, Bujumbura, UB, FLSH, 1988, 126p.
7. MUJAWAYEZU (A.), *Représentations et attitudes des paysans burundais face aux mères célibataires*, UB, FPSE, 1982, 125p.
8. MUNEZERO (A.), *La places des évolués dans la société burundaise (1940-1961)*, Bujumbura, UB, FLSH, 1984, 118p.
9. MURARA (J.), *La population étrangère au Burundi. Un fait social et économique*, Bujumbura, UB, FLSH, 1982, 171p.
10. NDAYIKEZA (A.M.), *Essai sur la place des activités culturelles organisées dans les Lycées d'enseignement général dans la revalorisation de la culture*, Bujumbura, UB, FPSE, 1992, 115p.
11. NDAYISHIMIYE (A.), *Le téléphone au Burundi*, Bujumbura, UB, ECOJO, 1984, 62p.
12. NDIHOKUBWAYO (A.), *La politique belge dans le milieu urbain de Bujumbura (1947-1962)*, Bujumbura, UB, FLSH, 1990, 89p.
13. NIMUBONA (J.), *Le peuplement séparé de la ville d'Usumbura et ses implications socio-économiques (1940-1960)*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H., 1990,169p.
14. NIYIBIZI (L.), *La presse au Burundi, au lendemain de l'indépendance (1962-1966)*, Bujumbura, UB, FLSH, 199, 99p.
15. NTIRWIMURA (A.), *Evolution démographique et économique d'une colline du Burundi, cas de Buhonga (Début XX^{ème} siècle-1960)*, Bujumbura, U.B., FLSH, 1984, 158p.
16. SAHABO (A.), *Quelques considérations sur l'histoire de l'habillement au (fin 19è s-1960),* Bujumbura U.B., F.L.S.H., 1988, 113p.
17. SEBITITAWEHO (M.), *L'urbanisation à Bujumbura. Etude de deux quartiers types Rohero II et Cibitoke*, Bujumbura, U.B., FLSH, 1983, 59p.
18. SURWUMWE (C.), *Histoire du Camp Belge de Bujumbura*, Bujumbura, ENS, 1971, 80p.
19. WAKANA (L.), *Les échanges entre la ville de Bujumbura et ses régions voisines, de 1920 à 1962*, Bujumbura, UB, FLSH, 1981,69p.

2. Thèses

1. .MEYROWITZ (J.), *No sense of place. The impact of electronic media on social behaviour*, New York, Oxford University, 1985, 341p
2. BARARUFISE (B.), *Contribution à l'étude des problèmes causés par l'éducation et la scolarisation au Burundi*, Thèse, Lyon, Université de Lyon, 1974, 365p
3. DICKERMAN (C.W.), *Economic and social change in an african city: Bujumbura-Burundi (1900-1962)*, Ph.D.Thesis, University of Visconsia-Madison, 1984, 427p.
4. MARISSAL, (J.), *L'Islam et les royaumes interlacustres de l'Afrique au 19è s*, Thèse, Paris, 1977, 548p
5. MUVIRA (D.), L'évolution de l'information au Burundi, de la colonisation à nos jours, Thèse, Paris, Ecole Supérieure de journalisme, 1979, 128p
6. NSAVYIMANA (D.), *La mobilisation de la force du travail au Burundi sous le mandat belge*, Thèse, Louvain, UCL, 1989, 430p
7. SIRVEN (P.), *La sous-urbanisation et les villes du Ruanda-Urundi*, Thèse, Bordeaux, Université de Bordeaux III, 1984, 786p.

IV. Rapports administratifs

1. Ministère des colonies, Rapport annuel de l'administration belge du Ruanda-Urundi, 1945-1946
2. Ministère des colonies, Plan décennal pour le développement économique et social du Ruanda-Urundi (1951-1960), Bruxelles, Editions de Visscher, 1951, 598p
3. LOPEZ, (A.), Bulletin de la société Languédocienne de Géographie, Paris, PUF, 1970
4. Territoire d'Usumbura, Rapport sur l'administration des C.E.C., de 1947 à 1960
5. Bulletin officiel du Ruanda-Urundi, 1948

V. Autres documents et cours

1. Atlas du Burundi, Association pour Atlas du Burundi, Bordeaux, 1979
2. Encyclopedia Universalis, France, S.A., V6, 1990, 1048p
3. GAHAMA (J.), Histoire générale du Burundi, cours de la II^{ème} candidature en Histoire, Année académique 2001-2002
4. CHAUFFAILLE (E.), Histoire des villes, Cours de la II^{ème} année en ITS, Département d'Aménagement et Urbanisme, Année académique 2002-2003
5. Recensement général de la population et de l'habitation, résultats définitifs, T II, Avril 1992

ANNEXE I

Guide d'enquête

Identification des enquêtés

Nom et prénom :
Age :
Fonction :
Résidence actuelle:

Questionnaire d'enquête:

Au sein du Centre Culturel Français:

Aux responsables du centre

1. Dans quel cadre de coopération s'inscrit le CCF?
2. Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à implanter ce centre en ville plutôt qu'à l'intérieur du pays?
3. Quels sont les critères d'adhésion (s'il y en a) des bénéficiaires du centre?
4. Voudriez-vous nous dire quelques activités (sinon toutes) organisées au sein du centre afin d'inciter toutes les catégories d'âge à y adhérer?
5. Quelles sont les activités les plus fréquentées par rapport aux autres?
6. a. Quelles furent vos attentes au début de l'implantation du centre?
7. b. Auriez-vous des résultats escomptés?
8. Quelles sont vos principales sources de financement?
9. N'auriez vous pas des projets d'élargir vos activités à l'intérieur du pays?
10. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez souvent au niveau de la gestion de ce centre?

2. Aux usagers

1. Depuis quand vous êtes abonné(e)s du centre?
2. Qu'est ce qui vous a incité à vous faire abonner au centre?
3. Y' aurait-il des avantages particuliers que ce dernier vous procure? Si oui, lesquels?
4. Etes-vous satisfaits de la façon dont le centre vous accueille, ou bien vous aimeriez une (des) amélioration(s) quelconque(s)? Si oui, laquelle (lesquelles)?

5. Au Musée Vivant de Bujumbura

1. Aux responsables du Musée

1. Quelle est la définition que vous donnez au musée?
2. Quel est le rôle du Musée Vivant de Bujumbura?
3. Voudriez-vous nous dire quelques activités (sinon toutes) que vous organisez pour attirer la curiosité des gens?
4. Y' aurait-il des exigences particulières pour accéder au Musée?

2. Aux visiteurs du Musée

1. Quelle est la définition que vous donnez au musée
2. Pourquoi fréquentez-vous le musée?
3. Qu'est-ce que vous admirez le plus au Musée Vivant de Bujumbura, ou mieux quelle est l'importance que vous donnez au Musée Vivant de Bujumbura?
4. Quelles seraient vos suggestions envers les responsables du Musée, qui viseraient à améliorer les conditions d'attraction de ce dernier?

Sur le changement des mentalités

1. Aux citadins venus de l'intérieur du pays

a. Domaine de l'alimentation

1. Quelles étaient vos habitudes alimentaires à la campagne?
2. Que dire sur le mode de préparation de certains mets chez vous?
3. Quels sont les aliments que vous avez consommés pour la première fois à Bujumbura?
4. Auriez-vous remarqué un changement quelconque sur le mode de préparation de certains mets?
5. Y 'aurait-il des aliments que vous mangez aujourd'hui, que la tradition interdisait?
6. Et quant aux boissons, quelles étaient vos préférences?
7. Aurez-vous subi un changement quelconque? Si oui, quelles sont les boissons que vous avez pris pour la première fois?

b. Domaine de l'habillement

1. Voudriez-vous nous relater quelles étaient vos tenues vestimentaires avant de venir à Bujumbura?
2. Qu'en est-il aujourd'hui?

3. Auriez-vous remarqué un changement quelconque au niveau de différentes catégories des habitants de la ville?
4. Y' aurait-il des tenues dont le port étaient interdites à la campagne mais permises en ville?

c. Domaine religieux

1. Quelle était ou quelle est votre religion?
2. Combien de religions énumériez-vous (s'il y en avait plusieurs) qui étaient pratiquées chez vous?
3. Laquelle était dominante?
4. Arrivés en ville, auriez-vous découvert des pratiques religieuses que vous n'aviez jamais connues avant? (Si oui, lesquelles?
5. Qu'est-ce qui vous a impressionné le plus en matière de la religion en ville?

Aux associations culturelles privées

1. Qui vous a poussé à fonder votre association?
2. Quelles sont les catégories de personnes ou d'âge qui adhèrent à celle-là?
3. Quelles sont vos préoccupations principales?
4. Vos attentes, seraient-elles réalisées? Si oui, comment? Si non, Que faire?
5. Qu'est-ce que vous demandez à l'Etat, à la population burundaise en général et à la population urbaine en particulier?

ANNEXE II

Liste des informateurs

Noms et prénoms	Age	Profession	Lieu et date d'enquête
1.NYANDWI Melchior	22 ans	Commerçant ambulant	Jabe, 21 juin 2007
2.MUTWA Bernard	23 ans	Aide chauffeur	Musaga,le 28 mai 2007
3.RIGAUD Laurent	47 ans	Directeur du CCF	CCF, le 4 avril 2007
4.NZEYIMANA Juma	55 ans	Commerçant	Bwiza, 18 janvier 2007
5.MASUMBUKO Tharcisse	32 ans	Maçon	Kinama, 17 mai 2007
6.GASHIRAHAMWE Dieudonné	23 ans	Elève	Kinanira,14 mai 2007
7.IRAKOZE Orly	17 ans	Elève	Gihosha,14 mars 2007
8.GAKIMA Lyse	16 ans	Elève	Kigobe,21 mai 2007
9.NZEYIMANA Moïse	32 ans	Mécanicien	Buyenzi,21 mai 2007
10.JUMAPIL Feruzi	44 ans	Enseignant	Buyenzi, 21 mai 2007
11.NAHIMANA Thérèse	37 ans	Sans	Kamenge, 17 mai 2007
12.NIYONZIMA Pascal	32 ans	Etudiant	Nyakabiga,21 juin 2007
13.MUVUNYI Bienvenue	29 ans	Etudiant	Kanyosha, 2 mars 2007
14.NTAWE Emmanuel	48 ans	Agent de l'état civil	Buyenzi, 23 mai 2007
15.NTAGABO Gabriel	58 ans	Responsable du Palais des Arts	Rohero, 21 janvier 2008
16.KAMIKAZI Christine	38 ans	Présidente de l' Association GIRAMAHORO »	Rohero,12 octobre 2007
17.NTAMBUTSO Louis	61 ans	Pensionné	Ngagara, 25 avril 2007
18.RUBARI Jean	42 ans	Chauffeur	Ngagara, 22avril 2007
19.KICWAPASI	39 ans	Aide-chauffeur	Kamenge, 23 mai 2007
20.NDORIMANA Gaspard	62 ans	Pensionné	Mutakura, 25 juin 2007
21.KABETERO Marc	42 ans	Employé du Musée Vivant	Musée Vivant, 21 janvier 2008
22.CUMA Nicaise	38 ans	Mécanicien	Buyenzi, 23 mai 2007
23.NIZIGIYIMANA Rose	58 ans	Sans	Kamenge, 27 mai 2007
24.GUGU Alphonse	36 ans	Chauffeur	Jabe, 12 mai 2007
25.GAHUNGU Balthazar	31 ans	Commerçant ambulant	Bwiza, 17 juillet 2007